

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPEENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPEENNES

TOME XXII—1984. N° 2 (Avril—Juin)

*Mélanges offerts au V^e Congrès International
d'Études sud-est européennes
(Belgrade)*

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

Comité de rédaction

ALEXANDRU DUȚU — *Rédacteur responsable* ;

Membres du comité: EMIL CONDURACHI, AL. ELIAN,
VALENTIN GEORGESCU, H. MIHĂESCU, COSTIN
MURGESCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI POP, AL.
ROSETTI, EUGEN STĂNESCU

Secrétaire du comité: LIDIA SIMION

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an.
Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnements) sera adressée à
« Rompresfilatelia », sectorul export-import presă, P. O. Box 12—201, télex 10 376
psfil r București, Calea Griviței nr. 64—66, à l'étranger.

Le prix d'un abonnement est de \$58 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés
pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Bul. Republicii 13, 70031 București

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs
sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour
les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, 79717 București—România.

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XXII

1984

N° 2 Avril—Juin

S O M M A I R E

Mélanges offerts au V^e Congrès International d'Études sud-est européennes

L'AESRE, la collaboration scientifique et la sauvegarde de la paix. Signification d'un bilan	109
SEFELIAN BRFZEANU, Les « Daces » de Suidas. Une réinterprétation . .	113
IOVAN DERETIĆ (Belgrade), La signification de l'œuvre de Dositej Obradović pour les études comparées	123
ZAMFIRA MIHAIL, Idéologie, mentalité — expression linguistique . .	133
CLAUDE MICHAUD (Orléans), Le Soleil, l'Aigle et le Croissant. L'ambassade de Guilleragues à la Porte ottomane et le siège de Vienne de 1683	145
CONSTANTIN IORDAN, La Roumanie et la Yougoslavie face à l'Italie fasciste (1926—1928) : une solidarité défaillante?	159
M. J. ROOKE (Maidstone, Kent), The Concept of Political Trading in Peacetime. The British Government and Trade with South-Eastern Europe. 1938—1939	171

Chronique

CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, Économies méditerranéennes : équilibre et intercommunication (XIII ^e — XIX ^e siècles). . . .	197
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Comptes rendus

The Road to Independence, edited by Ilie Ceausescu (<i>Constantin Iordan</i>); NICOLAE STOICESCU, Continuitatea românilor (<i>Valentin Al. Georgescu</i>); DUŠAN LUKAĆ, Treći Reih i zemlje Jugoistočne Evrope (<i>Milan Vanku</i> — Belgrade); Stat, societate, națiune. Sous la direction de N. Edroiu. A. Rădușiu, P. Teodor (<i>Iacob Mărza</i>).	199
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

L'AIIESEE, LA COLLABORATION SCIENTIFIQUE ET LA SAUVEGARDE DE LA PAIX SIGNIFICATION D'UN BILAN

Le 27 octobre 1983 s'est réuni à Bucarest le Bureau de l'Association Internationale d'Études du Sud-Est Européen pour fêter le XX^e anniversaire de l'Association fondée en 1963. Ouverte par le professeur Pan J. Zepos (Grèce), président de l'Association, la séance a été honorée par la présence de l'adjoint du Ministre des Affaires Étrangères, le professeur G. Dolgu, qui a transmis aux participants le salut et les meilleurs vœux du Ministère roumain, tout en soulignant l'importance que le gouvernement roumain accorde à la collaboration balkanique favorisée par l'activité de l'Association. Le président de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques, le professeur Mihnea Gheorghiu a dressé un bilan des vingt années au cours desquelles des congrès et des colloques internationaux, d'importants volumes, recueils et monographies, et des collaborations sous différentes formes ont marqué une nouvelle phase dans la recherche et dans la vie scientifique de cette zone du continent. Des aspects importants de cette collaboration, leur influence sur l'activité scientifique dans chaque pays où ces études ont été développées, aussi bien que les nouvelles directions ouvertes à la connaissance réciproque ont été évoqués dans les allocutions de l'acad. Nicolaj Todorov, vice-président de l'Association, du prof. K.-D. Grothusen, vice-président de l'Association, du prof. Richard Plaschka, membre du Bureau, du prof. Vasile Drăguț, président du Comité roumain de l'ICOMOS et de Dan Hăulică, président de l'Association Internationale des critiques d'art. Le secrétaire général de l'Association, l'acad. Emil Condurachi a mis en relief les résultats d'une activité intense et leur signification scientifique et politique. Car, pour une période telle que la nôtre, où l'humanité toute entière est entrée avec des soubresauts tragiques dans l'âge de la vitesse supersonique, un pareil anniversaire pourrait paraître un simple détail chronologique. Toutefois, au point de vue des hommes, de leur pensée et de leurs activités, certains détails sont pleins de signification. Ils dépassent parfois et de beaucoup ceux qui jalonnent d'autres époques, peut-être plus longues, mais moins riches en innovations de ce genre. Il y a dans l'histoire des collectivités humaines des moments où peu d'années suffisent pour qu'une action devienne un fait social et politique ou qu'un groupe, même restreint, acquière les dimensions d'une véritable institution. C'est le cas de l'Association fondée en 1963. En effet, dans un monde déchiré par les séquelles de la Deuxième Guerre mondiale et effrayé par les perspectives encore plus sombres d'un troisième

conflit planétaire, un groupe d'hommes de bonne volonté répondait il y a vingt ans, à l'invitation de la Commission nationale roumaine pour l'UNESCO de jeter la base d'une Association internationale d'études du Sud-Est européen, surmontant les difficultés de toute sorte nées des différences du régime politique et des idéologies propres à chaque pays balkanique. L'ancien « baril à poudre » des Balkans donnait ainsi un exemple à la fois éloquent et stimulant aux autres pays, considérés — parfois à tort — comme ayant su trouver leur équilibre dans de meilleures conditions.

Aussi, notre tâche se trouve-t-elle facilitée grâce aux conseils particulièrement compétents des représentants de l'une des plus hautes institutions culturelles de notre temps : l'UNESCO.

Il nous semble nécessaire d'ajouter quelques mots pour expliquer les raisons du succès de l'AIESEE qui n'ont pas toujours été mises suffisamment en lumière, d'autant plus que ces raisons nous permettent de scruter avec un certain optimisme ses possibilités d'action à l'avenir.

Les raisons de ce succès relèvent avant tout de certains facteurs d'unité. Ils méritent d'être soulignés une fois de plus, ne fût-ce que pour mieux rendre compte des possibilités réelles de progrès comprises dans cette collaboration des savants des différents pays balkaniques et extra-balkaniques, qui se sont penchés et se pencheront encore davantage dorénavant sur l'histoire des peuples et des civilisations du Sud-Est européen. Facteurs d'unité qu'on doit considérer dans leur ensemble géographique, économique et social, à la lumière de l'expérience historique et politique accumulée par tous les peuples qui y sont nés ou s'y sont établis au cours d'une histoire plusieurs fois millénaire. Facteurs d'unité qui n'éliminent pas — au contraire — les variantes, voire les différences régionales, physiques ou intellectuelles, économiques et sociales. Considérées avec un certain recul, elles font valoir encore mieux la richesse et la variété du paysage géographique et humain sud-est européen dans son ensemble. Ensemble qui, à son tour, s'inscrit dans un autre, plus vaste encore, celui de la Méditerranée et de ses prolongements immédiats : l'Egée, l'Adriatique et la mer Noire. Ensemble dont les parties composantes se tiennent malgré des frontières apparemment infranchissables et qui n'en constitue pas moins un système de vases communicants très bien équilibré. L'économie des différentes zones en est complémentaire. Son sol et ses richesses, ses rivières et ses mers, ses champs et ses forêts lui ont assuré, de tout temps, de grandes possibilités, que peu d'autres régions du monde ont la chance de posséder. Elles ont été fructifiées depuis des siècles et des millénaires par les hommes habitant cette région de l'Europe et de la Méditerranée. S'étant adaptés à ce paysage, ils en portent la marque particulière.

Un deuxième facteur d'unité qui a toujours agi sur l'ensemble du Sud-Est européen est, en effet, une certaine permanence des hommes; dont on ne saurait nier l'apport fourni à la formation des peuples de cette région. Il y a presque un siècle, un grand historien roumain, B. P. Hasdeu, avait déjà attiré l'attention sur la valeur anthropologique, historique et linguistique des différentes couches humaines qui, telles les feuilles d'un grand livre à plusieurs chapitres se sont superposées tout en se passant de l'une à l'autre et de siècle en siècle leur expérience et leur contribution

à la formation des peuples et des langues balkaniques et sud-est européennes, de leurs coutumes et traditions.

Dans son message, le directeur général de l'UNESCO, Amadou Mathar M'Bow, a transmis aux participants « toutes mes félicitations pour le travail déjà accompli et mes encouragements pour la poursuite de la tâche entreprise au service de la coopération culturelle et de la compréhension entre les peuples ».

A la festivité ont pris part les ambassadeurs ou les conseillers culturels des pays y représentés, ainsi que des spécialistes et des représentants des institutions qui collaborent avec l'Association.

La coopération culturelle et la compréhension entre les peuples sud-est européens se sont développées dans un climat de paix que l'Association veut et doit consolider. Or, la paix est à présent menacée par la course aux armements et les tensions qui persistent dans le monde.

Afin d'empêcher la dégradation progressive des relations internationales qui a conduit le monde entier au bord de l'abîme, la Roumanie a déployé une activité constante, d'envergure mondiale qui, durant l'année 1983, s'est concrétisée dans un nombre impressionnant de démarches, initiatives et points de vue exprimés par le Président Nicolae Ceaușescu, personnalité de marque de la vie politique internationale. Cette réalité justifie pleinement autant les visites effectuées en Roumanie en 1983 par de remarquables hommes d'Etat, des dirigeants de partis et des représentants de l'opinion publique, que les interviews sollicités par les plus importantes agences internationales de presse et de télévision.

L'attitude de la Roumanie devant ce problème crucial fut et continue d'être considérée, par l'opinion publique internationale, comme une des plus significatives prises de position, car elle exprime le point de vue le plus raisonnable, énoncé d'une manière prégnante dans le Message adressé aux chefs d'Etat de l'Union Soviétique et des Etats Unis, dans l'Appel de la Grande Assemblée Nationale adressé aux parlements des Etats européens, des Etats Unis et du Canada, ainsi que dans l'Appel commun des Présidents de la Roumanie, Nicolae Ceaușescu, et de la République Hellène, Andreas Papandreu, adressés aux Présidents du Soviet Suprême de l'URSS, Juri Andropov et des Etats Unis, Ronald Reagan.

Le vibrant Appel du Président de la Roumanie a retenti de nouveau dans le message transmis à l'occasion du Nouvel An : « Nous devons conjuguer nos efforts pour que les Etats Unis arrêtent la mise en place, en Europe, des fusées nucléaires à portée moyenne et pour que l'Union Soviétique arrête l'application des contre-mesures nucléaires. Dans ces conditions il faudrait agir dans la direction d'une reprise des négociations soviéto-américaines à même de conduire à l'élimination des fusées et, de cette manière, à la création d'une Europe unie, sans armes nucléaires, zone de paix et de collaboration ».

Confiants dans la capacité des peuples d'exprimer leur opinion, pour le triomphe de la raison et de l'esprit de responsabilité, le Président Nicolae Ceaușescu a souligné dans son message que la Roumanie agirait en faveur d'une étroite collaboration entre tous les Etats de la région des Balkans, afin que celle-ci devienne une zone de paix, sans armes nucléaires et sans bases militaires étrangères.

En exprimant l'espoir que l'année 1984 sera marquée par l'affermissement des liens entre tous les Etats, même si leurs régimes politiques sont différents, par une participation plus active de ceux-ci à la solution des problèmes complexes qui confrontent l'humanité, au profit de chaque nation, de la paix et de l'indépendance des peuples, le Message du Président Nicolae Ceaușescu constitue un document incitant qui invite tous les peuples d'agir plus fermement, pour que l'année 1984 apporte effectivement des mutations essentielles dans le cours des événements et qu'elle fasse triompher la volonté de paix des peuples, la détente et la coopération internationales.

LES « DACES » DE SUIDAS. UNE RÉINTERPRÉTATION

STELIAN BREZEANU

Le Lexique Suidas comprend un passage ayant une valeur particulière dans la série d'informations concernant l'ancienne Dacie et ses habitants offerte par les écrits du premier millénaire : « Les Daces qui maintenant sont nommés Pétchénegues » (Δάκες οἱ νῦν Πατζινακίται λεγόμενοι)¹. De l'interprétation que les spécialistes ont donné à ce texte il ressort que les Pétchénegues nord-danubiens, contemporains de l'auteur, ou des auteurs de notre source, étaient connus sous la dénomination de « Daces »². Cette interprétation a été acceptée par Gyula Moravcsik qui a invoqué à son appui les situations similaires du bassin danubien où les « Bulgares » sont nommés, par les sources byzantines, « Mœsi » et leur pays « Mœsie » tandis que les Hongrois et leur Etat sont désignés sous la dénomination de « Pannoni » (« Peoni ») et, respectivement « Pannonia » (« Peonia »)³. Donc, dans toutes ces situations, il serait question de la tendance archaïsante des auteurs byzantins, qui désignaient les populations des territoires danubiens par ethnonymes dérivés des noms des anciennes provinces romano-byzantines de la région⁴. Le byzantiniste hongrois signale aussi deux notes marginales du manuscrit parisien de l'ouvrage de Constantin le Porphyrogénète, *De administrando imperio*, datant du XI^e siècle, où l'on trouve les deux formes, notamment « les Daces Pétchénegues » (Πατζινάκται οἱ Δάκες) et « les Pétchénegues qu'on nommait autrefois Daces » (Πατζινάκται οἱ Δάκες πρότερον)⁵, ou l'explication donnée par le Lexique de Zonaras du XII^e siècle : « Daces : les Pétchénegues » (Δάκες οἱ Πατζινάκται)⁶. Dans ces cas encore, l'interprétation proposée est la même : « les Pétchénegues » sont dénommés « Daces »⁷.

★

¹ *Suidas Lexicon*, ed. A. Adler, II, p. 2.

² Parmi les derniers travaux de la recherche historique roumaine, voir A. Decei, *Românii din veacurile IX—XII în lumina izvoarelor armenesti* (Les Roumains des IX^e—XII^e siècles dans les sources arméniennes), Cluj, 1939, p. 138. L'étude a été reproduite dans le volume *Relații româno-orientale* (Relations roumano-orientales) du même auteur, București, 1978, p. 15—117.

³ Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica*, II, Berlin, 1958, p. 116, 207—208, 242—244.

⁴ *Ibidem*, p. 116

⁵ *Ibidem*.

⁶ Johannes Zonaras, *Lexicon*, ed. J. A. H. Tittmann, I, Leipzig, 1808, p. 464.

⁷ Gy. Moravcsik, *op. cit.*, II, p. 116.

Examinons cette interprétation à la lumière des critères de terminologie politique et ethnique, adoptés en égale mesure sur les travaux des auteurs byzantins et ceux de l'Occident médiéval.

Sans aucun doute, parmi les travaux de ce genre, Suidas a connu la plus grande popularité dans le monde byzantin et ses nombreux manuscrits en sont le témoin. L'ouvrage, que les intellectuels occidentaux connurent avant la chute de l'Empire et la conquête ottomane, fut édité en 1499 par Démétrios Chalkokondyle, frère de l'historien athénien, édition suivie par beaucoup d'autres encore⁸. Au XX^e siècle, le lexique a suscité de vives controverses dans la littérature de spécialité, quant à la forme de son nom et à sa signification⁹. Moins controversées sont la chronologie et le sens de l'ouvrage. Œuvre anonyme, écrite par un ou plusieurs auteurs, Suidas date depuis la deuxième moitié du X^e et fut élaboré, selon l'avis des spécialistes, entre les années 970—1000¹⁰. Il a un caractère encyclopédique et appartient au mouvement intellectuel dont les débuts remontent aux temps du patriarche Photios pour atteindre l'apogée avec la personnalité de l'empereur-savant Constantin VII le Porphyrogénète, que Paul Lemerle considère « le premier humanisme byzantin ». En conséquence, les sens de l'ouvrage coïncident avec ceux du mouvement intellectuel, caractérisé, par rapport à l'antiquité, « plus par le souci conservateur que par l'élan créateur »¹¹. Autrement dit, nous pouvons affirmer que l'auteur, ou bien les auteurs, ont visé la réalisation d'une synthèse des connaissances du monde byzantin du X^e sur les cultures classique gréco-romaine et byzantine, afin d'assurer leur conservation. En voici des acceptions que nous ne saurions ignorer si nous désirons décrypter les significations du texte mis en discussion.

En effet, l'ouvrage fait mention de la « Dacie » nord-danubienne et du roi des Daces, Decebal¹². Il comprend aussi d'autres informations sur les réalités ethno-politiques de l'antiquité dans les régions carpatodanubiennes. L'auteur témoigne d'une bonne connaissance des travaux classiques concernant la « Dacie » et ses habitants. Compte tenant de ces faits s'impose, selon notre avis, la prise en considération de l'autre possibilité d'interprétation de la signification du passage et des notes marginales du manuscrit de l'empereur-savant datant du XI^e, notamment : *la population des « Daces » est connue par les contemporains sous le nom de « Pétché-nègues »*, signification plus proche du sens *ad literam* de la source et au rôle accompli par le Lexique Suidas dans la culture byzantine.

Examinons ci-dessous les critères de terminologie ethnique utilisés dans le monde byzantin, en premier lieu, et médiéval, en général, invoqués à l'appui de l'interprétation proposée par la recherche historique.

⁸ A. Adler in *Paulys Real Encyclopädie der klassischen Altertumswissenschaft*, IV, 1932, p. 675—678

⁹ H. Grégoire, *Le titre du Lexique du « Suidas », « Byzantion »*, XI (1936), p. 774—783 ; S. G. Mercati, *Intorno al titolo dei lessici di Suida — Suda e di Pappia, « Byzantion »*, 25—27 (1955—1957), p. 173—193. Pour toute la littérature du problème voir Gy. Moravcsik, *op. cit.*, I, p. 514—515.

¹⁰ A. Adler, in *Paulys Real — Encyclopädie*, p. 678—679.

¹¹ P. Lemerle, *Le premier humanisme byzantin*, Paris, 1971, p. 304.

¹² *Suidas Lexikon*, II, p. 2, 322 ; IV, p. 669.

La présence, dans la littérature byzantine, des tendances archaïsantes dans la terminologie politico-ethnique, expliquées par l'attachement de la Nouvelle Rome aux valeurs de la culture et de l'idéologie greco-romaine classique est une réalité bien connue¹³. Moravcsik soulignait l'évidence de ces tendances surtout aux débuts de l'histoire byzantine, aux IV^e—VI^e siècles, et à la fin de celle-ci, c'est-à-dire aux XII^e—XV^e siècles¹⁴. Sur le plan de la terminologie politico-ethnique ces tendances se traduisent par la réapparition, dans les écrits des auteurs byzantins, de certains ethnonymes anciens, qui devaient servir à désigner des populations contemporaines. Ainsi, le terme « Scythes » désigne des peuples migrants installés temporairement au Bas-Danube. De même, l'ethnonyme « Perses » désignait des populations établies aux frontières asiatiques de l'Empire. Les spécialistes ont pu constater que le choix de ces termes n'était pas arbitraire, mais qu'il témoignait, tout au contraire, des solides connaissances des auteurs byzantins, quant à la spécificité ethnique des populations migrantes vivant aux confins de l'Etat. Par exemple, dans leur acception, les « Scythes » sont, de règle, des populations de souche turco-mongole qui mènent une vie nomade¹⁵. Il ne faut pas ignorer que ces termes ont une origine savante et qu'au niveau du parler populaire circulaient des ethnonymes qui désignaient le contenu ethnique réel de la population (Huns, Avars, Bulgares, Petchénègues, Coumaus, Tartares).

Une autre catégorie de termes archaïsants fréquents aux XII^e—XV^e siècle intéressent de près le problème mis en discussion. Il s'agit d'ethnonymes dérivés des noms des anciennes provinces impériales et qui désignent des populations définitivement établies dans la région du Danube. Font partie de cette catégorie, ainsi que nous le remarquons ci-dessus, des termes tels « Mœsiens » ou « Pannoniens ». Le premier était déjà connu au X^e, et signifiait « Bulgare ». Leon Le Diacre, la principale source pour la conquête de la Bulgarie par Jean Tzimiskès, en fait usage, pour la première fois, fait qui ne manque pas d'arrière pensée politique, si l'on tient compte que l'historien byzantin désire présenter l'événement comme une *restitutio*, une réintégration sous l'autorité politique de la Nouvelle Rome d'une province de droit impérial, usurpée jadis par les « Barbares »¹⁶. Les termes « Mœsie » et « Mœsiens » venaient donc légitimer la conquête du Tzarat par les Byzantins. Les deux siècles suivants, quand la province est incorporée dans l'Etat byzantin, le terme « Mœsiens » se retrouve souvent dans les écrits des auteurs grecs, mais la signification ethnique réelle n'est pas facile à établir car il désigne tantôt les « Bulgares », ou les « Vlaques » — descendants romanisés de la population thrace omonyme — tantôt l'entière population de l'ancienne Mœsie¹⁷. Aux

¹³ En ce qui concerne le phénomène dans la culture et l'idéologie byzantine, voir : Fr. Dolger, *Der Klassizismus der Byzantiner. Seine Ursachen und seine Folgen*, in vol. Idem, *Paraspora*, Ettal, 1961, p. 38—45.

¹⁴ Gy. Moravcsik, *op. cit.*, II, p. 139 sqq.

¹⁵ *Ibidem*, p. 16

¹⁶ H. Ahrweiler, *L'idéologie politique de l'Empire byzantin*, Paris, 1975, p. 52 ; S. Brezeanu, *De la populația romanizată la vlahii balcanici* (De la population romanisée aux Vlaques balkaniques), « Revista de istorie », XXIX (1976), nr. 2, p. 218—219.

¹⁷ Gy. Moravcsik, *op. cit.*, II, p. 207—208 ; N. Bănescu, *Un problème d'histoire médiévale : création et caractère du second Empire bulgare (1185)*, Bucarest, 1943, p. 57 sqq.

XIII^e—XV^e siècles, le terme acquiert une acception politico-territoriale en désignant la population de l'Etat bulgare dans son ensemble¹⁸. La situation de l'ethnonyme « Pannoniens » (« Peoniens ») qui aux XII^e—XV^e désigne, avec quelques réserves¹⁹, la population hongroise²⁰ présente une situation plus claire. Il s'agit, dans les deux cas, de termes d'origine livresque, qui ne circulent pas dans la langue populaire où les deux ethnies étaient connues sous la dénomination de « Bulgares », « Vlaques » et respectivement « Hongrois ». Le fait que ces deux termes savants apparaissent dans l'historiographie byzantine après l'adoption, par ces deux populations turaniennes d'un mode de vie sédentaire, présente une importance capitale. En échange, dans l'étape nomade de leur histoire, les Bulgares et les Hongrois étaient désignés par les termes archaïsants de « Scythes » et « Turques »²¹.

Pourrait-on assimiler le cas des « Daces » nord-danubiens à celui des « Mœsiens » et des « Peoniens »? Signalons quelques discordances entre les situations prises en considération. D'abord, la mention des « Daces » dans le Suidas et dans le manuscrit de l'empereur byzantin n'apparaît pas dans une période où les termes archaïsants étaient à la mode. On pourrait toujours objecter que la première mention des « Mœsiens » au sens de « Bulgares » est contemporaine à la mention des « Daces » de notre lexique seulement qu'elle n'est pas liée à la mode, mais à des considérations d'ordre idéologique, qui manquent totalement dans le cas des « Daces ». Puis, les termes « Mœsiens » et « Pannoniens » apparaissent dans les sources byzantines beaucoup de siècles après que les migrants bulgares et hongrois fussent installés dans une vie sédentaire dans le bassin danubien, et ces termes finirent par les désigner. Ce n'est pas notre cas ; la dénomination de « Daces » pour les « Pétchénegues » est intervenue fort probablement peu après l'établissement au nord du Danube du clan qui conserva les traits spécifiques de la vie nomade, fait qui explique sa désignation conséquente, dans les sources byzantines, sous la désignation savante « Scythes »²². Car, si nous acceptons que les auteurs byzantins n'appliquent pas arbitrairement aux populations nord-danubiennes le terme « Scythes », nous pourrions admettre que les dénominations « Daces » de même que « Mœsiens » et « Pannoniens » désignent des populations sédentaires.

Par conséquent, l'argument le plus important de cette interprétation ne résiste pas à une analyse minutieuse. Examinons, pour cette raison, l'autre acception possible du terme, à la lumière des critères de terminologie ethnique dont ont fait usage les auteurs du Moyen Age.

La pratique des écrivains de l'Antiquité et du Moyen Age de désigner un territoire par le nom du clan dominant est un fait que personne n'ignore. A titre d'exemple, rappelons que le royaume fondé par les Francs

¹⁸ Gy. Moravcsik, *op. cit.*, II, p. 201.

¹⁹ Gy. Moravcsik (*ibidem*, p. 242—244) ne tient pas compte des informations de Jean Zonaras (*op. cit.*, II, p. 1495) qui identifie les « Pœons » à une « population latine ou thrace » (Παλαιοι γένος Λατίνων ἢ ἕθνος Θρακικόν).

²⁰ Gy. Moravcsik, *op. cit.*, II, p. 242—244.

²¹ *Ibidem*, p. 280, 321—322.

²² *Ibidem*, p. 280—281.

apparaît dans les documents extérieurs de l'époque — pontificales, byzantins, ibériques etc. — sous le nom de *regnum Francorum* et *Francia*²³, noms qui deviendront des permanences pendant le Moyen Age, même si par l'assimilation de l'élément germanique par les Gallo-Romains la réalité ethnique dans le royaume était différente. Une situation pareille peut être rencontrée en Italie qui était désignée dans les sources étrangères des VI^e—VIII^e siècles sous le nom de *Longobardia* et *regnum Longobardorum*, dénominations qui se substituent pour une certaine période, à l'ancien nom du pays²⁴. Dans l'espace byzantin c'est le cas du Khanat d'Asparuch dénommé Bulgarie en dépit de l'assimilation du clan turanien par la masse des slaves majoritaires. Les mêmes changements peuvent être remarqués dans les noms que les sources extérieures donnent aux populations se trouvant sur les territoires conquis par les migrants. Ainsi le terme *Francs* désigne l'ensemble des populations du royaume mérovingien — Romains, Burgundes, Visigoths, Alamans et d'autres — auxquelles s'est superposée la domination du clan des Francs. La structure ethnique de l'Etat de Clovis²⁵ nous est connue seulement à l'aide des sources internes mérovingiennes. De la même façon, le clan d'Asparuch donnera son nom à la population particulièrement hétérogène qu'il avait soumis sur le territoire compris entre Haemus et le Danube, population qui englobait des Slaves, des Romains, des Grecs et, naturellement des Bulgares. Dans tous ces cas se fait remarquer la stricte actualité des nouvelles dénominations, qui se substituent aux anciens noms de territoires et de population, dès le moment où le clan migrateur offrait à ses contemporains un nouveau statut politique par l'acte même de la conquête.

Aux mêmes règles de terminologie est soumise aussi la succession de dénominations politico-ethniques du territoire nord-danubien, replique à la succession des « Empires » barbares établis, ici au long du millénaire des grandes migrations. Les régions carpatho-danubiennes connues dans l'antiquité sous le nom de Dacie, royaume indépendant et province romaine, sont dénommées tour à tour la Gothie, la Gépédie, l'Avarie, Patziakie et la Coumanie. La stricte actualité de la terminologie politique se fait remarquer, dans ce cas aussi, par les changements qui y interviennent après chaque modification opérée dans le statut politique de la région²⁶. Les auteurs du Moyen Age devaient avoir la conscience claire de ces changements puisqu'ils donnaient à côté de la dénomination « actuelle » aussi le nom plus ancien de la région pour servir comme termes de référence pour la nouvelle dénomination. Parmi les nombreux exemples nous en avons retenu deux. Pour Jordanès, les territoires nord-danubiens sont « cette Gothie que les anciens nommaient la Dacie et qui s'appelle maintenant la... Gépédie » (*haec Gotia, quam Daciam appelavere maiores,*

²³ E. Ewig, *Volkstum und Volksbewusstsein im Frankenreich des 7. Jahrhunderts*, in « Settimane di Studio del Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo », V, 23—29 aprile 1957, Spoleto, 1958, p. 638

²⁴ M. Zweifel, *Untersuchung über Bedeutungsentwicklung von Longobardus—Lombardus mit besonderer Berücksichtigung französischer Verhältnisse*, Halle, 1921 ; F. Lot, *Les invasions germaniques*, Paris, 1935, p. 171—172.

²⁵ E. Ewig, *op. cit.*, p. 638—639, 645

²⁶ S. Brezeanu, *Les Roumains et « le silence des sources » dans le « millénaire obscur »*, in « Revue Roumaine d'Histoire », XXI (1982), n° 3—4, p. 395—399.

quae nunc . . . Gepidia dicitur)²⁷. Du point de vue de la terminologie, c'est donc question d'un vrai triptyque où la plus ancienne couche est la notion de Dacie, la deuxième de Gothie en souvenir de l'« Empire » de Gothes et la dernière, contemporaine de l'auteur, la Gépédie, allusion à la domination, encore actuelle des clans des Gépides, au nord du Danube. Un siècle et quelques décennies plus tard, l'image changera dans l'œuvre du géographe de Ravenne. Dans sa *Cosmographie*, le territoire carpatodanubien est : « Dacia minor et . . . Dacia maior, nommées aussi la Gépédie où maintenant habitent, d'habitude, les Huns » (*Dacia minor . . . et Dacia maior quae modo Gepidia ascribuntur, in que nunc Unorum gens habitare dinoscitur*)²⁸, ou bien, dans un autre passage, « Dacia Prima et Secunda, nommées aussi la Gépédie où maintenant habitent les Huns, qu'on appelle aussi Avars » (*Dacia prima et secunda quae et Gepidia appellantur ubi modo Uni qui et Avari inhabitant*)²⁹. Voici que le géographe de Ravenne tente lui aussi d'actualiser la terminologie politique de la région en ajoutant aux couches qui lui étaient familières — Dacie et Gépédie — une troisième, Avarie.

Beaucoup moins d'informations offrent les sources médiévales quant aux hommes qui habitaient ces régions. Il n'y a aucun doute que les termes *Gothes*, *Gépides*, *Avars* et, plus tard, *Pétchéniègues*, (*Patzinaki*) ou *Coumans* ont souvent, dans les écrits médiévaux, une acception politico-territoriale, tout comme les termes *Francs*, dans le cas du royaume mérovingien et *Bulgares* pour le Khanat d'Asparuch termes à travers desquels était désignée toute la population de l'Empire des fils de la steppe. Au-delà d'une succession des « Empires » barbares du bassin danubien Lucien Musset voit, à juste titre, l'existence d'une population stable ignorée par les sources de l'époque. « Le plus souvent — écrit-il — les hommes restent attendant que la fortune change et entrent bientôt dans une autre combinaison. *Plusieurs empires qui nous paraissent fort différents parce qu'on ne nous en cite que les clans dirigeants, qui changent en effet, peuvent se bâtir ainsi successivement, avec les mêmes matériaux* »³⁰.

La majeure partie de cette population ignorée à cause de son manque total d'insolite par les sources de l'époque, tentées d'enregistrer, ici aussi, seulement l'expression politique des « Empires » avec lesquels Byzance, la papauté et d'autres facteurs politiques de l'époque venaient en contact était formée, fort probablement, tant à l'Occident qu'au Danube, par les anciens habitants des provinces romanisées³¹. En revenant au Suidas nous considérons normal de supposer que le souvenir de l'ancienne population entrée peu de temps avant dans l'« Empire » pétchéniègue persiste encore dans la mémoire de l'auteur, ou des auteurs de l'ouvrage, fait qui explique la présence de la brève note sur le nouveau statut des « Daces », procédé que nous retrouvons chez Jordanès et le géographe de Ravenne, qui éprouvaient le besoin de noter, à côté des notions politico-géographiques les couches ayant précédées le sens « actuel ». De toute façon, en ce

²⁷ Jordanès, *Getica*, XII, p. 74

²⁸ *Ravennati anonymi Cosmographia*, ed. Schultz, in *Itineraria romana*, II, Leipzig, 1940, XI.

²⁹ *Ibidem*, IV, 14.

³⁰ L. Musset, *Les invasions. Les vagues germaniques*, Paris, 1969, p. 63.

³¹ *Ibidem*, p. 179–180; 202–203; F. Lot, *op. cit.*, p. 218–220.

qui concerne le territoire, le terme *Patzinakie*, qui définit les territoires nord-danubiens est présent dans les sources de l'époque, durant deux siècles, depuis Nikolaos Mystikos à Jean Skylitzes³². Les changements politico-géographique attirent, naturellement, des changements politico-ethniques.

Mais, l'argument le plus important à l'appui de cette interprétation du texte mis en discussion nous est fourni par deux passages tirés des auteurs byzantins qui viennent illustrer d'une manière explicite la mutation survenue dans la définition de la condition de l'homme médiéval, avec la modification de son statut politique. Le premier est dans un texte d'Agathias. Se rapportant à deux clans des Cutringurs en rivalité, incités par la diplomatie byzantine, l'historien grec souligne que ceux-ci « en dévorant leur forces, les uns et les autres furent totalement anéantis et perdirent même leurs dénomination ancestrale. Car ces peuplades hunniques, continue Agathias, sont devenues si malheureuses que, même s'il en reste quelques traces, elles sont entièrement tombées en esclavage au pouvoir d'autres races, dans des lieux différents, et portent le nom de ces races là »³³. Donc, la conséquence immédiate de la domination d'une population par une autre est la perte du nom de la première en faveur de la dénomination du clan dirigeant. Le deuxième passage, qui se trouve dans le Suidas, même emprunté de Priskos, porte sur un certain Zerkos, « maure d'origine » citoyen de l'Empire, pris en captivité au V^e siècle par les « Scythes royaux », nom qui désigne les Huns. Notre personnage passera le reste de sa vie à la cour de ceux-ci. Englobé dans le *Barbaricum*, Zerkos a connu, dans la conception de l'auteur, un changement dans sa condition politique, raison pour laquelle la source définit le captif « ainsi nommé Scythe mais Maure d'origine » (Σκύθης οὕτω καλούμενος, Μαυρούσιος τὸ γένος)³⁴. Si nous comprenons bien ce passage, où l'auteur fait une distinction entre l'origine ethnique du personnage et sa condition politique, alors le « Maure » romain une fois entré sous la domination politique des « Scythes » devient nécessairement un Scythe. N'est-ce aussi notre cas, alors que les « Daces » entrés dans l'« Empire » des Pétchénegues commencent, au nom de ces mêmes conceptions politiques, à être dénommés, eux-aussi, « Pétchénegues »? A la différence cette fois-ci, qu'il n'est pas question d'un individu, mais d'une collectivité ethnique.

Une interprétation similaire s'impose dans le cas des notes marginales du manuscrit parisien de l'ouvrage de Constantin le Porphyrogénète, notamment « les Pétchénegues » qui autrefois étaient nommés « Daces » et les « Daces Pétchénegues ». Moins clair, à cause de sa concision est le sens du passage « Daces : les Pétchénegues » de Zonaras.

Qui sont ces « Daces » qui au X^e—XI^e siècles habitaient les territoires carpatodanubiens et qui, peu de temps avant, furent baptisés « Pétchénegues », d'après le nom du clan dominant? Suidas se rapporte au

³² Gy. Moravcsik, *op. cit.*, II, p. 247.

³³ Agathiae Myrinaei *Historiarum libri quinque*, éd. R. Keydell, Berlin, 1967, V, 25, 1 (ὡς καὶ αὐτὴν δέπου τὴν πάτριον ἐπωνυμίαν ἀποβεβλημένοι. ἐς τοῦτο γὰρ συμφορᾶς τὰ δὲ τὰ Οὐννικά ἔθνη ἐξώκειλεν, ὡς εἴπερ ἄρα τι αὐτῶν καὶ μεμύνηκε μέρος, σποράδην ἑτέροις δουλοῦσιν καὶ ἐς τὸ ἐκείνων ὄνομα μεταβεβλήσθαι).

³⁴ Suidas *Lexicon*, II, p. 501.

« pays de Dacie d'au-delà de l'Istre colonisé par Trajan », à Decebal et aux guerres que Trajan lui avait imposées. Les informations ne manquent pas de certaines confusions, l'auteur ou les auteurs adoptant d'Eutropius la tradition du transfert, au sud du Danube, par l'ordre d'Aurélien, des Romains « colonisés » en Dacie afin de les protéger contre les dangers qu'ils couraient dans les provinces Mœsie et Illyricum³⁵. En ce qui nous concerne, il n'y a aucun doute que les intellectuels byzantins, qui ignoraient les grandes mutations ethniques intervenues au nord du Danube au I^{er} millénaire, désignent par l'ethnonyme « Daces » les descendants romanisés de la population antique homonyme, ainsi qu'ils désignaient par les termes « Mœsiens » et « Daces » les « Vlaques » des Balkans, et par les ethnicons « Galli » et « Itali » les Français et les Italiens de l'Occident. Le commentaire d'Eustache de Thessalonique sur l'œuvre de Denis le Périégète fournit, deux siècles après, un argument important à l'appui de l'identification des « Daces » par certains auteurs byzantins, avec la population antique homonyme. Ce commentaire, qui reprend l'information du lexique dans des termes presque identiques, constate la présence des « Daces » au nord du Danube. « L'histoire — écrit le haut prélat — nous transmet qu'aussi au sud de l'Istre vivent des Daces. Car, dit-on, Aurélien en transférant de la Dacie les Romains qui y étaient colonisés ; à cause des dangers que présentaient les territoires d'au-delà de l'Istre les a installés au milieu de la Moesie, et a nommé le pays la Dacie »³⁶. Ce texte laisse entrevoir la surprise de l'auteur d'avoir trouvé « dans l'histoire » l'information concernant la présence des « Daces » au sud du Danube, information qui venait à l'encontre des connaissances généralement répandues parmi ses contemporains sur l'existence, au nord du Danube, d'une population « dace » et de leur pays, la « Dacie ». Donc, les « Daces » de Suidas, de même que ceux qu'avait signalé le prélat byzantin ne peuvent être que des Roumains.

Tâchons, en guise de conclusion, une explication sur la réapparition des « Daces » au nord du Danube dans les sources byzantines, vers l'an 1000, après que celles-ci eussent passé sous silence plusieurs siècles durant, toute information concernant la branche dace de la latinité orientale³⁷.

A l'Occident, les siècles VIII—IX marquent la fin du processus de constitution des peuples néo-latins. Le phénomène est attesté par des documents dans la Gaule franque où la langue de la nouvelle ethnie est caractérisée par les sources de l'époque comme étant une *lingua Romana rustica*, *lingua vulgaris*, *lingua gentilis* et même *lingua barbaris*³⁸, tandis que les habitants du royaume sont désignés par les intellectuels carolingiens sous le nom de *Franci*, mais aussi *Galli* et *Aquitani*. Le processus a connu un déroulement similaire aussi dans le cas des autres branches

³⁵ *Ibidem*, II, p. 2.

³⁶ *Geographi Graeci Minori*, II, Paris, 1882, p. 271. (Φέρεται δὲ ἱστορία, καὶ νοτιωτέρους τοῦ Ἰστροῦ Δάκας εἶναι φασὶ γάρ ὅτι Ἀθηλιανὸς τοὺς περὶ τὴν Δακίαν ἀπωκισμένους Ῥωμαίους ἐκεῖθεν ἐξαγαγὼν διὰ τοὺς ἐν τῇ περὰ τοῦ Ἰστροῦ κινδύνους ἐν μέσῃ τῇ Μυσίᾳ καθίδρυσε τὴν χῶραν ὀνομάσας Δακίαν).

³⁷ S. Brezeanu, *Les Roumains et « le silence des sources »*.

³⁸ L. Weisgerber, *Deutsch als Volksname Ursprung und Bedeutung*, Darmstadt, 1953, p. 77—78.

de la latinité occidentale désignés par les sources carolingiennes sous les termes tels *Hispani*, *Itali*, *Norici* ou *Rhaeti*. Les membres de la communauté romane de l'Occident cessent d'être des *Romans* en se transformant en *nationes* barbares, symptôme sûr de la naissance des ethnies néo-latines.

Au nord du Danube, la romanité dacique transformée elle aussi dans une ethnie néo-latine se trouvait au IX^e siècle au terme d'une longue période d'acalmie relative qui a favorisé l'apparition des premières formations politiques des Roumains, dont l'existence est attestée pour la première fois, par le Notaire anonyme du roi Bela. Après la disparition du Khanat avare de la Pannonie conquis par Charlemagne, les Roumains, c'est-à-dire les « Daces » si l'on tient compte de la terminologie politico-ethnique des sources latines et byzantines de l'époque entrent pour la première fois sur la scène politique danubienne comme une entité stable. Rappelons aussi que le géographe de Ravenne avait signalé auparavant « les patries des Daces » (*Dacorum patriae*) qui traversaient les rivières Tisia, Tibisia, Marisia, Gresia et d'autres³⁹. Plus important encore est un passage de la version anglo-saxonne de Paul Orosius, *Historia adversus paganos*, élaboré par Alfred le Grand, dans lequel le texte de l'auteur latin « Dacia, ubi et Gothia »⁴⁰ (« La Dacie, où se trouve aussi la Gothie ») prit, sous la plume d'Alfred le Grand le suivant développement : « Puis, à l'est du pays de Carinthie commence le désert au-delà duquel est la Bulgarie et à l'est de celle-ci est la Grèce ; et à l'est du pays nommé Moravie est le pays de la Vistule ; et à l'Est est la Dacie qui était naguère la Gothie »⁴¹. Absolument remarquable est l'actualité de l'information de l'auteur anglo-saxon qui se rapporte à des réalités politiques — la Carinthie, la Bulgarie, la Grèce, l'Empire byzantin, la Moravie à côté desquels il fait mention aussi de la Dacie. Il faut remarquer aussi le renversement de la relation Dacie-Gothie par rapport au texte de l'auteur antique car, dans ce cas, la Dacie est la réalité politique contemporaine, tandis que la Gothie devient terme de référence.

D'ailleurs, la Dacie apparaît aussi dans d'autres sources latines du IX^e, comme notion géo-politique⁴², fait qui nous permet de voir, dans la réapparition, dans cette période, des dénominations des anciennes provinces romanes — Gallia, Rhetia, Noricum, Hispania, Italia, Dacia et d'autres encore — ainsi que des ethnonymes dérivés, non pas l'effet de l'érudition carolingienne, mais le résultat des grandes mutations ethniques des VIII^e—IX^e siècles, qui après des siècles de domination « barbare » entraînèrent sur la scène européenne les populations romanes dans leur nouvelle hypostase d'ethnies néo-latines. Donc, les termes « Dacie » et « Daces », fréquents dans les écrits des auteurs du IX^e, expriment plus qu'une solution devant la difficulté de définir la situation politique et ethnique au nord du Danube d'après la disparition du Khanat avare, et constituent l'expression des nouvelles réalités politico-ethniques qui

³⁹ *Ravennati anonymi Cosmographia*, IV, 14.

⁴⁰ Paul Orose, *Historia adversus paganos*, I, 2

⁴¹ *Zrodla skandynawskie i anglosaskie do dziejów słowiańszczyzny*, ed. G. Labuda, I, Varsovie, p. 66

⁴² Eginhard, *Vie de Charlemagne*, éd. L. Halphen, Paris, 1923, p. 44 ; Poeta Saxo, *Annalium de gestis Caroli Magni Imperatoris*, V, v. 197 sqq ; *Annales regni Francorum*, in *Fontes ad Historiam regni Francorum aevi Karolini illustrandam*, éd. R. Rau, Berlin, 1955, I, p. 116.

se profilaient dans la région. Mais la deuxième grande vague migratrice ouverte par les Hongrois et par les Pétchénegues interrompit cette évolution et durant quelques siècles fit tomber de nouveau le rideau du silence sur les réalités ethniques nord-danubiennes, qui paraîtront souvent dissimulées sous la rubrique « Pétchénegues », « Coumans » ou « Hongrois ». Mais, cette fois-ci, le silence des sources n'est plus un silence total. De temps en temps, les Roumains apparaissent sur la scène politique nord-danubienne à côté des populations nomades, fait qui explique leur présence dans les sources de l'époque ou, tout au moins, l'existence des informations extérieures concernant les réalités ethniques nord-danubiennes dissimulées à l'ombre des noms des clans migrants. C'est le cas de Suidas.

Le revirement des « Daces » de l'obscurité du Moyen-Age et le retour dans l'attention des sources byzantines vers l'an 1000 est étroitement lié aux mutations survenues à l'époque dans la politique au Bas-Danube. Après une absence de quatre siècles due à l'établissement du clan d'Asparuch dans la région, l'Empire byzantin reprend sa place en tant que puissance militaire sur la ligne du Danube au tournant [des X^e—XI^e siècles, après la reconquête macédonienne de la Péninsule. De cette manière, le monde byzantin renouvelera pour les deux siècles suivants ses contacts avec les territoires nord-danubiens où il redécouvrira la romanité dace tombée sous la domination pétchénegue. C'est justement ce moment que viennent illustrer les informations de Suidas et les notes marginales du manuscrit parisien de l'œuvre de Constantin VII. Soulignons encore qu'après le retour sur les rives du Danube, les Byzantins redécouvrent les deux branches de la romanité orientale vivant dans l'espace carpatobalkanique. La première mention concernant la population néo-latine habitant la rive droite du Danube apparaît dans un diplôme de l'empereur Basile II de 980 à laquelle se rapporte plus tard Kekaumenos, suivie après quatre décennies par une autre mention dans un diplôme du même souverain et qui fait état des « Vlaques de toute la Bulgarie ». Ils sont contemporains avec la mention des « Daces » dans le Suidas. Seulement que, si au nord du Danube les Roumains apparaissent sous le terme savant de « Daces » leurs frères des Balkans sont dénommés Βλάχοι. Mais, dans les écrits byzantins des Balkans les termes savants ne manquent pas — chez Kekaumenos les Vlaques sont désignés par « Daces » et « Besi » et chez Choniates par « Mœsiens » — tout comme les Roumains de la rive gauche du Danube entreront dans la conscience du monde byzantin des siècles suivants sous ce même ethnonyme d'origine populaire : « Vlaques » (« Ugrovlaques », « Moldovlaques », « Russovlaques »).

LA SIGNIFICATION DE L'ŒUVRE DE DOSITEJ OBRADOVIĆ POUR LES ÉTUDES COMPARÉES

IOVAN DERETIC
(Belgrade)

L'étude de la personnalité et de l'œuvre de Dositej Obradović dans le contexte des mouvements littéraires et culturels des pays du Sud-Est européenne constitue pas un thème nouveau. Bien au contraire, ce thème est depuis longtemps entré dans la sphère des préoccupations scientifiques des chercheurs et il a été amplement, mais pourtant partiellement seulement, examiné. On a publié plusieurs ouvrages au sujet des relations entre Dositej et les peuples et les cultures de cette région, relations avec des Roumains, des Grecs, des Bulgares, des Macédoniens, des Croates, des Albanais. Les relations de Dositej avec les Roumains, son influence sur la culture roumaine ont fait l'objet d'un intérêt tout particulier. Une attention suivie a été accordée à Dimitrie Țichindeal, le traducteur de l'œuvre de Dositej en roumain, ainsi qu'aux préoccupations littéraires et encyclopédiques de Țichindeal, la plupart inspirées par l'œuvre de l'écrivain serbe. Les rapports entre Țichindeal et Dositej sont largement présentés par Mirco Jivcoviçi dans sa monographie intitulée *Dositej Obradović dans le contexte des relations serbo-roumaines* (Bucarest, 1972); le même thème est également traité dans des études signés par Radu Flora, Alexandru Dușu, Dorin Gămulescu, Ileana Dorina Buliç, etc. Ce moment précis des relations littéraires serbo-roumaines a été abordé dans un contexte plus ample, celui de l'époque des lumières en Roumanie, dans le livre de D. Popovici intitulé *La littérature roumaine à l'époque des lumières* (Sibiu, 1945). Il semble, par conséquent, difficile de trouver du nouveau à ce sujet. La situation est similaire en ce qui concerne l'étude des échos de l'œuvre de Dositej dans les autres littératures balkaniques, surtout dans les littératures bulgare et macédonienne. Ici, également, les principaux faits ont été depuis longtemps enregistrés et soumis à une interprétation adéquate du point de vue de la critique littéraire historique. Des résultats nouveaux peut-on attendre seulement lorsque ce complexe de problèmes serait abordé d'une autre manière, sous un angle différent.

Jusqu'à présent, le rapport entre Dositej et les autres littératures balkaniques a été examiné, à l'exception de la littérature grecque, uniquement du point de vue de la réception de l'œuvre et des idées de D. Obradović par d'autres milieux littéraires nationaux. Mais il y a des faits pertinents d'histoire littéraire permettant d'aborder cette question d'une autre manière également, à savoir en partant des prémisses historiques littéraires et culturelles de l'œuvre de Dositej. Le Sud-Est de l'Europe peut être considéré comme l'espace spirituel qui a engendré Do-

sitej en tant qu'écrivain et qu'érudit. Par conséquent, lorsqu'on s'apprête à expliquer les raisons historiques de l'apparition de Dositej Obradović, en dehors de la perspective nationale, serbe, et de celle internationale, européenne, il faut aussi tenir compte de la perspective régionale, balkanique. A l'appui d'une recherche pareille on peut trouver des idées stimulantes dans plusieurs études particulières concernant le problème du rapport entre Dositej Obradović et d'autres littératures balkaniques. Mentionnons, par exemple, une telle idée tirée de l'étude de Dorin Gămulescu intitulée *Quelques aspects de l'activité de D. Tichindeal par rapport à D. Obradović* (« Kujževna istorija » n° 33, 1976), à savoir le fait que Dositej Obradović est « le plus important représentant » du « siècle des lumières » du Sud-Est de l'Europe, idée impliquant (1) l'existence d'une communauté surnationale, culturelle-historique et littéraire de cette région et, notamment (2) l'existence des similitudes dans les aspirations progressistes de ces peuples.

Le Sud-Est européen, en tant que zone littéraire, comprend, en premier lieu, les littératures des peuples orthodoxes qui y résident, à savoir les littératures grecque, roumaine, serbe, bulgare et macédonienne, tandis que d'autres littératures, celles des peuples non orthodoxes, telles par exemple les littératures croate, albanaise ou turque, en font partie seulement par quelques-uns de leurs aspects. Quels éléments précis relient les littératures appartenant à la première série citée plus haut, quelles sont les données de leur unité régionale, conservée pendant une longue période et dont les normes sont encore décelables dans chacune d'entre elles ? Chacune de ces littératures est née et s'est développée pendant longtemps au milieu de la civilisation byzantine ; elles ont toutes une source commune dans la culture byzantine médiévale et dans l'ancienne littérature chrétienne transmise par Byzance. Les Slaves orthodoxes des Balkans et les Roumains, de pair avec les Slaves orientaux, ont fait partie, en outre, du même milieu littéraire et linguistique, celui du slavon liturgique ; leurs littératures ont été créées dans les différentes variantes d'une langue littéraire commune : le vieux slave liturgique. Après la chute de quelques-uns de ces pays sous la domination turque, leur littérature enregistre une période de déclin, sans mourir définitivement, mais survivant pendant des siècles entiers en cultivant les mêmes formes, une même vision du monde et en s'exprimant presque dans la même langue que pendant le moyen âge. Le grand historien roumain Nicolae Iorga a trouvé une formule exceptionnelle pour synthétiser cette situation dans le titre de son livre *Byzance après Byzance* (Bucarest, 1935). Byzance a survécu à sa déchéance en tant que type déterminé de civilisation également, englobant l'héritage spirituel hellénique, le droit romain, la religion orthodoxe et tout ce qu'elle avait engendré en matière d'art et de littérature, en continuant de vivre pendant plus de quatre siècles après sa mort politique, pour s'éteindre définitivement au début du XIX^e siècle. Ce qui est valable pour les pays grecs, héritiers directs de Byzance, est également valable pour les peuples balkaniques qui se sont développés dans son milieu spirituel, conformément à une autre formule de N. Iorga, à savoir le titre d'un autre de ses livres : *Formes byzantines et réalités balkaniques* (Bucarest—Paris, 1922).

Mais la survie du modèle byzantin médiéval de littérature, dans les conditions de l'asservissement national, représente seulement un aspect du processus littéraire développé dans les pays de cette région, à partir du moment de la perte de leur indépendance — aux XIV^e et XV^e siècles — et jusqu'à la création des Etats nationaux modernes, pendant le XIX^e siècle. Un autre aspect est constitué par les mouvements menant à l'effacement de ce modèle et à la création d'une littérature nouvelle, selon le modèle européen occidental. L'historien littéraire grec Lino Politis parle, en opposition avec la thèse de Byzance après Byzance, de l'existence de certains éléments modernes, néogrecs, dans la littérature même des derniers siècles de Byzance (*A History of Modern Greek Literature*, Oxford, 1973). Il identifie ces éléments, en premier lieu, dans la littérature écrite dans la langue populaire, dans ce que Krumbacher appelait « Vulgärliteratur ». Après la chute de Byzance, cette littérature s'avérera la plus vigoureuse, la plus capable de se développer plus loin, et c'est à partir d'elle que naîtra la littérature néogrecque. Des tendances similaires, bien que moins prégnantes, peut-on également constater dans d'autres littératures de cette région, dans la littérature roumaine du XVII^e et du XVIII^e siècles, dans la littérature serbe écrite du Sud de la Panonie à la fin du XVII^e siècle et pendant le XVIII^e siècle. Même à l'intérieur des Balkans on peut dépister des signes de renouvellement.

En d'autres termes, dans les littératures des peuples de cette région, pendant une longue période, depuis la perte de leur indépendance et jusqu'à l'institution des Etats modernes, on peut remarquer des phénomènes renfermant les signes d'un processus analogue à un autre, déjà achevé dans les littératures de l'Europe occidentale, processus qui marque l'évolution de la littérature médiévale à la littérature moderne. Les mutations qui se passent au milieu de chacune d'entre elles les éloignent l'une de l'autre. L'interaction entre elles diminue. Chacune commence s'orienter vers d'autres sources, chercher d'autres modèles, en suivant son propre chemin, conformément aux conditions historiques où elle se développe. Mais, compte tenu de leur point de départ commun, ainsi que de la situation historique fondamentale très ressemblante, leur chemin de développement, malgré les différences, présente maints éléments communs ou analogues. Afin de s'instituer sur des bases nouvelles, devant chacune de ces littératures se dressent des problèmes identiques ou similaires, dont le nombre de solutions possibles est limité. On peut distinguer trois moments principaux, communs à toutes ces littératures, trois constantes dans leur développement durant leur période d'évolution de la phase médiévale à la littérature nouvelle : 1) le problème de la langue littéraire, 2) leur position par rapport à la littérature populaire, 3) les modèles littéraires occidentaux.

Le problème de la langue consiste dans la nécessité de remplacer la langue archaïque, livresque de la littérature médiévale par une nouvelle langue littéraire, fondée sur la langue parlée par le peuple. Ce problème est présent dans toutes les littératures dont il est question ici, bien qu'il ne soit pas toujours posé de la même manière : la littérature grecque était confrontée avec une tradition de longue durée et particulièrement riche de la langue littéraire, qui s'est avérée, à la fin, un obstacle dans la détermination d'une solution définitive ; dans les littératures slaves,

la solution du problème de la langue était empêchée par l'idée de la continuité linguistique et littéraire slave, ainsi que par le fait que la langue de l'ancienne littérature était à la fois la langue officielle de l'église ; pour les Roumains, l'attrait de l'ancienne langue littéraire était plus réduit, puisqu'il s'agissait d'une langue étrangère. Par conséquent, les problèmes de la langue littéraire sont assez différents d'une littérature à une autre, et les solutions finales ne sont pas similaires. Chez les Grecs, bien que cette question s'est posée le plus tôt, elle n'est pas définitivement solutionnée jusqu'à présent. Aujourd'hui encore, tout comme au moyen âge, dans la littérature comme dans la vie publique, on remarque le phénomène appelé diglossie, c'est-à-dire l'utilisation de deux langues : la langue archaïque apprise (*katarevuza*), parallèlement à la langue parlée par le peuple (*dimotiki*). Dans la littérature roumaine, l'abandon du slavon, donc le début de la littérature rédigée en roumain est relié au développement de la conscience nationale, à la consolidation de la conscience de l'origine latine du peuple roumain. Ce processus, qui a débuté en grand pendant le XV^e siècle et s'est achevé pendant le XVII^e siècle, a été retardé par la présence — politique et culturelle — grecque en Valachie et en Moldavie, ainsi que par la domination de la langue latine en Transylvanie. Dans les littératures slaves, le problème de la langue s'est vu compliquer par le fait que, pendant le XVIII^e siècle, elles ont abandonné la variante individuelle du slavon en faveur de la variante russe, mais ce fut justement ce fait qui a accéléré l'évolution des faits vers des solutions radicales. Dans la littérature serbe, la lutte pour une nouvelle langue littéraire a été de longue durée et dramatique, tandis que chez les Bulgares et chez les Macédoniens l'évolution s'est passée sans ébranlements trop violents.

Parallèlement à la langue littéraire, la littérature découvrait également la poésie populaire et d'autres formes de la création folklorique. Bien que très riche chez tous les peuples de la région, la poésie populaire avait très peu ou même n'avait rien en commun avec la littérature médiévale. Pendant une période plus proche de nous, la poésie populaire est devenue, au contraire, l'une des principales prémisses de la création littéraire. Quoique connue auparavant également, c'est seulement à l'époque romantique qu'elle acquiert une signification plénière et manifeste une large influence sur la poésie culte. C'est alors qu'on a élaboré les plus importants recueils de poésie populaire : celui de Vuk Karadžić pour les Serbes, celui de Vasile Alecsandri pour les Roumains, celui de Besanov et Karavelov pour les Bulgares, celui des frères Milanov pour les Macédoniens, etc. Tous les grands poètes nationaux que le romantisme a donnés à ces littératures dérivent généralement de la poésie populaire, par exemple Dionisos Solomos, ainsi que Njegiš, Eminescu et Hristo Botev également.

L'évolution des littératures de cette région à partir du type médiéval au type moderne commence, en effet, au moment même ou elles établissent leurs premiers contacts avec l'Occident. En Grèce, ce phénomène a eu lieu au moyen âge déjà, au temps de l'Empire latin, tandis que pour les autres littératures dans la période postbyzantine : chez les Roumains, pendant le XVII^e siècle, chez les Serbes pendant le XVIII^e siècle, chez les Bulgares et les Macédoniens plus tard encore. Les influences littéraires occidentales ont agi en deux directions : d'abord, elles ont orienté la littérature vers la découverte de ses propres sources, vers la langue po-

pulaire et vers la littérature populaire, ensuite elles leur ont offert de nouvelles formes littéraires, celles héritées de l'antiquité (le drame, diverses espèces de la poésie), ainsi que celles qui se sont entièrement développées seulement à des époques plus proches de nous (le roman, la nouvelle, des espèces poétiques récentes). Les nouveaux genres remplacent les anciens (les hagiographies, les textes apocryphes, les espèces historiographiques et rhétoriques), signe évident d'un changement fondamental du système littéraire.

Les conditions historiques défavorables ont imprimé des caractéristiques différentes à ces processus historico-littéraires. Ils ont eu un cours intermittent même là où les conditions ont été plus favorables. Une littérature renaissante, riche et intéressante dans les îles grecques sous la domination de Venise, en Rhodos, en Chypre et surtout en Crète, pendant les siècles XVI^e et XVII^e, a commencé à se faner après la chute de ces îles sous la domination turque. En Moldavie et surtout en Valachie, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, a eu lieu un épanouissement littéraire tout particulier, au milieu duquel se détache la puissante personnalité de Dimitrie Cantemir, savant ressemblant aux hommes de la Renaissance, mais ensuite cet essor s'est réduit et l'activité littéraire dans les deux principautés roumaine, la Valachie et la Moldavie, a diminué. Des phénomènes littéraires similaires on rencontre également dans l'espace culturel yougoslave à différentes époques, dès que les conditions s'avéraient plus favorables, l'activité littéraire s'épanouissait, pour diminuer ou même s'éteindre totalement lorsque les conditions s'enpiraient. De tels foyers littéraires surgissent dans la quasi-totalité des villes dalmates dès le XV^e siècle et plus tard, mais ce fut seulement la ville libre de Dubrovnik qui a réussi de maintenir pendant plusieurs siècles une continuité dans la création littéraire. Même à l'intérieur, dans les contrées assujéties par les Turcs, on enregistrait des épanouissements, de longue ou de courte durée, de la création littéraire, à savoir l'école littéraire de la ville de Sofia pendant le XVI^e siècle, la littérature de la nouvelle patriarchie de Peć pendant la seconde moitié du XVI^e siècle et au XVII^e siècle, la littérature des moines franciscains de Bosnie pendant les XVII^e et XVIII^e siècles. Dans tous ces renouvellements littéraires, à côté des anciens éléments ressuscités il y avait toujours les germes du nouveau également, lesquels au milieu des conditions historiques hostiles, n'arrivaient pas à se développer et porter des fruits. Un écrivain yougoslave contemporain a utilisé, pour caractériser ces épanouissements et déclin successifs de l'activité littéraire, une expression appartenant au langage des partisans, à savoir la littérature des territoires libres.

Une autre caractéristique essentielle de ces processus est leur prépondérant caractère périphérique. Les nouvelles tendances culturelles et littéraires se manifestaient le plus fréquemment dans les régions limitrophes de cet espace, sur le littoral adriatique de la Dalmatie, dans les îles grecques, dans les pays roumains et notamment en Transylvanie, chez les Serbes du Sud de la Panonie. A l'intérieur même des Balkans elles pénétraient difficilement et à grands retardements, les renouvellements littéraires qui s'y produisaient vivaient peu de temps, et elles étaient

moins riches en résultats, ayant également des conséquences insignifiantes sur le développement ultérieur par rapport aux régions périphériques.

Si nous considérons tous ces phénomènes comme des aspects dispersés d'un processus littéraire-historique unique dont le résultat final est la constitution d'une littérature fondée sur des bases nouvelles, le siècle des lumières a sans doute représenté un tournant dans leur développement. Tandis que les mouvements antérieurs, bien que menant dans la même direction, étaient limités en temps et lieu, ainsi que du point de vue social, l'époque des lumières a été un large mouvement national, dont l'influence sur les masses populaires a été puissante et les conséquences dans la vie culturelle et pour le développement ultérieur de la littérature ont été immédiates. Pendant qu'en Occident ce mouvement a stimulé certains créateurs individuels et a rendu plus dynamiques les processus sociaux, dans le Sud-Est de l'Europe il a fait entrer en action les masses, en brisant dans leur esprit la conception médiévale et en leur facilitant l'entrée dans l'histoire moderne. En Occident, l'époque des lumières a préparé une révolution sociale, telle la grande Révolution française ; dans notre espace, elle a préparé des révolutions nationales, les luttes de libération nationale, telles les insurrections serbes au début du XIX^e siècle, ensuite la guerre d'indépendance des Grecs et tous les autres mouvements similaires qui se sont passés dans les pays roumains ou en Bulgarie pendant le même siècle, jusqu'au Congrès de Berlin de 1878. Dans les littératures où elle s'est affirmée en tant que mouvement littéraire distinct, telles les littératures serbe, roumaine ou grecque, l'époque des lumières représente la première étape de la renaissance nationale, tandis que chez les Bulgares ou les Macédoniens elle se manifeste moins comme un mouvement autonome, mais surtout comme une composante essentielle de la renaissance dans son ensemble.

Dans toutes les cultures sud-est européennes, les historiens ont identifié bon nombre d'ouvrages appartenant au courant des Lumières. Chez les Grecs, on doit mentionner celui qui a inspiré Dositej Obradović, Eugène Voulgaris — le principal représentant du début de l'époque des lumières en Grèce, ensuite son disciple, Josipos Misiodakas, le philosophe Daniel Philippidès et Démètre Katardgis qui a désiré « éclairer » le peuple et a écrit, à cette fin, dans la langue parlée par le peuple (comme Dositej !), ainsi que le plus remarquable lettré grec de l'époque, Adamantios Koraïs. Chez les Roumains il faut citer au moins les lettrés qui appartiennent à « l'École transylvaine » — Samuil Micu, Petru Maior, Gheorghe Șincai, Ion Budai Deleanu —, l'historien I. Văcărescu, Léon Gheuca, initiateur de plusieurs traductions directement du français et hôte de Dositej à Iași. Chez les Serbes nous devons mentionner Dositej Obradović, ses précurseurs Zaharie Orfelin et Iovan Rajić, et chez les Bulgares l'historien Païsi Hilendarski, ainsi que Sofronij Vračanski.

Qu'est-ce qui rend Dositej Obradović représentatif dans ce mouvement des lumières sud-est européennes ? Probablement, il n'a pas été ni le meilleur écrivain, ni le plus profond penseur, ni le plus érudit lettré.

Ce qui le caractérise, en tant qu'écrivain appartenant à cette zone du continent européen, ce n'est pas sa valeur individuelle, ni la signification de son œuvre, ni même l'influence de son œuvre sur les autres littératures sud-est européennes, mais le fait qu'il a toujours pris en charge cet espace culturel dans son ensemble, dans sa destinée commune et son unité profonde. Il a médité et il a parlé non seulement des nécessités spirituelles du peuple serbe, mais de tous les autres peuples de cette région. Tandis que les autres étaient généralement préoccupés, dans leur pensée et dans leur œuvre, chacun du sort de son propre peuple, Dositej pensait à tous.

Il a directement connu les Balkans. A part les grandes langues européennes, il a également appris toutes les langues parlées dans cette région : le roumain, le grec, l'albanais et toutes les langues slaves. Lors de ses voyages, il a entièrement visité cet espace géographique. Avant de partir plus loin, en Europe, à Leipzig, à Paris, à Londres, il a traversé tout l'espace balkanique. Voici les principaux repères de son voyage, avant de partir en Allemagne : le Banat roumain, notamment la ville de Timișoara, ensuite le Srem avec ses monastères situés sur Fruska Gora et Sremski Karlovci, centre spirituel des Serbes, puis la Dalmatie où, selon les témoignages du poète Sima Milutinović, il a connu, par l'intermédiaire de l'œuvre de Kačić et de Reljković, l'ancienne littérature croate, il a ensuite parcouru la terre de Grèce, surtout l'île de Corfu, gouvernée à l'époque par Venise, ensuite Istanbul et Smirne, où il a connu les aspirations progressistes néogrecques, plus tard Chio aussi, lieu d'origine de la plus célèbre famille phanariote, les Mavrocordats, famille qui a donné des écrivains, des érudits et des princes (l'un des descendants de cette famille, Grigorie Mavrocordat, a été l'élève de Dositej, à Vienne, vers les années '80), enfin un autre pays roumain, la Moldavie, avec les villes de Iași et de Roum, où il a connu des érudits. Les grandes villes, telles Trieste, Venise et Vienne où il a résidé maintes fois, et plus longtemps à Vienne, sont importantes pour les peuples habitant l'espace balkanique. Dositej s'y est trouvé surtout en compagnie des gens d'une même origine que lui, qui l'ont formé spirituellement, la plupart des Serbes et de Grecs. Même en habitant ces villes et s'orientant vers la culture d'autres peuples, il n'a pas rompu ses relations avec les Balkans.

A l'époque de Dositej, ainsi que pendant les siècles précédents, l'activité culturelle au Sud-Est de l'Europe était principalement concentrée dans les régions périphériques, où se trouvaient les principaux foyers de culture. En voyageant à travers le monde, à la recherche de la science, lors de ses randonnées dans les Balkans, Dositej recherche ces foyers, situés en marge de l'espace balkanique, là où l'on édifiait les fondements d'une culture moderne. L'intérieur balkanique et les lieux où la tradition l'emportait sur le nouveau le réfutaient. Comme exemples concluants de son aversion on peut citer ses voyages à la Montagne Sainte, à Constantinople et en Albanie. De l'Athos il est hâtivement reparti, parce qu'il ne pouvait pas supporter les différentes « cabales monacales ». A Constantinople lui ont déplu les nombreux clochers et établissements religieux où personne ne s'occupait de tout ce qu'il y avait de plus valeur

reux, les livres (« si quelqu'un traduisait dans leur langue *Gil Blas* ou *Don Quichotte* leur esprit en profiterait davantage que de regarder seulement vers les cieux »). En Albanie, les gens et le pays lui ont plu, mais les « grands troubles », où l'homme pouvait facilement perdre la tête, lui inspirèrent de la répugnance. Pour Dositej, homme typique du siècle des lumières, les Balkans étaient un royaume des ténèbres, et non seulement les Balkans occupées par les Turcs, mais également les Balkans qui représentaient des vestiges spirituels de Byzance, de Byzance après Byzance. Mais ces Balkans étaient en même temps l'espace qui devrait être délivré de l'obscurantisme spirituel et instruit par les rayons de la raison et de la science ! C'était justement dans ce domaine que Dositej s'attribuait une tâche fondamentale, à lui comme à tous les autres écrivains de l'époque, en ce qui concernait les Serbes de même que les autres peuples balkaniques. Au moment même où les guerres de libération de la Serbie ont commencé, Dositej cette fois-ci fermement, et non timidement comme autre fois, a agi sur le sol balkanique, en entrevoyant que c'était bien ici le terrain principal d'action de sa pensée et de son œuvre.

Puisqu'il a si bien connu les Balkans, Dositej a su les peindre fidèlement et authentiquement dans son autobiographie, de même que dans d'autres œuvres, il a été capable de s'identifier à tous les peuples de la région, de comprendre et d'exprimer leurs besoins culturels. Nous en donnerons quelques exemples. Dans les vers qui ouvrent son manifeste, empreint de l'esprit des lumières, intitulé *Lettre à Haralampie*, il glorifie l'empereur progressiste Joseph II qui donne, par ses réformes, libre accès à l'instruction non seulement « aux filles de la Serbie », mais également à « toutes les filles valaques et magyares », en y rappelant aussi les Bulgares et les Grecs. En maints lieux il parle des perspectives progressistes chez certains peuples balkaniques. Il a étudié davantage les Grecs, qui représentaient pour lui un peuple exemplaire. Dans sa IV^e lettre de la seconde partie de son œuvre intitulée *Vie et événements*, consacrée à son séjour à Smirne, il jette un bref regard sur les destinées de la culture grecque après la chute de Constantinople, en bon connaisseur des réalités grecques. Il a plusieurs fois donné l'exemple des Grecs aux Serbes et à d'autres peuples balkaniques, en soulignant notamment le fait que les Grecs, qui avaient jadis cultivé l'Europe toute entière, aujourd'hui apprennent eux-mêmes de cette Europe. Il a également médité sur les nécessités culturelles d'autres peuples balkaniques. Dans l'œuvre déjà mentionnée, à la fin de la V^e lettre, dédiée à son séjour en Albanie, il avance l'hypothèse que « à la longue, le peuple albanais aura également des livres dans sa langue, écrits en lettres slaves. Tout comme le peuple roumain d'ailleurs », en indiquant aussi quelques suggestions techniques concernant la possibilité d'utilisation de l'alphabet slavon dans la transcription des sons albanais. Hormis la question de la diffusion de l'alphabet slavon, explicable chez Dositej qui était Serbe et Slave, l'important c'est qu'il parle ici, tout comme ailleurs, de la nécessité impérieuse d'écrire des livres dans la langue propre, aussi bien pour les Serbes que pour les autres peuples voisins. Il estime que le principal devoir des gens cultivés est celui de satisfaire à cette

nécessité, dans le but de la renaissance culturelle des peuples balkaniques, de leur libération de l'obscurantisme et de l'ignorance. Il a maintes fois souligné que sans cette libération, qui devra être réalisée seulement à l'aide de la culture, de l'instruction du peuple, la libération future du joug ottoman, à laquelle il croyait fermement, ne saura être complète. La liberté sans culture deviendra bientôt son contraire. Adeptes enthousiastes de la culture, Dositej désirait que les lumières de la science rayonnent non seulement sur son peuple, mais également sur les peuples voisins, puisque tous se trouvaient dans une situation similaire. Tous attendaient de l'avenir ce que le présent ne pouvait pas leur offrir. Il s'adressait à tous ces peuples dans ses livres. C'est pourquoi son œuvre a eu un écho immédiat chez eux.

IDÉOLOGIE, MENTALITÉ — EXPRESSION LINGUISTIQUE

ZAMFIRA MIHAIL

La démarche de l'histoire des mentalités en tant qu'histoire « globale » implique dans la stratégie de la recherche un nombre croissant de disciplines. C'est ce dont témoigne, par exemple, une récente synthèse d'Alexandru Duțu, qui examine la relation entre l'histoire des mentalités d'un côté, l'art et la littérature d'un autre côté, tout en dégagant aussi sur sa lancée les coordonnées de ses interférences avec la linguistique¹.

Nécessairement, reconstituer le parcours de deux disciplines suppose une perspective dans les deux sens. La question de savoir « laquelle des deux disciplines a utilisé les méthodes et les données de l'autre » se pose afin d'être bien à même d'apprécier les résultats positifs issus d'une telle coopération. Or, les multiples possibilités d'approche dont dispose la recherche du vocabulaire allaient stimuler les études en ce sens, études visant aussi à « libérer les mots des contenus silencieux qui les aliénaient »². Cependant, bien qu'à l'heure actuelle cette discipline soit devenue parfaitement autonome, les linguistes les plus en renom sont pourtant ceux qui proclament que, pour dépasser le point mort, la linguistique se doit « pour cette fois-ci, de renoncer à son autonomie »³.

En effet, l'appel aux autres disciplines s'avère doublement payant, car il enrichit le corpus informationnel d'une discipline donnée, en rendant possibles par la même occasion des recoupements susceptibles d'éclairer des aspects encore obscurs. « Une linguistique idéalement complète exigerait la récupération de certains aspects que le structuralisme a tantôt ignorés, tantôt mis entre parenthèses — et ces aspects-là sont des aspects extralinguistiques ». Ce desideratum est en accord, du reste, avec l'acceptation du langage telle que l'a formulée E. Coseriu — et que nous rallions, pour notre part — à savoir : « le langage est, en fait, d'une part psychophysique, d'autre part un phénomène culturel. L'aspect culturel n'est

¹ Alexandru Duțu, *Literatura comparată și istoria mentalităților*, București, Ed. Univers, 1982, 266 p.

² M. Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966, p. 316.

³ E. Coseriu, *Interdisciplinarità e linguaggio*, estratto dal volume Braga, Breitenberg, Cipolli, Coseriu, Crespi-Reghezzi, Mehler, Titone, *L'accostamento interdisciplinare allo studio del linguaggio*, Milano, Franco Angeli 1980, p. 63. Cf. aussi R. Jakobson, *Linguistics in its Relations to Other Sciences*, Actes du X^e Congrès International des Linguistes (26 août—2 sept. 1967), București, 1969, vol. I, p. 75—110 + 111—122 discussions.

pas seulement une facette du langage, il est en réalité ce qui le détermine comme langage »⁴.

Bien que K. Vossler ait pris en considération le contexte extérieur de l'activité linguistique et qu'il ait mis en lumière certains aspects de la culture spirituelle⁵; bien que R. Meringer se soit préoccupé sans cesse des rapports qui existent entre la culture matérielle et la langue, il n'en reste pas moins que nous sommes redevables en premier lieu à l'onomasiologie du fait d'avoir pu dépasser la phase où l'étude du mot se faisait en le traitant comme une entité à part. C'est que l'onomasiologie s'est proposé d'étudier « le mot en tant qu'expression de quelques groupes déterminés de notions au sein d'une collectivité linguistique... pour dresser en quelque sorte un inventaire des moyens dont se sert la langue pour exprimer une notion donnée »⁶. Dans les années vingt de notre siècle, W. von Wartburg prouva l'impératif d'une recherche intégrée des aspects diachroniques et synchroniques dans l'acceptation saussurienne⁷.

De plus en plus nombreuses après 1950, les études sémantiques sont venues compléter l'onomasiologie, en aiguillant la recherche — notamment grâce aux contributions d'un E. Coseriu, K. Baldinger ou U. Ricken et de quelques autres encore⁸ — vers la démonstration du caractère systématique propre au vocabulaire. Se rapportant de préférence à des concepts pris à la sphère culturelle, les études du domaine en question portent sur les périodes les plus diverses de l'histoire du langage et envisagent les aires culturelles européennes les plus variées. Telles étant les choses, pour l'économie du présent article nous retiendrons seulement les études dont la méthodologie, problématique ou le champ d'intérêt se prêtent à un calquage au profit du Sud-Est de l'Europe.

L'une des modifications à opérer, à savoir la délimitation de l'objet d'étude, dont le but est de permettre une analyse plus poussée, implique également le besoin de pénétrer ses structures cachées. Bien que la théorie des champs élaborée par J. Trier⁹ et L. Weisgerber¹⁰ prétendait pouvoir aboutir à des classifications tout-à-fait nettes des groupes sémantiques (théorie à laquelle on reprocha sa rigidité), celle-ci s'est avérée particuli-

⁴ E. Coseriu, *op. cit.*, p. 50.

⁵ Voir spécialement K. Vossler, *Geist und Kultur in der Sprache*, Heidelberg, 1925.

⁶ K. Jaberg, *Sprache als Äusserung und Sprache als Mitteilung Grundfragen der Onomasiologie*, « Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Literaturen », CXXXXVI, 1917, p. 84. Cf. U. Ricken, *Onomasiologie oder Felamethode?* « Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx — Universität », Leipzig, 10, 1961, p. 833—840.

⁷ W. von Wartburg, *Ineinandergreifen von deskriptiver und historischer Sprachwissenschaft*, Leipzig, 1931; cf. R. Hallig, W. von Wartburg, *Begriffssystem als Grundlage für die Lexicographie. Versuch eines Ordnungsschemas*, Berlin, 1963.

⁸ K. Baldinger, *Sémasiologie oder Onomasiologie*, « Revue de linguistique romane », Paris, 1964, p. 249—272; E. Coseriu, *Pour une sémantique diachronique structurale*, « Travaux de linguistique et de littérature », Strasbourg, 1964, n° 1, p. 139—186. « Le champs sémantique authentique doit rassembler des unités linguistiques — des significations et non des unités logiques — des concepts », K. Baldinger, *Sémantique et structure conceptuelle*, « Cahiers de lexicologie » t. 8, 1966, p. 46.

⁹ J. Trier, *Der deutsche Wortschatz im Sinnbezirk des Verstandes*, Heidelberg, 1931. Cf. *Wortfeldforschung. Zur Geschichte und Theorie des sprachlichen Feldes*, ed. Lothar Schmitt, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1973.

¹⁰ *Sprache — Schlusel zur Welt* Festschrift für Leo Weisgerber, Düsseldorf, 1959. Cf. S. Öhman, *Wortinhalt und Weltbild. Vergleichende und methodologische Studien zur Bedeutungslehre und Wortfeld Theorie*, Stockholm, 1951.

èrement féconde en ce qui concerne le développement de la méthodologie linguistique. C'est que les débats théoriques qu'elle suscita ont donné lieu à d'autres théories (celle des champs associatifs, conceptuels, etc.)¹¹ et que par ses conséquences elle déclencha le progrès évident de l'étude de la structure et de la tectonique du vocabulaire. Pour clôturer cet aperçu, il convient de noter aussi les deux directions qui se sont dessinées dans l'étude du vocabulaire après 1950, car elles influent toujours sur la méthodologie linguistique, ainsi que sur la méthodologie de la recherche partant du point de vue historique.

G. Matoré est celui qui proclama que la portée sociale de la parole est ce qui importe avant tout au chercheur¹². Le lot de mots choisis pour cette étude se prêtaient à une étude sociologique, en opérant sur une période de l'histoire du vocabulaire comportant ce qu'on appelle des mots-clé aptes à caractériser une époque. Mais si les éléments retenus par son étude (*bourgeois* ou *prolétaire*) pouvaient s'avérer représentatifs en soi pour certaines périodes du XIX^e siècle, il faut considérer aussi le fait que l'histoire du vocabulaire comporte aussi des périodes de transition, durant lesquelles l'intérêt de la société (ou tout au moins de certaines de ses couches) était polarisé par d'autres questions (épidémies, guerres, cataclysmes, etc.). Comme de juste, n'importe quel concept social est à même de revêtir une teinte politique, dans la mesure où il est manié par une certaine classe. De même, il y a aussi un jeu de la croissance en importance de certains concepts au dépens d'autres concepts. J'estime qu'on pourrait dire qu'il y a des concepts pénétrant dans l'orbite de l'intérêt majeur de telle ou telle collectivité pour une certaine période ou une certaine zone, alors que d'autres concepts semblent destinés à ne jamais quitter leur position secondaire. Une autre approche serait, à mon avis, par le *distinguo* entre les concepts socio-politiques, par conséquent les termes spécifiques d'une langue et concepts universels, et les concepts dont l'histoire est courte et d'autres dont l'histoire est plus longue.

Mais, pour Matoré il semble que dans l'histoire d'une langue il n'y a que l'idéal social, c'est-à-dire « touchant toute une société », or, « en érigeant cette idée en axiome, il oublie qu'à certains moments de l'histoire un idéal de ligne de conduite dans la vie était fermement limité à un groupe, parfois restreint, au moins pendant un temps ». Et, j'ajouterais pour ma part, que d'une époque à l'autre on peut constater la diminution ou l'augmentation du vocabulaire d'un idéal, ainsi qu'un changement de ses valeurs sémantiques, bien qu'exprimées toujours par les mêmes mots, comme le note justement Ch. Bruckeri : « par contre-coup, ces mots sont susceptibles de connaître une déviation sémantique : ou bien à l'intérieur du champ le mot-clé n'est plus le même sous l'effet de la pression exercée par les mots-témoins les uns sur les autres ; ou bien le champ en question est envahi par les éléments d'un autre champ proche du nôtre et qui, pour des raisons sociologiques et psychologiques, empiètent sur

¹¹ « Les associations formelles et sémantiques qui rayonnent autour d'un mot sont susceptibles d'influencer son évolution, voir même sa vitalité », W. von Wartburg, *Problèmes et méthodes de la linguistique*, Paris, P.U.F., II^{ème} éd. augmentée, 1963, p. 168.

¹² G. Matoré, *La méthode en lexicologie, Domaine français*, Paris, 1953 Cf. id. *Vocabulaire et la Société sous Louis-Philippe*, Genève-Lille, 1951.

ce dernier pour prendre à leur tour rang dans l'expression de l'idéal d'une époque dans la mesure où les textes sont capables de nous le faire connaître »¹³.

Evidemment, la notion de mot-clé n'a pas cessé d'avoir cours en linguistique, sans qu'on lui accorde encore une portée exclusive. Au même titre on y retrouve aussi la méthodologie proposée par P. Guiraud, qui pense que l'organisation du lexique se doit d'être examinée à la lumière de sa fréquence¹⁴. Sa recherche du vocabulaire place le rôle de l'écrivain, donc celui des belles-lettres, au même rang que celui des autres mass-media — donc au même rang que les périodiques ou les affiches, le pamphlet ou la proclamation révolutionnaire, etc.

Sous le rapport linguistique, le débat a été tranché par J. Dubois, qui a démontré que l'étude exhaustive du vocabulaire représente la condition de toute recherche de la structure : « L'un des avantages tout pratique de l'exhaustivité est de mettre le linguiste à l'abri de ses préjugés personnels sur la valeur de tel ou tel terme ; car le linguiste, comme il n'est que trop naturel, a tendance de juger en diachronie, à partir du système lexical contemporain »¹⁵. Au point de vue historique aussi cet aspect commence à représenter un objectif de la recherche, car la fréquence de certains mots à une époque donnée pourrait conduire à des jugements de valeur des dominantes mentales de la communication au sein d'un certain milieu et, de toute façon, cette fréquence jette un jour plus clair sur les aspects de mass-media qui ont été ou le sont encore inculqués au lecteur ou à l'auditeur du texte respectif.

L'histoire des mentalités, domaine qui traite aussi de la problématique socio-politique afin de mieux saisir les articulations mentales d'une certaine collectivité à une étape donnée, envisage comme fort naturelle que la compétence de prospecter en profondeur est attribuée, naturellement, à l'historien appelé non seulement à opérer avec le document, mais à interpréter justement la symbolique et les sens de celui-ci. A la lumière de l'histoire des mentalités, la classification des concepts devra se faire séparément au niveau de l'émetteur et à celui du récepteur, tout en le différenciant du niveau de l'out-sider (ou du chercheur).

Pour l'histoire des mentalités, occupée du décryptage du côté caché du message, le langage des siècles passés représente en plus de l'élément même de la démonstration, la matière première avec laquelle il bâtit ses hypothèses et ses restitutions¹⁶. « C'est la langue qui est le médium

¹³ Idée soutenue par Ch. Brucker, *Sage et son réseau lexical en ancien français (des origines au XIII^e s.)*. Lille—Paris, 1979, 2 vol., 1422 p., voir pp. 25 et 4.

¹⁴ P. Guiraud, *Les caractères statistiques du vocabulaire*, Paris, P.U.F., 1954. Cf. aussi G. Gougenheim, *Statistique linguistique et histoire du vocabulaire*, Paris, Picard, 1970.

¹⁵ J. Dubois, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872 à travers les œuvres des écrivains et les journaux*, Paris, Larousse, 1962, p. 192.

¹⁶ Joseph Hellegouarc'h, *Le vocabulaire latin des relations et des partis politiques sous la République*, Paris, 1963 ; Susanne Hauser, *Untersuchungen zum semantischen Feld der Staatsbegriffe von der Zeit Dantes bis zu Machiavelli* (phil. Diss.), Zürich, 1967 ; Hasso Hofmann, *Repräsentation. Studien zur Wort- und Begriffsgeschichte von der Antike bis ins 19. Jahrhundert*, Berlin, 1974 ; Jochen Schlobach, *Zyklen- und Epochenmetaphorik. Studien zur bildlichen Sprache der Geschichtsreflexion in Frankreich von der Renaissance bis zur Frühaufklärung*, München, 1976 ; Gerhard Dolirnyan Rossum, *Politischer Körper, Organismus, Organisation. Geschichte natürlicher Metaphorik und Begrifflichkeit in der politischen Sprache* (phil. Diss.), Bielefeld, 1977, Michel Launay, *Le vocabulaire politique de J. J. Rousseau*, Genève—Paris, 1977 etc.

naturel pour comprendre l'âme, mais à condition d'être traitée, pas en tant que moyen, mais dans son organicité propre »¹⁷.

Par ces quelques repères de la recherche linguistique je n'ai pris en considération que quelques-uns des ouvrages théoriques les plus importants qui ont contribué à multiplier les méthodes de recherche du vocabulaire socio-politique. Pour ce qui est des historiens, qui ont retenu plus que les simples données annexes de la démonstration, allant à l'expression linguistique afin d'en dégager le sens nouveau et de saisir la mentalité de l'époque donnée, ils accordent au document écrit un intérêt égal à celui du témoignage oral. Mais, la seule étude en termes linguistiques d'une langue écrite et orale, bien qu'il s'agisse de liens nombreux entre ces deux formes, doit néanmoins se dérouler séparément : en effet, comme ces deux catégories appartiennent à des domaines auxquels s'appliquent des méthodes différentes d'investigation, on ne saurait les traiter de façon identique. Il y a, donc, une linguistique de la langue littéraire et une linguistique du langage colloquial¹⁸.

La réévaluation du rapport entre langue—représentation humaine prend pour objet non seulement les formes écrites et orales du langage, mais le système même des signes conventionnels réalisé par l'homme au fil des âges et qui, dans la synchronie, figure les étapes du développement du pouvoir d'abstraction. Réunissant les données de l'histoire de la langue et celles de l'histoire sociale, K. Baldinger, dans une ample vision, retrouve leur mentalité¹⁹.

En saisissant la nuance qui distingue la démarche de l'historien par rapport à celle du linguiste, L. Trenard note : « tandis que l'historien a tendance à se limiter à une chaîne linéaire, cause et conséquence, et à la différenciation de la durée, le linguiste découvre un univers de relations... À cette école, l'historien discerne, de la forme globale de son témoignage, séparée du contenu, une hiérarchie des parties signifiantes. Au niveau du vocabulaire, il peut traiter sélectivement les unités séparées, mots et locutions syntagmatiques expressives. Cette démarche s'achemine aux correspondances entre les unités linguistiques et les éléments culturels, aboutit aux mécanismes mentaux de l'exprimants »²⁰.

Il était naturel que dans les années '30 un Lucien Febvre s'arrête de préférence sur l'histoire d'un mot passant pour représentatif d'un certain état mental ou d'une époque donnée²¹. Les options de l'ouvrage respectif sont en réalité celles de l'époque et du stade de la recherche linguistique à laquelle il se rapportait, nolens-volens. Tout l'échafaudage de « Wörter und Sachen » porte lui aussi sur un corpus non-défini à dépouiller, lorsqu'il se propose de suivre l'histoire de la parole. Le rapport entre l'histoire et la linguistique ne devait se modifier qu'au moment où

¹⁷ L. Trenard, *Histoire et sémantique*, RESEE, X, 1972, n° 3, p. 426—427.

¹⁸ G. Ivănescu, *Storia delle parlate popolari e storia della lingue letterarie*, « Philologica » Craiova, II, 1971, p. 5—25.

¹⁹ K. Baldinger, *Zum Einfluss der Sprache auf der Vorstellung der Menschen*, Heidelberg, 1975. Voir aussi Régine Robin, *Histoire et linguistique*, Paris, 1973.

²⁰ L. Trenard, *op. cit.*, p. 431.

²¹ Lucien Febvre, *Civilisation, évolution d'un mot et d'un group d'idées*, réimprimé dans *Pour une histoire à part entière*, Paris, 1962.

la linguistique s'est haussée à un échelon supérieur de la solution de ses propres problèmes. Quand les linguistes ont constaté que « pour saisir la vie d'un mot il ne suffit pas d'étudier les sens de ce mot », qu'il est nécessaire d'« étudier son emploi en fonction du contexte sémantique et syntagmatique », qu'il faut « même envisager dans certains cas des considérations stylistiques », les historiens de la culture à leur tour ont commencé à se rapporter à cette sorte de possibilités méthodologiques. D'après certains historiographes, le tournant dans l'orientation de l'histoire des mentalités, l'aiguillant vers de nouvelles méthodologies linguistiques, se situent en 1970, l'an où A. Dupront présenta au XIII^e Congrès International des Sciences Historiques son rapport intitulé *Langage et Histoire* ²². D'ailleurs, certaines directions de l'histoire des mentalités ont été déjà ébauchées dans les études d'un Georges Duby, Jacques Le Goff ou Robert Mandrou.

Mais, pour revenir à Lucien Febvre, les avis sont partagés en ce qui le concerne, si les uns contestent la valabilité de sa démarche, estimant accidentel le choix du corpus à dépouiller pour l'illustration linguistique ²³, les autres sont d'accord pour reconnaître l'« admirable leçon qu'il nous a donnée avec son étude sur le mot et l'idée de civilisation » ²⁴. Ce parti pris s'explique par la méthode professée dans leurs propres ouvrages par les protagonistes actuels : celle de la sémantique historique qui suppose l'étude de la fréquence d'un corpus d'informations ou bien celle de l'histoire des mots-clé et des mots-témoins comme révélateurs de l'esprit d'une époque.

L'option méthodologique pour « l'étude de certains mots-clés, qui sont aussi des idées-maîtresses » a justement pour prémisse que le champ sémantique « socio-politique » étant devenu trop vaste, des exigences d'ordre pratique imposent la limitation du sujet ²⁵. Cette recherche étant complétée par « l'étude de l'emploi systématique de ces mots (et expressions) — distingué de l'emploi courant — c'est-à-dire l'emploi sous des rapports fixes avec d'autres mots et expressions permettant de construire une structure, sinon un système rigoureusement cohérent », elle sera comparative aussi, « puisqu'elle consiste en une comparaison entre l'emploi systématique de certains mots et expressions et le modèle qu'on peut construire par la spéculation » ²⁶. La méthode compte des adeptes parmi les plus illustres, ce qui n'empêche que les ouvrages consacrés à

²² Antérieurement A. Dupront, *Sémantique historique et Histoire*, « Cahiers de lexicologie », t. 14, 1969, p. 15—25.

²³ L. Trenard. *op. cit.*, p. 439

²⁴ R. Mandrou, *Un exemple de définition : le concept de classe*, extrait des *Actes du II^e Congrès des historiens économistes d'Aix en Provence*, 1964.

²⁵ Cf. Eugenio Lecaldano, *Le analisi del linguaggio morale. « Buono » e « dovere » nella filosofia inglese dal 1903 al 1965*, Roma, Ed. dell'Ateneo, 1969, 284 p.; J. Proust, *Raison, deraison dans les articles philosophiques de l'Encyclopédie*, « Saggi e ricerche di letteratura francese », Bulzoni Editore, XVIII, 1979, p. 425—448; John S. Spink, *Lévesque de Pouilly et David Hume. « bienveillance » et « justice », « sentiments agréables » et « calm passions », « Revue de littérature comparée », t. LVI, avr.—juin 1982, p. 157—175; id., « Pyrrhonien » et « sceptique » synonymes de « matérialiste » dans la littérature clandestine, in *Le matérialisme du XVIII^e s. et la littérature clandestine*, Paris, Vrin, 1982, p. 143—148.*

²⁶ John S. Spink, *Rousseau et la morale du sentiment (lexicologie, idéologie) in Rousseau after 200 Years. Proceedings of the Cambridge Bicentennial Colloquium*, ed. R. A. Leigh, Cambridge University Press, 1982, p. 239.

l'histoire des mentalités fassent appel de plus en plus souvent à une étude croisée du vocabulaire²⁷. Déjà, il n'est plus question de la simple étude des textes qui usent d'un certain terme, car la structure même d'un texte doit être examinée, afin d'un saisir l'intention qu'il traduit. De ce point de vue-là, l'intérêt se déplace vers l'« environnement culturel » qui leur est propre, ce que l'on appelle « l'espace public intellectuel » où se perpétueraient de préférence les mutations mentales assurant la perméabilité de certaines idées²⁸.

Les projets de grande envergure en vue de l'étude du lexique socio-politique ont été lancés soit par le Centre de recherche de lexicologie politique de l'ENS de Saint-Cloud²⁹, soit par l'Arbeitskreis für moderne Sozialgeschichte et par la Deutsche Forschungsgemeinschaft. Et c'est l'équipe allemande qui a élaboré l'ouvrage le plus imposant dans ce domaine, l'*Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, édition due à Otto Brunner, Werner Conze et Reinhart Koselleck³⁰, qui ont réuni 130 articles dont le titre porte sur des termes actuels et procède à une étude minutieuse de l'histoire des concepts. Leur méthode est celle des « Wörter und Sachen » (p. XXI), mais l'histoire des mots ne se rapporte pas à l'histoire événementielle, ni à l'histoire des choses, mais à l'histoire des idées et des problèmes, l'étude se concentrant sur la fonction socio-politique du concept et non pas sur sa fonction linguistique. Le contenu des concepts est étudié à fond, sans négliger aucune de leurs composantes, par exemple *Staat* sera étudié dans chacune de ses aspects : Herrschaft, Gebiet, Bürgertum, Gesetzgebung, Rechtsprechung, Verwaltung, Steuer, Heer, etc. D'autre part, on y trouve aussi l'histoire chronologique du concept respectif, à savoir, par exemple : en 1700 (*Stadt-*) *Bürger* exprimait une autre réalité sociale que le concept (*Staats-*) *Bürger* de 1800, alors que *Bürger* (= *Nichtproletarier*) en 1900 était déjà tout autre chose. L'ensemble des concepts successifs est réuni sous le même mot-titre, par exemple l'article *Anarchie*, qui prend note du fait que chez Fénelon *despotisme* et *anarchie* étaient identiques, d'Alembert et Diderot les considérait comme synonymes — « tout gouvernement en général tend au despotisme ou à l'anarchie » —, ensuite, les événements de la période 1789—1830 devaient transformer le concept, l'*anarchie* figurant désormais seulement dans le contexte *désordre, révolution, insurrection*. Les références au champ sémantique et au champ ono-

²⁷ Cf. Hans-Jürgen Lüsebrink et Rolt Reichardt, *La « Bastille » dans l'imaginaire social de la France à la fin du XVIII^e siècle (1774—1789)*, « Revue d'histoire moderne et contemporaine », t. XXX, avril—juin 1983, p. 196—234.

²⁸ Cf. Hans-Jürgen Lüsebrink, *La perception du monde colonial à l'époque de l'expansion louis-quatorzienne : le paradigme de l'histoire naturelle et morale des îles Antilles de l'Amérique (1658—1665)*, extrait de « L'informazione in Francia nel Seicento — Quaderni del Seicento francese », 1983, n° 5, directi da P. A. Jannini, G. Dotoli e P. Carile, Bari, Adriatica — Paris, Nizet.

²⁹ M. Tournier, *Le Centre de recherche de lexicologie politique de l'ENS de Saint-Cloud* « Langue française », Laroussc, 1979, n° 2, p. 82—87 et les articles publiées dans les « Cahiers de lexicologie », Paris, t. 13, 1968, II et t. 14, 1969, I.

³⁰ Stuttgart, Klett-Cotta Verlag, 6 vol., 1972—1980 ; voir aussi Rolf Reichardt, *Handbuch der politisch-sozialen Grundbegriffe in Frankreich (1680—1820)*, sous presse ; *Dictionary of the History of Ideas*, Philip P. Wiener ed., IV vol., New York, Ch. Scribner's Sons, 1973.

masiologique se sont traduites par le renvoi aux ouvrages spécialisés. Ce qui allait fixer l'intérêt en tout premier lieu c'était la manière dont des termes appartenant à des domaines étrangers à la politique et à la vie sociale sont entrés progressivement dans cette sphère.

On a postulé comme prémisse théorique l'interprétation de l'histoire suivant la thèse « die Begriffsgeschichte hat die Konvergenz von Begriff und Geschichte zum Thema » (p. XXIII), toutefois, convergence ne signifie pas identité du concept et de l'histoire. Bien que fort sommaire, on y trouve aussi l'étude de l'évolution sémantique des termes. De par leur structure, les articles respectifs (véritables micro-monographies des concepts socio-politiques) représentent l'illustration éloquente du stade des recherches dans le domaine de l'histoire des concepts (Begriffsgeschichte). Il convient néanmoins de souligner qu'un ouvrage de cette espèce n'offre guère des tangences avec l'histoire des mentalités, en revanche, il met à la disposition des comparatistes une série de données sur la circulation des concepts (des idées) dans un vaste espace européen.

Dans ce contexte, où les résultats obtenus par les chercheurs du centre de l'Europe incitaient à une approche du domaine, la réalité sud-est européenne devait faire l'objet d'une étude rigoureuse du but, de l'objet et des méthodes entreprise par K. Bochmann, qui s'est proposé d'explorer la terminologie socio-politique roumaine de la période 1821—1850³¹. Ce travail se développe sur deux plans, celui de l'histoire proprement-dite des idées comprises dans les textes étudiés, et celui de la linguistique, constitué par l'étude du correspondant lexical. Cette analyse du prof. Bochmann est très nuancée. Sur le plan de l'histoire elle se révèle apte à saisir maintes connexions idéologiques, en relevant aussi le fait que les idées révolutionnaires figuraient dans des textes de factures diverses et les décalages sociaux opérés. Tout aussi nuancée elle se montre sur le plan linguistique. Ceci suppose le double décodage du message par « intermédiaire », afin de saisir la manière dont a été élaborée, réceptionnée et transmise la terminologie socio-politique. L'explication du terme a lieu à la lumière du contenu d'ensemble du document, l'étude sémantique de chaque terme dans une tranche synchronique conduisant à la mise au jour des sens multiples du contenu. L'approche du matériel linguistique a eu lieu aussi bien au point de vue de son lancement que sous le rapport de la manière dont il a été réceptionné, c'est-à-dire en utilisant les documents officiels, la correspondance privée, les mémoires, les notices personnelles, etc. Les témoignages fournis par les écrits d'ordre privé sont particulièrement importants, car ils gardent des habitudes d'idéologue, bien que la différence entre le révolutionnaire qui rédige un proclamation et le fonctionnaire qui se sert des termes politiques respectifs sans en faire sien le concept idéologique qu'il exprime soit capitale. Toutefois, il est à supposer qu'une large couche sociale assimilait aussi les concepts traduisant les idéals de ses propres aspirations. Il me semble que bien

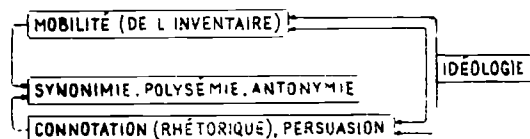
³¹ Klaus Bochmann, *Der politisch-soziale Wortschatz des Rumänischen von 1821 bis 1850*. Abhandlungen der sächsischen Akademie der Wissenschaften zu Leipzig, Philologisch-historische Klasse, Band 69, Akademie Verlag, Berlin, 1979, 222 p.

plus que dans n'importe quel autre domaine les personnalités et les groupements révolutionnaires ont tenu un rôle essentiel dans la diffusion d'une certaine terminologie. Quant au fait qu'on a utilisé deux espèces de messages, il m'incite à penser qu'on pourrait étudier la fréquence des termes selon les catégories des textes en calculant le pourcentage de cette fréquence. Ce domaine rend également possible l'étude des composantes lexicales par groupes plus réduits, car il y a des différences de structure entre la terminologie administrative, dont l'usage était dans une certaine mesure légiféré par la coutume officielle et la stéréotypie des formules consacrées, ainsi que par son caractère « technique », et la terminologie socio-politique, suposant la ventilation de certains concepts idéologiques susceptibles de révéler une mentalité. J'estime donc que nous avons devant nous deux catégories terminologiques, l'une de type « technique », l'autre de type « concepts de large audience ».

Les variations de sens d'un terme donné sont dues, sans doute, à la nature du texte par rapport au milieu auquel il s'adressait, selon la formation intellectuelle de l'interlocuteur respectif, mais aussi selon le summum « de sens » que l'auteur désirait révéler ainsi. Or, dans la phase où les explications linguistiques tendent à mieux faire saisir le sens, il est absolument nécessaire de connaître le détail de l'histoire événementielle qui a donné lieu au texte en question.

Actuellement, la langue littéraire contemporaine témoigne du fait que les options lexicales des révolutionnaires ont été appropriées, puisqu'elles ont rayonné dans les larges couches populaires recevant droit de cité dans la langue roumaine. Quant à la pénétration de la terminologie politique dans les milieux paysans, j'estime qu'il est inutile d'en essayer l'estimation tant qu'on n'aura pas encore procédé à des recherches sur des textes émanés de ces milieux. C'est que les résultats des enquêtes dialectales ne sauraient être concluants sous ce rapport, puisqu'ils proviennent d'un domaine distinct, ainsi qu'il a été démontré ci-dessus.

L'école linguistique roumaine a choisi de préférence la perspective structuraliste pour l'étude du lexique socio-politique ³². Un colloque



Le schéma du langage socio-politique par I. Coteanu

roumano-allemand, sur « La synchronie et la diachronie dans l'analyse du lexique socio-politique du XVIII^e et du XIX^e siècles » devait illustrer la problématique dont la recherche a été poursuivie par des universitaires

³² Cf. Angela Bidu-Vrânceanu, *Observații privind metodele de cercelare a lexicului social-politic*, in «Analele Universității București. Seria limba și literatura română», 27, 1978, p. 5—11 ; Narcisa Forăscu, *Aspecte ale aplicării metodelor semanticii moderne la studiul lexicului social-politic din secolul al XIX-lea*, in *rev. cit.*, p. 19—25.

sous la direction du prof. Al. Niculescu ³³. I. Coteanu a élaboré un modèle analytique du langage socio-politique des Roumains ³⁴. Sa conclusion est que « la mobilité du lexique socio-politique suscite des synonymies, des polysémies, des antinomies. Petit à petit, elles réorganisent les zones sémantiques de la terminologie culturelle et politique et, la rapidité de la circulation engendre des connotations ».

Complémentaire à la stricte perspective linguistique, Rodica Bogza Irimie devait introduire dans le débat la problématique de la mentalité, en réussissant une démonstration éloquente du rôle tenu par le lexique socio-politique dans la diffusion des idées sociales au commencement du XIX^e siècle ³⁵. On lui doit l'inventaire de 440 termes socio-politiques recueillis dans les premiers périodiques roumains, comme on lui doit aussi d'avoir précisé les modalités de l'adaptation des termes anciens, signalé l'existence d'une strate néologique et décrit la structure sémantique. Par ailleurs, cette même spécialiste a étudié également la manière dont ont été fixées certaines normes de la langue littéraire qui devaient imposer des formes d'un certain prestige. En ce qui concerne l'histoire du vocabulaire et la connaissance de la mentalité propre à la première moitié du XIX^e siècle, la démonstration de cet auteur quant au fait que le lexique politique ne s'était pas encore spécialisé et qu'il présentait des sens ambigus confirme l'hypothèse que dans ce domaine pour les locuteurs la précision du contenu sémantique est bien celle qui impose les termes utilisés.

Si l'introduction de la terminologie socio-politique roumaine dans le contexte comparatiste a été esquissée par K. Bochmann ³⁶, ce thème n'exigeait cependant pas moins qu'une grande concentration de forces. En 1980, Alexandru Duțu prenait à l'Institut d'études sud-est européennes l'initiative d'une recherche portant sur « Le lexique socio-politique dans les langues sud-est européennes au XIX^e siècle » ³⁷, en formant une équipe composée de Lia Brad, Anca Ghiță, Eugenia Ioan, Zamfira Mihail, Emanuela Mihuț, Lidia Simion et Cătălina Vătășescu. C'est pour la première fois que la recherche portera sur le lexique socio-politique du grec et du yougoslave, du bulgare et de l'albanais, dans le but de tenter

³³ Al. Niculescu, *Lessico della rivoluzione romana nel sec. XIX*, RESEE, XVII, 1979, n° 4, p. 735–746; id., *Lexic social-politic*, « Revista de istoric și teorie literară », 29, 1980, n° 1, p. 71–81 et « România Literară », 13, 1980, n° 12, p. 9; Rodica Bogza-Irimie, *Emițător-receptor în texte politice din timpul revoluției de la 1848*, « Analele Universității București — Seria limba și literatura română », 27, 1978, p. 13–17; Mircea Seche, *Aspecte ale lexicului politic în lexicografia românească de la jumătatea secolului al XIX-lea*, in *rev. cit.*, p. 29–36.

³⁴ Ion Coteanu, *Un model analitic al limbajului social-politic*, in *rev. cit.* p. 27–28. Nous reproduisons le schéma avec la permission de l'auteur.

³⁵ Rodica Bogza Irimie, *Termeni politico-sociali în primele periodice românești*, Universitatea din București, 1979, 228 p.

³⁶ *Der Wortschatz der rumänischen Aufklärung in europäischen Kontext*, « Cahiers roumains d'études littéraires », 7, 1979, n° 2, p. 19–29.

³⁷ Cf. le débat animé par Al. Duțu. Les mentalités collectives, RESEE, XVIII, 1980, n° 4 et les articles I. Matei, *Modernisation de la terminologie politique turque : « patrie », « nation », « peuple »*, RESEE, XVII, 1979, n° 4, p. 746–780. Elena Toma, *Mentalité et langage*, in *rev. cit.*, XVIII, 1980, p. 647–653; Jürgen Eriurt, *Zur Mentalität einer Generation. Untersuchungen zum politisch-sozialen Wortschatz des Rumanischen um die Zeit der Vereinigung des Fürstentums Moldau und Walachei*, in *rev. cit.*, p. 653–664.

la datation de la circulation de certains concepts dans la presse de l'époque et l'étude de leur structure sémantique, en brossant un tableau synoptique de la situation des langues sud-est européennes sous ce rapport. Mais, il convient de tenir compte de la remarque si pertinente d'Alexandru Duțu, quand il note « si les comparaisons ne vont pas au-delà du texte, afin de voir comment ce texte a été élaboré et quelle destination on lui a donné, une bonne partie de l'essence humaine du texte respectif se dissipera »³⁸.

L'étude de la manière dont était organisée la mass-media³⁹ qui a milité pour la formation d'une opinion publique se dessine aussi comme un projet d'étude proposé à l'équipe bucarestoise, qui ne bénéficie pourtant pas d'un nombre suffisant de recherches antérieures relatives aux langues sud-est européennes⁴⁰. Cette démarche aura pour point de départ l'analyse du langage et elle fera appel aux historiens pour préciser le contenu des concepts⁴¹. On tâchera que cette histoire des termes suggère la présence des locuteurs qui les ont perpétrés et transparaître la mentalité que ces termes reflètent.

Un aspect particulièrement mis en lumière par le débat sur « La formation de la conscience nationale chez les peuples du Sud-Est de l'Europe »⁴² est celui représenté par l'action de « normer » la langue en tant que reflet de la conscience politique — véritable chapitre de l'histoire

³⁸ Al. Duțu, *op. cit.*, p. 58.

³⁹ Cf. Jürgen Link, *Die Struktur des Symbole in der Sprache des Journalismus zum Verhältnis literarischer und pragmatischer Symbole*, München, Wilhelm Fink, 1978, 286 p.; Elizabeth L. Eisenstein, *The Printing Press as an Agent of Change*, Cambridge Univ. Press, 1979, 2 vol.

⁴⁰ Cf. René l'Hermitte, *Quelques mots-clés de l'époque des Lumières et leurs équivalents slaves*, « Prilozi », Belgrade, 1977; Novak Strougar, *Leksikon društveno-političke i samouprave terminologije*, Belgrade, Biblioteka APS, 1977, *Zur Herausbildung des modernen gesellschaftlichen Wortschatzes in Südosteuropa. Beiträge zur Balkanlinguistik* IV, Akademie der Wissenschaften der DDR, Zentralinstitut für Sprachwissenschaft, Linguistische Studien, Reihe A, Arbeitsberichte 58, Berlin, 1979 (Un rapport de Werner Bahner, O. Buchholz, W. Fiedler, J. Irmscher, H. Walther, *Entwicklungsrichtungen in der Herausbildung des modernen gesellschaftlichen Wortschatzes in Südosteuropa* et 5 études: Hulmar Walther, *Probleme der Entwicklung des sozialen Wortschatzes im Bulgarischen und Serbo-kroatischen der Gegenwart*, Oda Buchholz et Wilfried Fiedler, *Zur Herausbildung des modernen gesellschaftlichen Wortschatzes im Albanischen*, J. Irmscher, *Bemerkungen zur Entwicklung des modernen gesellschaftlichen Wortschatzes im Griechischen*, A. Malina, *Bemerkungen zur Problematik der Einbeziehung des gesellschaftlichen Wortschatzes in ein neugriechisch-deutsches Wörterbuch*, W. Schwickardi, *Zur neueren Entwicklung des technischen Fachwortschatzes im Griechischen*); *Unitate și diversitate în România II. Lexic de cultură. Contacte culturale româno-române*. Coord. Al. Niculescu, București, Tipografia Universității, 1976; Zamfira Mihail, *Romanian Socio-Political Terms in the Language of the Bulgarian Periodicals Issued in Romania*, RESEE, XVIII, 1980, n° 4, p. 665—670; Cătălina Vătășescu, *Remarks on the Romanian Influence on the Albanian Social-Political and Cultural Vocabulary (in the newspapers published in Romania between 1888—1912)*, *rev. cit.*, p. 670—674; Oda Buchholz, Wilfried Fiedler, *Rreth zhvillimit të disa termave politiko shoqërore në gjuhën shqipe para vitit 1912*, « Gjurmime albanologjike », seria « Filologjike », X, 1980, Pristine.

⁴¹ E. Coseriu, *Vom Primat der Geschichte*, in « Sprachwissenschaft », Heidelberg, Bd. 5, 1980, Heft 2, p. 125—145; M. Gribaudi, *A proposito di linguistica e storia*, « Quaderni storici », 46, 1981. Récemment cette méthode a été employé par V. Arvinte, *Român, românesc, România*, Ed. științifică și enciclopedică, București, 1983. Cf. aussi N. Stoicescu, *Unitatea românilor în eoul mediu*, București, Ed. Academiei, 1983 (le chap. *Unitatea poporului român exprimată prin terminologie*).

⁴² Cf. aussi le débat *Tradition et innovation dans la formation des Etats nationaux*, RESEE, XX, 1982, n° 4.

de la culture moderne. L'intérêt accordé à la langue littéraire était l'expression de l'idée nationale⁴³.

Les données de l'histoire sociale doivent compter en premier lieu quand il s'agit d'élucider certains aspects du lexique sociopolitique. Et en ce qui concerne l'étude linguistique, elle devra s'intégrer de plus en plus organiquement dans l'histoire des mentalités. Car le but de la démarche conjuguée de ces deux disciplines est de produire un film et non pas une suite de photos, en laissant parler le contexte, ainsi que tous les autres témoignages de l'époque.

⁴³ Doina David, *O coordonată dialectică în evoluția filologiei românești moderne : cultivarea limbii, reflex al conștiinței politice*, « Analele Universității Timișoara », 18, 1978, p. 77—94 ; Zamfira Mihail, *Problèmes du bulgare littéraire durant la période des luttes pour un Etat national bulgare (XIX^e siècle)*, RESEE XX, 1982, n° 4, p. 415—420.

LE SOLEIL, L'AIGLE ET LE CROISSANT. L'AMBASSADE DE GUILLERAGUES À LA PORTE OTTOMANE ET LE SIÈGE DE VIENNE DE 1683*

CLAUDE MICHAUD
(Université d'Orléans)

Les pays de l'Est européen ne représentèrent jamais pour Louis XIV qu'un théâtre secondaire, et le jeu diplomatique qu'il y mena fut toujours étroitement dépendant des actions principales conduites sur les frontières du royaume. Cette subordination devait beaucoup à la géopolitique : si la France défendait des intérêts religieux et commerciaux en Méditerranée orientale, elle n'y nourrissait, en revanche, aucune ambition territoriale. Mais cette prise différencielle dépassait de loin le cas français ; l'Empereur, harcelé tout au long d'une frontière étirée de l'Adriatique à la Haute-Hongrie par les raids des Turcs ou de leurs alliés, était bien réticent pour accorder à la politique orientale une priorité que sembleraient justifier et l'immédiateté de la menace, et la peur multiséculaire des peuples qui vivaient au rythme de la *Türkenglocke*, sans même évoquer les possibilités immenses de conquêtes dans les vastes espaces ouverts de la Hongrie et des Balkans. Pour Louis XIV comme pour Léopold I^{er}, tout se jouait à l'ouest, aux Pays-Bas, sur le Rhin ou en Italie du nord, tant il semblait évident qu'un pied-carré et quelques bicoques en Flandres ou en Lorraine valaient plus que les solitudes infinies des plaines hongroises et des villes dont on connaissait à peine le nom. Il n'en restait pas moins que l'Empire ottoman, revivifié par les grands vizirs Kupruli, pesait de tout son poids dans les combinaisons diplomatiques du temps : Louis XIV, héritier des Valois, intégrait la Turquie dans son système d'alliance de revers contre le Habsbourg de Vienne ; celui-ci s'efforçait de préserver les paix ou trêves toujours fragiles conclues avec son redoutable voisin. Et, transcendant les intérêts purement nationaux ou dynastiques, vivait ou renaissait en Europe l'idée de croisade avec ses vertus toujours consacrantes : repousser le croissant, replanter la croix sur Sainte-Sophie, reconquérir les Lieux-Saints devaient être le vrai accomplissement de la Chrétienté.

La conclusion de la paix de Nimègue libérant Louis XIV de tout danger militaire, aurait dû rendre inutiles les soins mis à l'entretien de la diversion orientale. Et en effet, dans les premiers mois qui suivirent la

* Cet article est, à quelques modifications près, le texte d'une conférence prononcée le 9 mars 1983 lors du colloque organisé à Coetquidan conjointement par l'Institut autrichien de Paris et l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, sur les relations franco-autrichiennes sous Louis XIV et le siège de Vienne de 1683.

conclusion du traité, la diplomatie française s'employa à en liquider les manifestations les plus voyantes. Pendant les quartiers d'hiver de 1679, on fit désertier les 3000 soldats polonais du colonel Boham, soldés par la France pour aider les Transylvains et les Malcontents hongrois en guerre contre l'Empereur, des soldats qui avaient battu, en 1678, les mercenaires autrichiens à Nyalâbvâra. Parallèlement, Louis XIV, par l'intermédiaire de Béthune, son ambassadeur en Pologne, incitait les Malcontents hongrois de Thököly, qu'il ne pouvait plus aider officiellement, à traiter avec Léopold¹. Quant à Nointel, l'ambassadeur de France à la Porte, son action ne revêtait plus aucun caractère d'utilité ; il était d'ailleurs en totale disgrâce depuis l'automne 1677, ne recevant plus aucun courrier².

Cet assoupissement des initiatives en Europe orientale ne dura que le temps nécessaire à la définition des nouveaux objectifs de la politique extérieure française. Le caractère agressif des Réunions, les menaces qu'elles faisaient peser sur l'intégrité territoriale des Etats des Habsbourgs et du *Reich*, suscitérent rapidement une hostilité renouvelée envers la France ; l'Empereur, en tant que chef de l'Empire, était le premier concerné par ces annexions en pleine paix. L'entrée des troupes françaises dans la ville impériale de Strasbourg, le 30 septembre 1681, jeta la consternation à la Cour de Vienne et dans tout le *Reich*. Léopold refusant de reconnaître le fait accompli, il devenait nécessaire à Louis XIV d'utiliser à nouveau tous les moyens de pression dont il disposait, sans pour autant risquer la paix à l'ouest ; la diversion orientale reprenait tout son sens. Le remplacement d'Arnauld de Pomponne par Colbert de Croissy (18 novembre 1679) libérait la conduite des Affaires étrangères des excès de scrupules qu'une conscience chrétienne et janséniste apportait dans l'exercice de la fonction. Et en novembre 1679 arriva à la Porte un nouvel envoyé, Guilleragues, pour remplacer Nointel disgrâcié. Ses instructions officielles, datées de juin 1679, ne laissaient pas prévoir une grande ambassade : « Aujourd'hui que la paix est faite, il y en a peu où les intérêts de Sa Majesté puissent avoir quelque rapport à la Porte »³. Mais dès la fin de l'année, un mémoire annexe chargeait Guilleragues d'une mission d'information sur le potentiel militaire du Grand Seigneur⁴. En mars 1680, les demandes de Louis XIV se firent plus précises : « J'attends aussi les éclaircissements que je vous ai demandé... sur ce que vous

¹ Archives du ministère des Affaires étrangères (A.E.), Correspondance politique (C.P.) Pologne, t. 60, fol. 20, Louis XIV à Béthune, 1^{er} juillet 1678, et cité par Hudiță, *Répertoire des documents concernant les négociations diplomatiques entre la France et la Transylvanie, 1636—1693*, Paris, 1926, p. 185—186 : « Mais en cas qu'elle fust faite (la paix), je ne croirais pas désavantageux à mon service qu'ils traitassent à de bonnes conditions... ».

² Sur les raisons de la disgrâce de Nointel, notre article *Raison d'Etat et conscience chrétienne. L'ambassade du marquis de Nointel auprès de la Porte ottomane*, « Revue des Etudes Sud-Est Européennes », t. XVII, 1979, n° 2 (avril—juin), p. 257—267. Et également XIV. *Lajos keleti politikája Nointel márkü kovetsége a torok Portán*, dans A *Thokoly-felkelés és kora*, éd. par Benczédi László, Budapest, 1983, p. 103—109.

³ Mémoire pour servir d'instruction au sr. de Guilleragues, allant ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople, A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 4—13. Et publié dans Guilleragues, *Correspondance*, éditée par Frédéric Deloffre et Jacques Rougeot, Paris—Genève, Droz, 1976, t. I, p. 55—69 (Plus loin, *Corr.*). Également dans Pierre Duparc, *Recueil des Instructions aux ambassadeurs et ministres de France*, t. XXIX, *Turquie*, Paris, 1969, p. 87—98.

⁴ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 45. Instructions à Guilleragues du 30 novembre 1679.

avez pu découvrir des affaires de la Porte, de quel côté le turc portera ses armes, quelles forces il prépare, en quels pays elles ont leur quartier, quel temps il faut pour les assembler, les principaux chefs qui les commandent. . . »⁵. Constantinople redevenait une grande ambassade comme l'atteste le gonflement de la correspondance échangée entre la France et la Porte : Nointel n'avait reçu qu'une lettre à contenu politique pour chacune des années 1674 et 1675, 2 pour 1676 et 1677, et aucune pour les années de disgrâce 1678 et 1679⁶. Guilleragues en reçut une en 1679, 7 en 1680, en sus de ses instructions de départ, 14 en 1681, autant en 1682, 11 en 1683⁷. Les Turcs redevenaient une pièce d'importance dans les combinaisons de la France.

Quels étaient les objectifs assignés par Croissy au nouvel ambassadeur ? Louis XIV était persuadé que dès que l'Empereur serait « débarrassé des affaires qui retiennent ses principales forces du côté de la Hongrie, . . . il ne songera (it) plus qu'à porter la guerre sur le Rhin »⁸. Guilleragues devait donc être attentif aux événements de Hongrie et de Transylvanie, et travailler, en liaison avec l'envoyé dans la principauté, Akakia, et les ambassadeurs en Pologne, à renforcer la volonté de résistance aux Habsbourgs du chef des Malcontents hongrois, Eméric Thököly, et à empêcher le vacillant Michel Apafi de chercher un accommodement avec Léopold. Il devait aussi encourager la Porte à soutenir les ennemis de l'Empereur, sinon à intervenir elle-même contre la Maison d'Autriche, comme elle l'avait fait de multiples fois au XVI^e siècle et pour la dernière fois en 1664. La volonté du Grand Vizir Kara Mustapha ne semblait pas faire de doute, il voulait la guerre ; encore fallait-il que ce fût au moment opportun. L'Empereur entretenait, lui-aussi, une représentation diplomatique à la Porte ; son internonce poursuivait l'objectif de faire prolonger au-delà des 20 ans prévus la trêve conclue en 1664 à Vasvár. Louis XIV était convaincu que Léopold était prêt à consentir à Constantinople des sacrifices si énormes qu'ils seraient acceptés par le Sultan⁹ et qu'ainsi Vienne pourrait « renouveler la guerre dans l'Empire »¹⁰. Une des tâches annexes de Guilleragues était donc d'espionner l'internonce et de cons-

⁵ A. E., C. P. Turquie, supplément 6, fol. 73, 9 mars 1680. Au même moment, Bèthune, l'ambassadeur en Pologne, réactivait la mission de l'abbé Révérend en Transylvanie, en lui transmettant de nouvelles instructions : il devait « rétablir les bonnes dispositions où il avait laissé les affaires, . . . maintenir le Prince de Transylvanie dans les intérêts de Sa Majesté et les Mécotents dans l'espérance que le Roy fera secrètement pour eux tout ce que le traité de Nimègue pourra permettre . . . (et laisser) entrevoir de très grandes apparences d'une rupture prochaine avec la Cour de Vienne, ce qui donnerait tout lieu à Sa Majesté de les assister alors ouvertement » (A. E., C. P. Hongrie, t. 3, fol. 208).

⁶ A. E., C. P. Turquie, t. 12, fol. 105 et 218 ; t. 13, fol. 28, 88, 180 et 290.

⁷ Cf. *Corr.*, t. 11, Appendice 1 · Lettres du Roi à Guilleragues, données en analyse, p. 1035—1050. De plus, jusqu'à la fin de 1683, Guilleragues reçut 20 lettres de Seignelay, secrétaire d'État à la Marine (*Ibid.*, Appendice 2. p. 1054—1059) et 8 de Duquesne (*Ibid.*, Appendice 3, p. 1060—1061).

⁸ Le roi à son envoyé à Vienne Sébeville, 26 septembre 1681. Cité par Georges Livet, *Louis XIV et l'Allemagne*, « XV^e siècle », n^o 46—47, p. 41.

⁹ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 364, 20 juin 1682, Louis XIV à Guilleragues : « Les offres que vous m'écrivez il (l'internonce Alberte Caprara) a pouvoir de faire sont si avantageuses au Turc et si préjudiciables et à l'Empereur et à la Chrétienté qu'il y a lieu de croire qu'elles seront acceptées ».

¹⁰ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 410, 30 septembre 1682, Louis XIV à Guilleragues

tater les progrès qu'il pouvait faire sur la voie d'un accommodement austro-turc.

Enfin, c'est aussi à Constantinople, mais pas uniquement là, que se jouait une partie serrée concernant la Pologne et son roi, Jean III Sobieski. Le rétablissement de la paix entre les princes chrétiens avait paru constituer une occasion favorable au pape Innocent XI pour relancer une croisade contre l'Infidèle ; dans cette entreprise, une place de choix était assignée au Très-Chrétien dont l'armement naval en Méditerranée pouvait frapper l'Empire ottoman en son cœur même, sa capitale ; une autre pièce maîtresse de la ligue chrétienne devait être la Pologne, en butte, tout comme les États des Habsbourgs, aux ambitions territoriales de l'Empire ottoman auquel elle avait dû confirmer, en 1676, au traité de Jurawno, la cession de la Podolie. Il n'était nullement dans les intentions de Louis XIV d'entrer dans une quelconque coalition chrétienne contre les Turcs, à moins d'obtenir de l'Empereur la reconnaissance des Réunions et du Pape un règlement favorable de l'affaire de la régale, puis, après 1682, une sanction de la déclaration des Quatre-Articles. Il n'était pas moins important pour le roi d'empêcher la Pologne de se joindre à la coalition anti-turque, donc à l'Empereur. Depuis quelques années, la diplomatie française sentait faiblir ce traditionnel maillon des alliances de revers. Pour conserver la République dans son camp, les ministres de Louis XIV s'efforçaient de prouver à Sobieski que la diplomatie française, en particulier à la Porte, le garantissait contre les excès ottomans, alors que l'alliance avec l'Empereur ne laisserait pas d'attirer sur la Pologne une nouvelle invasion militaire à laquelle elle devrait seule s'opposer¹¹. A la Porte, Guilleragues devait donc insister sur la protection que la France accorderait à la Pologne en cas d'attaque ottomane ; l'objectif était double : d'une part, détacher Sobieski de l'alliance impériale peu fiable et dangereuse pour la République, de l'autre diriger l'offensive turque vers les États de l'Empereur.

Pendant les 4 premières années de son ambassade, celles qui mènent jusqu'au siège de Vienne, Guilleragues n'a pas poursuivi indifféremment les objectifs qui lui étaient assignés par Croissy. Une chronologie fine permet de suivre les nuances de l'action diplomatique à la Porte en fonction d'événements comme l'annexion de Strasbourg (30 septembre 1681), la levée par la France du siège de Luxembourg (22 mars 1682) ou le traité polono-impérial (31 mars 1683).

Au début de son séjour au Palais de France, Guilleragues trouva le Grand Vizir assez peu disposé à une action immédiate contre l'Empereur qui tournerait en faveur de la France. La raison principale en était qu'il était engagé dans une guerre avec Moscou ; un des axiomes de la politique extérieure turque, dont elle ne se départit que rarement, était de ne jamais mener deux guerres à la fois. Protégée par l'immensité de son territoire, la Russie n'était d'ailleurs pas pressée de faire la paix¹². De plus, deux

¹¹ *Ibid.*, fol. 202, 31 janvier 1681, Louis XIV à Guilleragues.

¹² *Ibid.*, fol. 206–211 et 251–258, 11 janvier et 31 juillet 1681, Guilleragues au roi. Et publié dans *Corr.*, t. I, p. 315–320 et 390–395

incidents nuisaient à la cordialité des relations franco-turques. Le premier est celui du sofa : alors que son prédécesseur, Nointel, avait finalement accepté de prendre audience auprès du nouveau Grand Vizir, Kara Mustapha, au bas de l'estrade où était placé le siège du ministre¹³, Guilleragues, à qui Louis XIV avait recommandé d'exiger tous les honneurs dont avaient jouis ses prédécesseurs, voulut relever celui du sofa de l'ornière où Nointel l'avait laissé choir. Il ne fut donc pas reçu en audience solennelle par le Vizir¹⁴. La seconde affaire fut plus grave. Louis XIV, décidé à assurer la police méditerranéenne et à purger cette mer des Barbaresques, avait donné l'ordre à Duquesne de détruire Tripoli, un des principaux nids de pirates de la côte lybienne, et poursuivre les Tripolitains là où ils obtiendraient refuge¹⁵. Quelques navires ayant trouvé asile dans le port de Chio, Duquesne fit donner ses canons qui, non seulement coulèrent les embarcations, mais encore ravagèrent les côtes de l'île, abattant maisons et mosquées et tuant 250 musulmans (juillet 1681) ; « la nouvelle de cette action causa un désordre incroyable à la Porte »¹⁶.

Pour toutes ces raisons, la principale restant l'indisponibilité ottomane à cause de l'engagement contre les Russes, la France ne pouvait guère compter sur la Turquie dans un avenir proche. Aussi ne coûtait-il pas cher à sa diplomatie d'y tenir un langage de fermeté que Guilleragues, d'accord pour une fois avec son prédécesseur Nointel, jugeait seul susceptible de renforcer la position de la France à la Porte, les Turcs ne respectant que ceux qui leur inspièrent quelque crainte. D'où l'intransigeance dans l'affaire du sofa : Guilleragues n'eut aucune difficulté à convaincre Louis XIV des avantages à espérer d'une politique de rai-deur¹⁷.

Durant les deux premières années de son séjour, Guilleragues s'employa à seconder les efforts que les deux ambassadeurs français en Pologne, le marquis de Vitry et l'évêque de Beauvais, Forbin-Janson, accomplissaient pour reconquérir le terrain perdu. À défaut d'un engagement de Sobieski aux côtés des Malcontents, du moins convenait-il d'obtenir, dans

¹³ Nointel avait d'abord refusé que le tabouret ne fût pas sur le sofa. Cf. A. E., C. P. Turquie, t. 13, fol. 193, 5 mai 1677, Nointel au roi. Mais disgracié et abandonné à lui-même à la Porte, il n'avait pas eu les moyens de maintenir cette prétention. Cf. la relation faite par Guilleragues à Pomponne dans A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 38—39, 24 novembre 1679 et *Corr.*, t. I, p. 116.

¹⁴ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 60—65, 8 février 1680, Guilleragues à Pomponne et *Corr.*, t. I, p. 143. Sur le même sujet, Guilleragues à Louis XIV, A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 89—100, 24 mai 1680 et *Corr.*, t. I, p. 191.

¹⁵ Le roi en avait prévenu Guilleragues. Cf. sa lettre à Guilleragues du 27 août 1681, A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 248.

¹⁶ A. E., Mélanges politiques, Turquie, t. IV, p. 516 sqq., Relation des affaires de Constantinople. Et *Corr.*, t. I, p. 466.

¹⁷ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 158—168 et *Corr.*, t. I, p. 269, 2 octobre 1680, Guilleragues au roi : « si Votre Majesté m'ordonnait de prendre mon audience au bas du sofa, nous deviendrions misérables et méprisés. Cette dispute qui dure depuis près d'un an a produit d'excellents effets. Et la considération qu'on n'aurait point pour la Nation augmente tous les jours... » Et Louis XIV qui en juillet 1680 conseillait à Guilleragues de soutenir cette prétention tant qu'il jugerait y pouvoir réussir et que le retardement de l'audience ne nuirait pas au service de la France et de ses sujets au Levant (A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 110, 5 juillet 1680, Louis XIV à Guilleragues), finit par envoyer à son ambassadeur une lettre de désaveu de Nointel à remettre éventuellement au Grand Vizir (*Ibid.*, fol. 173, 29 novembre 1680, Louis XIV à Guilleragues).

l'affaire des Réunions, la neutralité positive que la Pologne avait observée lors de la fin de la guerre de Hollande. Guilleragues était en correspondance chiffrée avec le Palatin de Russie qui appartenait au parti français et fut un artisan efficace de la rupture de la Diète de 1681, celle qui devait conclure l'alliance avec l'Empereur¹⁸. Et à la Porte, il réussit à s'attirer la confiance du résident de Pologne, Samuel Prasky¹⁹.

Tout ceci ne menait pas très loin. Devant la carence de Constantinople et de Varsovie, force fut bien de reprendre les contacts avec le prince de Transylvanie, Michel Apafi et le chef des Malcontents, Eméric Thököly. La tâche était d'autant plus complexe qu'une rivalité opposait les deux hommes quant au *leadership* dans la cause hongroise ; de plus, Apafi n'était pas insensible au virage en faveur de l'Empereur que Sobieski était en train d'amorcer. La diplomatie française considérait Apafi comme un pion peu sûr ; il n'était cependant pas à négliger et un résident français, Roger Akakia, séjournait à sa Cour ; sa présence, pour le moins, ne manquait de donner « beaucoup d'inquiétude aux ministres impériaux »²¹. Quant à Guilleragues, il devait pénétrer les intentions d'Apafi et celles que le Grand Vizir entretenait à son égard²¹. Or, jusqu'à l'automne 1681, les bruits les plus insistants firent état d'une éventuelle destitution d'Apafi par la Porte²² et son remplacement par Nicolas Bethlen²³. D'où la prudence de Guilleragues : il ne pouvait ni épouser les intérêts des opposants à Apafi qui fourmillaient à la Porte, de peur de pousser le prince davantage vers l'Empereur, ni embrasser trop chaudement son parti de peur d'en paraître suspect aux ministres ottomans. Cette attitude d'expectative fut tout à fait approuvée par Louis XIV qui ordonna à son ambassadeur de faire savoir à l'occasion au Grand Vizir qu'il n'avait plus aucun traité avec le prince²⁴ ; mais d'autre part, si Guilleragues pouvait se servir des opposants à Apafi pour obtenir des renseignements, il n'était cependant pas du service du roi « d'entrer dans leurs intérêts d'une manière dont le prince de Transylvanie eût sujet de se plaindre et qui l'engageât à prendre des mesures avec l'Empereur »²⁵.

¹⁸ *Ibid.*, fol. 262, 12 septembre 1681, Guilleragues au roi. Et *Corr.*, t. I, p. 435 : « Le Palatin de Russie m'a prié de lui écrire le plus souvent qu'il me serait possible, et il m'a envoyé en même temps par un courrier exprès, un chiffre dont je me suis déjà servi. Mr. L'évêque de Beauvais m'ayant mandé que ce commerce était du service de Votre Majesté ».

¹⁹ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 89—100, 24 mai 1680, Guilleragues au roi et *Corr.*, t. I, p. 192 : « Je suis obligé de dire à Votre Majesté que le résident de Pologne a la meilleure volonté du monde, et qu'il ne fait pas un seul pas que je ne lui conseille ».

²⁰ *Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*. T. I, *Autriche*, publié par Albert Sorel, p. 88.

²¹ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 241, 16 juillet 1681, le roi à Guilleragues.

²² *Ibid.*, fol. 68, 10 février 1680, Guilleragues à Colbert de Croissy et *Corr.*, t. I, p. 162 : « On croit qu'on en (les troupes ottomanes) enverra en Transylvanie pour chasser le prince et pour en choisir un comme on choisit celui de Moldavie et de Valachie ». Sur le même sujet, Guilleragues au roi, A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 89—100, 24 mai 1680 et *Corr.*, t. I, p. 189.

²³ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 206—211, 11 janvier 1681, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. I, p. 319.

²⁴ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 212, 8 avril 1681, Louis XIV à Guilleragues. Un traité avait été signé le 27 mai 1677 entre le marquis de Béthune, au nom du roi, et les représentants d'Apafi (traité de Fogaras) ; il fixait l'aide en argent et en hommes accordée par Louis XIV aux Hongrois.

²⁵ *Ibid.*, fol. 223, 21 mai 1681, Louis XIV à Guilleragues.

Restait Thököly qui ne pouvait plus être honoré, depuis la paix de Nimègue, de la protection ouverte du roi de France²⁶ mais avec les envoyés duquel Guilleragues reprit contact dès le milieu de l'année 1681²⁷. Il y avait en effet urgence à rattrapper un allié qui, réduit à quelques subsides clandestins, envisageait lui-aussi un accord avec Léopold en envoyant des émissaires à la Diète que l'Empereur-roi avait fini par réunir à Sopron dès avril 1681. Sébeville, l'envoyé à Vienne, prévenait Louis XIV que « l'Empereur n'oubliera(it) rien de ce qu'il croira nécessaire pour apaiser les Mécontents » mais qu'« il aura(it) beaucoup de peine à réussir »²⁸. Guilleragues était d'un avis contraire ; il craignait l'action conjuguée de l'internonce Alberto Caprara à la Porte et des Malcontents à Vienne. Lorsque Louis XIV risqua le grand coup de l'annexion de Strasbourg et le même jour fit entrer ses troupes dans Casale, achetée au duc de Mantoue (30 septembre 1681), la stratégie louis-quatorzienne à l'est de l'Empire pouvait sembler fort lézardée : « spéculer sur les révoltes hongroises, sur les incursions turques et sur une éventuelle entente franco-polonaise, alors que les Turcs et les Moscovites s'affrontent en Ukraine n'a plus grande efficacité »²⁹.

La trêve de Bakhtchisarai, conclue à l'automne de 1681, et qui consacrait la main-mise de Moscou sur Kiev et la rive gauche du Dniepr, rendait sa liberté d'action à la Turquie, au moment où s'ébauchait à l'ouest un premier regroupement contre la France autour de Guillaume d'Orange. Les conditions semblaient donc réunies pour un nouveau départ des négociations orientales. Si la diplomatie française à la Porte ne subit pas immédiatement le changement de cap attendu, c'est que les affaires du sofa et de Chio continuaient à gêner les relations avec le Grand Vizir. Au moment où la paix russo-turque se concluait, Louis XIV ne craignait pas de faire sentir sa force aux Turcs³⁰ ; mais il n'était pas question de risquer une rupture et c'est à la fin de 1681 que l'on constate un premier inflexionnement dans le discours tenu à la Porte, bien propre à montrer au Grand Seigneur que la France restait étrangère aux projets de Ligue chrétienne animés contre lui : « Les ministres impériaux ayant fait courir le bruit que le sieur de Sébeville mon envoyé auprès de l'Empereur lui avait offert de ma part du secours contre le Grand Seigneur... au cas

²⁶ Cf. le Mémoire pour servir d'instruction au sieur de Guilleragues..., 10 juin 1679 (A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 4 et *Corr.*, t. I, p. 65) et celui de Vitry, allant à Vienne comme envoyé extraordinaire in *Recueil des Instructions...*, t. I, *Autriche, op. cit.*, p. 70 sqq. Mais dès novembre 1690, Louis XIV avait recommencé à envoyer des subsides aux Mécontents, cf. A. E., C. P. Hongrie, t. 3, fol. 281—282, 7 novembre 1680, le roi à Akakia : « Je me ferai informer de quelle voye je me pourray servir pour vous faire tenir le fond que je jugeray nécessaire pour donner de temps en temps des marques de ma libéralité aux principaux chefs de ce party et ceux qui sont les plus capables d'empescher qu'ils ne se laissent abuser par les promesses trompeuses des Ministres impériaux... mon intention estant d'employer secretement jusques à 30 ou 40 mille Escus au plus chaque année... ».

²⁷ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 235 et 251, 20 mai et 31 juillet 1681, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. I, p. 354 et p. 392

²⁸ A. E., C. P. Autriche, t. 50, fol. 88, 18 juin 1681, Sébeville au roi. Et cité par Philippe Roy, *Thököly et la France*, dans *Nouvelles Études hongroises 1977*, p. 222.

²⁹ Robert Mandrou, *Louis XIV en son temps*, Paris, 1973, p. 274.

³⁰ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 259, 13 octobre 1681, Louis XIV à Guilleragues : « Rien ne me pourrait empêcher de porter partout où bon me semble toutes mes forces de terre et de mer contre quelque puissance que ce soit qui ose m'offenser ».

que ce prince acceptât les propositions que j'ai faites pour l'accommodement des différends que j'ai avec l'Empire, je suis bien aise de vous avertir que ce bruit n'a aucun . . . fondement »³¹. D'autre part, la façon dont s'arrangea la grave affaire de Chio révèle le nouvel état d'esprit qui présida, de part et d'autre, aux relations franco-turques. Se refusant à toute compensation financière, l'ambassadeur de France fut retenu trois jours au palais du Grand Vizir avec « une douceur très inouïe en ce pays » et non emprisonné aux Sept-Tours comme c'était la coutume. Puis il promit, en dédommagement, 400 000 écus de présents et un billet d'excuse de Louis XIV, selon lequel Louis XIV n'aurait eu comme dessein que d'exterminer les Tripolitains. Ce qui détermina Guilleragues à céder fut moins le chantage d'une guerre avec la France que le Grand Vizir annonça, comme probable aux résidents d'Apafi et de Thökoly, que la nécessité où il se trouvait, en évitant toute rupture, de ne rien donner à venger au roi de France. Comment celui-ci qui relevait avec éclat le moindre manquement à ses ministres dans les Cours étrangères, aurait-il pu rester en bons termes avec la Porte en cas d'affront à son représentant ? Et comment l'opinion européenne l'eût-elle compris, sinon comme la volonté délibérée du Très-Chrétien de sauvegarder à tout prix son alliance avec l'Infidèle³² ? Quant à la question du sofa dont Guilleragues faisait une affaire personnelle, allant même jusqu'à envisager de rentrer en France avec Duquesne³³, elle retomba par la volonté même de Louis XIV qui, en janvier 1682, intima l'ordre à son ambassadeur d'éviter toute décision intempestive³⁴. Désormais cette question de protocole, sans jamais être abandonnée tout à fait, fut reléguée à l'arrière-plan des préoccupations de la diplomatie française³⁵. Rien ne s'opposait plus à une collaboration plus serrée des deux gouvernements. C'est dans une dépêche du 8 avril

³¹ *Ibid.*, fol. 275, 12 décembre 1681, Louis XIV à Guilleragues.

³² Toute l'affaire de l'accommodement de Chio dans la lettre de Guilleragues à Louis XIV du 25 octobre 1681 (*Ibid.*, fol. 277—291 et *Corr.*, t. 1, p. 472—484). Le billet d'excuse dans A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 294. Guilleragues fut suffisamment habile pour transformer l'amende forcée en un cadeau volontaire venant de son particulier, qui, de 400 000 tomba à 250 000 écus. Il fut présenté au Grand Seigneur lui-même par les domestiques de l'ambassade, alors qu'un tribut ou une amende l'étaient par l'ambassadeur lui-même et à de simples fonctionnaires turcs. L'honneur était sauf et l'alliance turque aussi. Pour le règlement final, *ibid.*, fol. 374—390, 15 juin 1682, Guilleragues à Louis XIV et *Corr.*, t. 11, pp. 652—671. Quant à la lettre d'excuse, ce ne fut qu'une contrefaçon.

³³ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 295 et 299, 2 et 16 novembre 1681, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. 1, p. 499 et p. 515.

³⁴ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 303, 30 janvier 1682, Louis XIV à Guilleragues : « J'ai été bien surpris de voir . . . que vous aviez pris de vous-même la résolution de repartir . . . et quoique je vous aie ordonné . . . d'insinuer . . . que je ne pourrais pas vous . . . laissez plus longtemps . . . néanmoins vous (ne) . . . trouverai point d'ordre précis de retourner, sans lequel vous jugez bien que vous devez d'autant moins prendre ce parti qu'il pourrait avoir des suites peu convenables à l'état présent des affaires de mon Royaume ».

³⁵ *Ibid.*, fol. 357, 27 mai 1682, le roi à Guilleragues. L'ambassadeur ne doit « donner lieu à aucune rupture avec le Grand Seigneur . . . dont la Maison d'Autriche puisse se prévaloir ». *Ibid.*, fol. 372, 1^{er} juillet 1682, le même au même : « Si on se contente de l'accommodement) que vous avez fait pour terminer l'affaire de Seio. en sorte qu'il ne reste plus que celle du sofa, il ne pourra être qu'avantageux à mon service que vous trouviez moyen de temporiser ». Et fol. 418, 5 novembre 1682, le même au même : Louis XIV accepterait le compromis proposé par le Grand Vizir d'une réception à Andrinople ou sous une tente dressée dans un jardin ! Et encore fol. 503, 9 juin 1683, en sorte de post-scriptum : « Tâchez aussi de profiter de l'occasion présente pour obtenir les honneurs que vous demandez de ma part depuis si longtemps, mais ne faites pas appréhender mon ressentiment dans cette conjoncture ».

1682 que Louis XIV exposa clairement à Guilleragues l'importance de son ambassade « dans la conjoncture présente où la résolution que le Grand Seigneur prendrait contre la Hongrie pourrait fort bien contribuer à maintenir la paix dans toute l'Allemagne, ou au moins empêcher l'Empereur d'employer toutes ses troupes sur le Rhin » ; l'ambassadeur devait s'efforcer de détruire la malheureuse réputation qu'avaient faite à la France les expéditions de Szentgotthárd et de Candie. Le Grand Seigneur ne devait craindre aucune collusion entre les troupes françaises et celles de Léopold, « il ne peut y avoir dorénavant assez de liaison entre moi et l'Empereur pour m'obliger à joindre mes armes aux siennes pour quelques raisons que ce puisse être »³⁶. Guilleragues accusa réception de cette lettre du 8 avril le 11 août seulement³⁷. Dès l'été 1682, la Porte était donc assurée pour le moins de la neutralité de la France. Certains historiens allemands ont vu dans l'instruction du 8 avril un feu vert donné à la Porte, que seule la crainte de la France aurait pu retenir³⁸.

En même temps que la diplomatie française prodigait à la Porte ces premières assurances, elle pouvait pousser plus avant du côté d'Apafi. En septembre 1681, Guilleragues prévint le roi que le Transylvain avait consolidé sa situation en versant de l'argent et surtout en rassemblant une armée de 24 000 hommes (7 000 Transylvains, autant de Moldovaques et 10 000 Tartares) en vue des offensives futures³⁹. Dès lors que Constantinople avait donné l'ordre à Apafi de commencer la lutte contre Léopold, il n'était plus question pour Guilleragues de communiquer avec les opposants transylvains ; il lui fallait au contraire pousser le prince à une action rapide. Pour cela, il se servit d'un jésuite, le père Bennier, aumônier du Palais de France et vicaire apostolique à Constantinople⁴⁰ qui entama une belle campagne d'intoxication auprès des envoyés d'Apafi à la Porte, leur remontrant que si celle-ci n'attaquait pas

³⁶ *Ibid*, fol 337 sqq. 8 avril 1682, Louis XIV à Guilleragues

³⁷ *Ibid*, fol 413, 11 août 1682, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr*, t. II, p 706.

³⁸ Cf. W. Platzhoff. *Ludwig XIV. das Kaiserium und die europaische Krise von 1683*, « Historische Zeitschrift », 1925, t 25 « Als Guilleragues im Sommer 1682 dem Grossvizier auf Betragen erklarte, den König von Polen werde sein Herr im Falle eines turkischen Angriffs nicht ohne Hilfe lassen, über einen Krieg mit dem Kaiser hingegen eine bestimmte Antwort vermied, fiel an der Pforte die Entscheidung für den Einbruch in Ungarn. Zweifellos hat hierauf die französische Politik massgebenden Einfluss ausgeübt »

³⁹ A. E. C. P. Turquie. t 16, fol 262, 12 septembre 1681, Guilleragues à Louis XIV.

⁴⁰ Le père Bennier, jésuite du couvent de Galata, fut tout comme certains de ses confrères, un ardent auxiliaire de la politique louis-quatorzième, sans pour cela éprouver de trop grands scrupules de conscience. Il devint tellement public à Constantinople que le couvent servait d'abord les intérêts de la France plutôt que ceux de la chrétienté, que le résident d'Allemagne alla jusqu'à menacer le père Iestringent, Supérieur des Jésuites de Galata, de le faire assassiner dans sa maison, lui reprochant que le père Bennier voyait de ma part (Guilleragues) les Mécontents d'Hongrie et que les Jésuites trahissaient la Chrétienté... » (*Ibid.*, fol. 350—355 et *Corr.*, t II, p 598, 5 mars 1682. Guilleragues à Louis XIV) Le père Bennier continua à servir sous le successeur de Guilleragues. Girardin Un correspondant des *Nouvelles Ecclésiastiques* de l'année 1689 (Bibliothèque Nationale, Manuscrits, FF 23 499, fol. 100) rapporte que lors d'une assemblée chez l'abbé Daugeau, le 8 mars 1689, ce père Bennier « débita gravement et dévotement que M. Girardin avait... fait les derniers efforts pour... animer (les Turcs) à continuer la guerre à l'empereur par la plus grande diversion sur le Rhin qui ait encore été, ce qu'il expliqua en des termes que je n'ose rapporter... Tout le monde rougit du discours de ce bon père et on en rit beaucoup ensuite ».

l'Autriche, elle s'emploierait contre la Pologne et qu'en ce cas « elle avait résolu de se saisir d'Hermanstadt (Szeben, act. Sibiu), Feyr War (pour Gyulafehérvár, act. Alba Julia), Koloswar (pour Koloszvár, act. Cluj) et Fogarak (pour Fogaras, act. Făgăraș), où elle mettrait des pachas »⁴¹. En mars 1682, l'ambassadeur se félicita du fait que les délégués transylvains n'étaient « plus si autrichiens »⁴². En juin 1682, la Porte renouvela à Apafi l'ordre d'attaquer, insensible aux offres d'argent du prince⁴³. La mission transylvaine de Guilleragues était terminée.

A ce moment-là, Thököly, favorisé de secours de la part du Grand Vizir, avait repris les armes contre Léopold, à la surprise de Guilleragues, très méfiant envers le chef des Malcontents. Les députés hongrois à Constantinople ne l'avaient pas convaincu qu'ils n'avaient « jamais traité sérieusement avec l'Empereur que pour trouver sous ce prétexte une subsistance nécessaire aux dépens de leur ennemi »⁴⁴. Il s'était néanmoins employé avec persévérance à détruire la confiance qu'il croyait trouver chez eux envers Léopold, les assurant que leur seul protecteur lors du règlement final serait le roi de France.

Somme toute, en quelques mois, la situation avait considérablement évolué dans le sens des intérêts français. Louis XIV, en mars 1682, pouvait augurer à partir des dépêches de Constantinople, mais aussi de Vienne, qu'il y avait de très fortes chances pour que le Grand Seigneur attaquât cette année-là. C'est pourtant le moment que Louis XIV choisit, invoquant le péril de chrétienté, pour faire lever le siège de Luxembourg que le maréchal de Créquy avait entrepris. Victor-L. Tapié a fait le point sur la question : il a montré que cette décision prise le 22 mars 1682 et fardée de générosité chrétienne avait été essentiellement motivée par une dépêche d'Angleterre reçue ce même jour, dans laquelle l'ambassadeur à Londres, Barillon, exposait les dangers de guerre si le roi persistait en Flandres, et la difficulté où Charles II serait de rester neutre⁴⁵. Est-ce la prudence qui l'emportait ? Ou l'habileté diplomatique ? Sans doute Louis XIV a-t-il voulu, avant d'envoyer à Léopold l'ultimatum qui demandait la reconnaissance des Réunions effectuées jusqu'en sep-

⁴¹ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 313—316, 9 décembre 1681, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. I, p. 531—533, qui transcrit mal deux noms de ville : « Dayrwar » pour Feyr War et « Dogarack » pour Fogarak.

⁴² A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 362—363, 25 mars 1682, Guilleragues à Colbert de Croissy. *Ibid.*, *Corr.*, t. II, p. 617—619.

⁴³ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 394—397, 30 juin 1682, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. II, p. 688—692.

⁴⁴ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 327 sqq., 14 janvier 1682, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. II, p. 546. L'ambassadeur est loin de partager la bonne opinion que l'agent français Forval avait du chef hongrois, « extrêmement François dans le cœur et ennemy irréconciliable de la maison d'Autriche » (A. E., C. P. Hongrie, t. 2, fol. 334). Forval était dans le vrai. L'ennemi irréductible de la Maison d'Autriche devint l'ennemi de la Chrétienté. Cf. Béla Kopecki, „Magyarország A Kereszténység ellensége”. *A Thokoly-felkelés az Európai-Közvéleményben* (La Hongrie, ennemie de la Chrétienté. L'insurrection de Thököly face à l'opinion européenne), Budapest, 1976.

⁴⁵ Victor-L. Tapié, *Europe et chrétienté. Idée chrétienne et gloire dynastique dans la politique européenne au moment du siège de Vienne (1683)*, « Gregorianum ». Ann XLII, 1961, vol. XLII, 2, p. 282—285. De nombreux auteurs continuent à porter la levée du siège de Luxembourg au crédit d'une participation de Louis XIV à la défense de la chrétienté. Cf. Bruno Neveu éd., *Correspondance du Nonce en France Angelo Ranuzzi*, Rome 1973, t. I, p. 125.

tembre 1681, donner un gage de bonne volonté à l'Empereur. Espérait-il ainsi éviter une guerre sur le Rhin ? L'effet fut raté à Vienne ; mais l'événement pouvait avoir de fâcheuses conséquences à Constantinople. D'où peut-être les assurances positives contenues dans la lettre du roi du 8 avril 1682, où Louis XIV affirmait par ailleurs que le déplacement de troupes des environs de Luxembourg ne devait pas oblitérer le fait que sa « principale vue » était de diriger ses forces contre l'Empereur. Mais il était encore plus avantageux que le Grand Seigneur s'y employât le premier.

A partir de l'été 1682, l'Europe vécut dans l'attente du déferlement des troupes ottomanes. Les plans de guerre avaient été arrêtés au divan du sultan le 6 août 1682. Le gouvernement français pouvait tenir pour assuré que son alliance de revers la plus méridionale fonctionnerait correctement. Il était loin d'avoir la même certitude en ce qui concerne la Pologne. Mais jusqu'à l'évidence du traité entre Sobieski et l'Empereur, la diplomatie française voulut croire à la possibilité de maintenir la République, sinon dans le réseau de ses alliances, du moins en position de neutralité. Tandis que Vitry et Forbin-Janson, à Varsovie, remontraient au roi la médiocrité des défenses impériales et la rapidité avec laquelle les troupes ennemies se rapprochaient de ses frontières — Kassa (act. Košice) avait été prise en août 1682 —, Guilleragues présentait la France comme le garant indéfectible de l'intégrité polonaise ; ainsi espérait-il ancrer la Pologne aux intérêts français et dissuader le Grand Seigneur d'y porter ses armes. Jusqu'en mars 1683, l'ambassadeur assura le Grand Vizir du puissant secours français que recevrait Sa Majesté polonaise si elle était attaquée par les Ottomans⁴⁶. Mais à cette date, la situation de la France à Varsovie était déjà bien détériorée. En présence de Sobieski, le résident de Léopold avait publiquement démasqué l'agent français Duvernay-Boucaut, à l'aide de lettres interceptées adressées aux Malcontents (décembre 1682). Le 31 mars 1683, le traité était signé entre la Pologne et l'Empereur. Dès lors il n'était plus besoin de ménager la République à Constantinople⁴⁷. A la fin d'avril, Louis XIV intima l'ordre à son ambassadeur de lâcher la Pologne⁴⁸. La diplomatie française avait mené un combat de retardement. Entre le premier traité polono-impérial d'avril 1677 et la promesse formelle d'une aide contre les Turcs, il s'était écoulé 6 ans. Mais il est douteux qu'une alliance plus tôt conclue aurait eu un effet dissuasif sur la Porte. Tout au plus pouvait-on hésiter sur la destination des armes ottomanes.

⁴⁶ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 478, 5 mars 1683, Guilleragues à Louis XIV. *Ibid.*, *Corr.*, t. II, p. 811.

⁴⁷ Pomponne, rédigeant peu après sa disgrâce son Mémoire relatif aux intérêts des princes de l'Europe à la fin de 1679, avait bien noté que les données diplomatiques de la Pologne avaient changé : « Le premier intérêt de la Pologne étoit autrefois de se garantir des entreprises de la maison d'Autriche, qui a depuis longtemps aspiré à cette couronne... Mais aujourd'hui la plus grande crainte des Polonais est du côté du Turc, qui, par Caminiek, par la Podolie et par l'Ukraine, est en état de se promettre de grands progrès dans le royaume » (*Mémoires du Marquis de Pomponne*, publiés par J. Mavidal, Paris, 1860, t. I, p. 473).

⁴⁸ A. E., C. P. Turquie, t. 16, fol. 483, 30 avril 1683, Louis XIV à Guilleragues : « Comme le roi des Polonais est à présent lié avec l'Empereur et qu'il s'est même conduit avec mon ambassadeur d'une manière qui m'oblige à le rappeler... vous ne devez plus rien dire au lieu où vous êtes qui puisse faire croire que je prenne aucune part à ses intérêts... ».

Le gros de l'armée turque s'étant mis en mouvement à travers la Hongrie en mars 1683, la mission de Guilleragues devenait, sinon sans objet, du moins sans objectif politique précis. Dès la mi-février 1683, Louis XIV ne pouvait plus douter de l'attaque turque et mettait avec cynisme ou désinvolture un point final à la négociation : « Comme la campagne sera commencée... je n'ai plus rien à vous prescrire présentement... et il y a bien de l'apparence qu'il ne se passera rien de longtemps au lieu où vous êtes qui puisse mériter une grande attention »⁴⁹. Un seul incident risqua d'altérer l'entente tacite entre la France et la Porte : le 28 juillet 1683, le prince Louis-Armand de Conti, cousin et gendre du roi de France, et le prince Eugène de Savoie s'enfuirent de la Cour pour aller servir dans les armées de l'Empereur contre les Turcs. Il n'entraîna pas qu'une rémanence de croisade dans cet acte d'indiscipline qui intervenait quinze ans après le secours volontaire à Candie où 300 gentilshommes français avec La Feuillade avaient volé au secours de l'île vénitienne. Ce qui importait, c'est que la nouvelle parvenue à Constantinople ne fût pas interprétée comme un acte de gouvernement. Le mois précédent, Louis XIV avait tenu à prévenir la Porte qu'il n'avait « pas voulu permettre à quelques volontaires qui voulaient aller servir en Hongrie de sortir de (s)on royaume »⁵⁰. Dans la dernière lettre qu'il expédia à son ambassadeur avant d'apprendre la délivrance de la capitale impériale, Louis XIV prit soin de relater l'incident, afin que Guilleragues puisse faire part à la Porte du déplaisir que lui avaient donné les deux jeunes gens⁵¹. La propagande impériale ne laisserait pas de tirer argument de la dissidence d'un prince du sang. Quoiqu'il en ait et en dépit de son désir de ne donner aucune prise à ses adversaires, Louis XIV avait dû transgresser la règle qui le figeait dans une apparente neutralité pour le conflit austro-turc : en faisant rechercher les deux princes, il marquait nettement quel était son camp. En même temps, il informait Guilleragues qu'il avait laissé sans réponse la demande de la Cour de Vienne qui le priait de s'« obliger de rien faire ni contre elle, ni contre aucun état de l'Empire » dans le temps de la guerre turque⁵². C'était faire espérer au Grand Vizir la possibilité d'un engagement plus poussé sur le Rhin, capable de retenir à l'ouest une partie des forces impériales au moment du grand assaut contre Vienne. Et c'est ainsi que fonctionna le scénario prévu. Le 1^{er} septembre, alors que Vienne était assiégée depuis le 7 juillet, Louis XIV fit entrer aux Pays-Bas les 35 000 hommes du maréchal d'Humières. L'ultimatum que Louis XIV avait lancé en direction de Charles II d'Espagne, en mars, pour novembre 1682, avait été prorogé et expirait le 31 août 1683. Le péril de la chrétienté n'avait pas désamorcé le processus militaire enclenché depuis plus d'un an. Le jour même où les armées françaises passaient la frontière du nord, Bossuet prononçait à Saint-Denis l'oraison funèbre de la reine Marie-Thérèse ; il ne put se dispenser d'évoquer les « maux de la Hongrie et de l'Autriche ravagées, ... (leurs) habitants passés au fil de l'épée »⁵³. Et il exhortait « la Chrétienté

⁴⁹ *Ibid.*, fol. 460, 17 février 1683, Louis XIV à Guilleragues.

⁵⁰ *Ibid.*, fol. 503, 9 juin 1683, Louis XIV à Guilleragues.

⁵¹ *Ibid.*, fol. 522, 30 juillet 1683, Louis XIV à Guilleragues.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Bossuet, *Œuvres* (Pléiade), p. 132.

(à) ouvrir les yeux et reconnaître le vengeur que Dieu lui envoie... , à se souvenir et des secours de Candie, et de la fameuse journée du Raab, où Louis XIV renouvela dans le cœur des infidèles l'ancienne opinion qu'ils ont des armes françaises, fatales à leur tyrannie »⁵⁴. C'était une façon de proclamer aux princes chrétiens menacés qu'il ne tenait qu'à eux de mettre à leur service le glaive flamboyant du roi Très-Chrétien. Il ne leur en coûterait que quelques villes, bourgs et territoires sur les frontières du nord et de l'est...

La mode n'est plus aux jugements moraux. Louis XIV ne participa point à la « sotériologie de salut commun »⁵⁵ qui anima une partie de l'Europe en 1683. Il a voulu la diversion orientale et l'a obtenue, au-delà même de ce qu'il avait primitivement souhaité : à la diversion hongroise appuyée par la Turquie s'est substituée l'intervention ottomane directe qui, jusqu'à l'automne 1681, était hautement improbable. Mais il ne faut pas aller plus loin. Contrairement à ce qu'ont affirmé certains historiens polonais, allemands et autrichiens du XIX^e siècle⁵⁶, Louis XIV n'a pas directement et militairement soutenu les Turcs lors de l'assaut final. Et ce n'est pas parce que le siège de Vienne a été conduit « à la française » qu'il faut conclure à la présence d'ingénieurs du roi Très-Chrétien dans les rangs ottomans en 1683. Le siège de Vienne a été mené selon une technique qui avait déjà fait ses preuves en 1673, lorsque les Français investirent Maestricht : les cheminements avaient fait de grands progrès à l'initiative de Vauban ; les tranchées parallèles à la courtine étaient reliées par des percées en zigzag. Mais cette innovation dans la poliorcétique n'était jamais que l'exploitation des enseignements du siège turc de Candie, dont Vauban et un autre ingénieur français, Paul, avaient eu connaissance grâce à deux Français qui avaient servi dans les rangs vénitiens⁵⁷. Les Turcs n'avaient pas besoin d'un appui logistique français pour mener leur siège contre la capitale impériale.

Louis XIV fut donc totalement étranger à l'idée de sauvegarde de la Chrétienté comme un tout. Ses préoccupations de politique extérieure ressortissent au concept de l'équilibre européen, ou à la conception qu'il en a. Mais il faut reconnaître que c'est malgré lui que l'Empereur Léopold s'embarqua dans ce qui allait devenir, après la libération de Vienne, une vaste croisade de reconquête. Jusqu'au bout, et au prix de concessions humiliantes, il avait cherché à renouveler la trêve de Vasvár. Son principal ministre, l'évêque de Vienne Sinelli, un ancien capucin, après l'échec de la politique d'apaisement en Hongrie, avait prôné une politique de fermeté à l'égard de la France et n'avait en rien été un promoteur de la lutte contre le Turc, tout homme d'église qu'il ait été⁵⁸. A Vienne, le parti espagnol agissait dans le même sens, mené par l'ambassadeur de Charles II, Charles-Emmanuel d'Este, marquis de Borgomanero, appuyé

⁵⁴ *Ibid.*, p. 116

⁵⁵ L'expression est d'Alphonse Dupront. Cf. *Unité des chrétiens et unité de l'Europe dans la période moderne. XIII^e Congrès International des Sciences historiques*, Moscou, 1970.

⁵⁶ Tel Onno Klopp, *Das Turkenjahr 1683*, publié en 1882.

⁵⁷ Communication d'Anne Blanchard au colloque de Saint-Cyr. Coetquidan, 10 mars 1983.

⁵⁸ Cf. Jean Bérenger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Paris, 1975, p. 54.

par le duc de Lorraine en exil, Charles V, et par le président du Conseil de guerre, le margrave Hermann de Bade. Ce clan l'emportait sur le parti dit « allemand », conduit par le chancelier d'Autriche Hocher, le président du Conseil aulique d'Empire Schwarzenberg, le vice-chancelier d'Empire Königsegg, tous personnages plus modérés envers la France et partisans d'une action énergique à l'est⁵⁹.

L'ennemi numéro un, c'était donc Louis XIV. Il fallut le choc émotif de la levée du siège, le 12 septembre, pour déclencher le processus militaire qui devait aboutir à la récupération de la Hongrie. Pour l'Empereur, l'idéal de Chrétienté coïncidait si intimement avec la défense de ses territoires qu'il n'y avait pas place pour un conflit entre raison d'Etat et conscience religieuse. La seule question que l'on puisse poser, sans pour autant succomber aux charmes de l'*if-history* c'est de savoir si la crainte que le gouvernement turc aurait eu d'un engagement français aux côtés des Autrichiens, aurait suffi à le dissuader d'envoyer ses troupes contre Vienne. La peur était grande, à Constantinople, de la force du roi de France et l'on se souvenait de la *furia francese* des 6 000 hommes du comte de Coligny à la bataille du Szentgotthárd. En sens inverse, le Grand Vizir Kara Mustapha a-t-il cru que le roi de France attaquerait Léopold en même temps que lui ? Est-ce cet espoir qui l'a décidé à assiéger Vienne alors que la logique de la stratégie aurait voulu qu'il se rende d'abord maître de Győr, pièce essentielle des lignes de défense de la Hongrie royale ? Le choix de la paix et de la guerre par le gouvernement ottoman obéit prioritairement à une dynamique interne sur laquelle nous sommes encore peu renseignés. Pendant des siècles, la raison d'être de l'Empire turc avait été la conquête de nouveaux territoires, la guerre se nourrissant elle-même par les *razzia* et le pillage. Etait-il inéluctable que cela continuât ? C'est bien en fonction de la logique propre à l'Empire turc qu'il convient de mesurer l'impact que put avoir, à la Porte, le discours diplomatique tenu par l'ambassadeur de Louis XIV dans les années décisives qui précédèrent la dernière grande offensive contre la Chrétienté.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 105–106. Et du même, *Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est*, « XVII^e siècle », n° 123, avril/juin 1979, p. 181.

LA ROUMANIE ET LA YOUGOSLAVIE FACE À L'ITALIE FASCISTE (1926—1928) : UNE SOLIDARITÉ DÉFAILLANTE ?

CONSTANTIN IORDAN

Le 26 septembre 1924, à la demande de Mussolini qui voulait mettre à l'œuvre une politique secrète considérée « utilissima », Giovanni Roncagli, le secrétaire général de l'« Associazione Nazionale Dalmazia » de Rome, proposait la fondation d'un comité secret balkanique étant « il centro di un'organizzazione segreta internazionale, rivolta a controbilanciare la politica imperialista della Serbia e quella delle potenze che la sorregono »¹. On réclamait des moyens financiers, on fixait les règles ultrasecrètes de coopération, on assurait le plein contrôle des actions par le *Duce* personnellement.

Il s'agit d'une seule preuve, parmi nombre d'autres, qui permet l'assertion que l'objectif de l'« encerclement » de la Yougoslavie a été l'axe central de la politique sud-est européenne du fascisme dans cette période. Les ouvertures et les limites des relations de l'Italie avec les États du Centre et du Sud-Est de l'Europe et, partiellement, avec les grandes puissances furent directement ou indirectement subordonnées à ce but².

Quels furent les adversaires potentiels ou réels sur le chemin de l'accomplissement de cet objectif ? L'évaluation est difficile parce que les intérêts furent multiples. Parmi les grandes puissances, un obstacle sérieux devant l'expansion fasciste aux Balkans a été la France³ ayant une influence solide dans la zone et pas la moindre à Belgrade. Les alliées de la Yougoslavie dans le cadre de la Petite Entente — la Roumanie et la Tchécoslovaquie — étaient des ennemis potentiels, mais leur solidarité à l'égard de l'Italie avait un caractère politique, diplomatique et moral,

¹ *I Documenti diplomatici italiani* (cité par la suite DD1), settima serie 1922—1935, III (23 febbraio 1924—14 maggio 1925), Roma, La Libreria dello Stato, 1959, 517, p. 309 : Roncagli—Mussolini, Rome, 26 sept. 1924.

² Voir : Giampiero Carocci, *La politica estera dell'Italia fascista (1925—1928)*, Bari Laterza, 1969, passim ; Luigi Salvatorelli, Giovanni Mira, *Storia d'Italia nell'periodo fascista*, II, Arnaldo Mondadori, 1972, p. 121 suiv. ; Denis Mack Smith, *Mussolini's Roman Empire*, Penguin, 1977, p. 15 suiv.

³ Arnold Wolfers, *Britain and France between Two Wars. Conflicting strategies of peace from Versailles to World War II*, New York, 1966, p. 142—145. Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 7^e édition, Paris, Dalloz, 1978, p. 99 suiv.

et n'impliquait pas d'obligations militaires ⁴. Dans cette catégorie pourrait être incluse aussi la Turquie kémaliste, même si nous envisageons seulement son attitude vis-à-vis des prétentions d'expansion du fascisme en Asie Mineure ou de la menace représentée par le voisinage du Dodécanèse ⁵.

Quels furent les partisans ou les neutres bienveillants de l'Italie dans sa politique yougoslave ? La Grande Bretagne a joué un rôle spécial. Par son attitude apparemment neutre et désintéressée, le gouvernement de Londres a apporté de grands services au fascisme ⁶. L'amitié Chamberlain-Mussolini a engendré nombre d'embarras et même suspensions parmi les observateurs contemporains. La discrète rencontre de Rapallo (29 déc. 1925) ou les conversations de Livourne (30 sept. 1926), qui ont pratiquement statué un „condominium” anglo-italien dans les Balkans et la Méditerranée Orientale, en offraient les raisons.

Parmi les voisins de la Yougoslavie, l'Albanie a soutenu la politique de Rome en vertu des obligations acceptées par la convention militaire secrète d'août 1925 et les traités de 1926 et 1927, même si en décembre 1924, Ahmed Zogou a pu renverser le gouvernement démocratique de Mgr. Fan Noli grâce à l'appui de certains milieux yougoslaves ⁷.

L'Italie a eu en Grèce un allié moral, tant que les litiges entre Athènes et Belgrade n'ont pas reçu de solutions réciproquement acceptables. Cette solidarité implicite fut alimentée pendant la dictature du général Théodoros Pangalos (1925—1926) par les pressions de l'Italie sur la Turquie réveillant l'idée de la revanche dans certains cercles grecs ⁸.

États vaincus dans la guerre, ayant des tendances révisionnistes envers la Yougoslavie, la Bulgarie et la Hongrie ont été des partisans réels de la politique fasciste. Dans ses rapports avec le gouvernement de Sofia, Mussolini fut préoccupé à empêcher un rapprochement bulgaro-yougoslave — les contacts avec l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne offraient un moyen — et de donner son concours pour la révision des clauses militaires du traité de Neuilly ⁹. Le succès de cette politique était visible en août 1927 lorsque le premier Andrei Liapcev déclarait au ministre italien Renato Piacentini que la « Bulgaria regolerà sempre sua condotta politica verso Serbia sui rapporti italo-jugoslavi, guardando dal lato dell'Italia » ¹⁰.

Le voisinage de la Yougoslavie n'est pas resté sans repercussions sur les relations italo-hongroises. L'objectif principal du cabinet Bethlen

⁴ Voir : Eliza Campus, *Mica Intelegera* (La Petite Entente), Bucarest, 1968, p. 53 suiv. ; Milan Vanku, *Mala Atlantica, 1920—1938* (La Petite Entente, 1920—1938) Titovo Uzice, 1969, p. 27 suiv.

⁵ Voir : Constantin Iordan, *La Turquie kémaliste et l'idée du pacte balkanique dans les années 1925—1926*, « RESEE », XIX, 1981, 2, p. 311—323.

⁶ Voir : Sally Marks, *The Illusion of peace. International relations in Europe 1918—1933*, London, The MacMillan Press Ltd., 1976, p. 66 suiv.

⁷ *Histoire de l'Albanie des origines à nos jours*. Sous la direction de Stefanaq Pollo et Arben Puto, Éditions Horvath, 1974, p. 233 suiv.

⁸ Voir : Harry J. Psomiadis, *The Diplomacy of Theodoros Pangalos. 1925—1926*, « Balkan Studies », Thessaloniki, 13, 1972, 1, p. 1—16.

⁹ Voir : Ilčo Dimitrov, *Българо-италиански политически отношения 1922—1943 г.* (Relations politiques bulgaro-italiennes, 1922—1943), Sofia, 1976, p. 84 suiv.

¹⁰ DDI, 7, V (7 febbraio—31 dicembre 1927), Roma, 1967, 365, p. 357 : Piacentini—Mussolini, Sofia, 20 août 1927.

István était l'affaiblissement de la Tchécoslovaquie¹¹, en premier lieu par un rapprochement de son alliée — la Yougoslavie. Les conversations de Bethlen avec le chef de la diplomatie yougoslave Momčilo Ninčić à Genève (mars 1926) paraissaient offrir de bons auspices. Dans un discours à Mohács, en août, à l'occasion de l'anniversaire de la fameuse bataille, le régent Horthy se montrait favorable aux négociations¹². Les difficultés n'ont pas tardé à surgir et les ingérences de l'Italie n'ont pas du tout été négligeables. En septembre, le sous-secrétaire à Palazzo Chigi, Dino Grandi offrait au gouvernement de Budapest les bons offices pour un rapprochement hongro-yougoslave, proposant un accord tripartite entre Rome, Budapest et Belgrade, signifiant en fait la dislocation de la Petite Entente, l'objectif commun de Mussolini et de Bethlen. Il s'agissait d'une manœuvre dilatoire du *Duce*, puisqu'il communiquait au premier hongrois (octobre) une autre offerte : au lieu d'un accord tripartite, une convention politique bilatérale. Les conséquences de cette tactique furent l'impasse et ensuite l'échec des pourparlers hongro-yougoslaves, la conclusion du pacte italo-hongrois (avril 1927), le concours italien dans le réarmement clandestin de la Hongrie, le déclenchement d'une forte campagne révisionniste magyare¹³.

Quelle fut l'évolution officielle des rapports italo-yougoslaves ? Le traité de Rapallo (nov. 1920), mais surtout les accords Mussolini-Pašić de Rome (janv. 1924) ont consacré le rapprochement nécessaire entre les deux États. L'épineux problème de Fiume était résolu en faveur de l'Italie. Le pacte d'amitié stipulait la collaboration des parties pour le maintien de l'ordre fixé par les traités de paix. La *Skupština* de Belgrade sanctionnait les accords avec une forte majorité (123 voix contre 21)¹⁴. Au début de l'année 1925, se trouvant à Paris, le roi Alexandre avouait à l'ambassadeur italien Romano Avezana que «infatti l'accordo fra Jugoslavia et Italia doveva divenire un dogma nella politica dei due Stati»¹⁵. L'amitié officielle battait son plein au moment de la signature des conventions de Nettuno (20 juillet 1925) réglant notamment le statut des Italiens de Dalmatie et les relations entre le port Zadar et son hinterland. Les accords donnaient nombre d'avantages à l'Italie et c'est pourquoi ils ont été violemment critiqués par les cercles politiques croates et slovènes ; ce fut la raison du retardement de la ratification parlementaire. Toutefois, le souverain de Belgrade remarquait à cette occasion devant le ministre italien Alessandro Bodrero : „Ormai nessuna nube può esistere fra i due paesi perchè con trattati e convenzioni che ci legano si deve poter risolvere tutte le questioni con quello spirito di amicizia che è nostro intendimento rendere ancora più intimo”¹⁶.

¹¹ Voir : Juhász. Gyula, *Hungarian Foreign Policy, 1919—1945*, Akadémiai Kiadó 1979, p. 76 suiv.

¹² Voir : Vuk Vinaver, *Jugoslavija i Madarska, 1918—1933* (La Yougoslavie et la Hongrie, 1918—1933), Beograd, 1971, p. 311 suiv.

¹³ Voir : Nicholas M. Nagy—Talavera, *The Green Shirts and the Others. A History of fascism in Hungary and Romania*, Stanford. 1970, p. 81—82.

¹⁴ Salvatorelli, Mira, *op. cit.*, II, p. 120—121.

¹⁵ DDI, 7. III, 671, p. 412 : Avezana—Mussolini, Paris, 13 janvier 1925.

¹⁶ *Ibidem*, IV (15 maggio 1925 — 6 febbraio 1927). Roma, 1962, 76, p. 59 : Bodrero — Mussolini, Belgrade, 30 juillet 1925.

Quelles furent les causes de la détérioration des rapports bilatéraux ? Le problème est complexe et les motifs furent nombreux : la question istrienne et l'hostilité croate à l'égard de l'Italie, les aspirations fascistes en Dalmatie, la rivalité pour l'influence en Albanie, la politique secrète de Mussolini alimentant les adversités intérieures — surtout le séparatisme croate, les tendances de certains milieux de Belgrade en direction de Salonique, le soutien de l'irrédentisme hongrois et bulgare, l'attitude vis-à-vis de la France.

Quels furent les signes de ce changement radical ? La faillite du projet français d'un accord tripartite Paris—Rome—Belgrade du début de l'année 1926, accord désiré par le gouvernement yougoslave, mais refusé par celui italien, paraît être une première expression concrète de ce nouveau état d'esprit. D'ailleurs Mussolini ne cachait pas qu'il est « *contrario a una combinazione in cui entri la Francia* »¹⁷. Les entretiens Mussolini—Ninčić (25—26 févr. 1926) confirmaient ce résultat négatif. Après la visite à Rome du ministre yougoslave des Affaires étrangères, certains milieux diplomatiques observaient que l'Italie « a agi en cherchant à affaiblir la Petite Entente et l'influence française qu'elle jalousait ; les intrigues à Vienne et à Budapest sont connues ; celles tendant à Bucarest à brouiller la Roumanie avec ses alliées slaves de la Petite Entente et avec la Pologne, ainsi que ses efforts à Belgrade pour compliquer les relations avec la Roumanie ne le sont pas moins »¹⁸. Trois mois plus tard, le ministre italien à Belgrade dressait l'inventaire des accords italo-yougoslaves qui attendaient la ratification, et observait l'état d'esprit contraire aux conventions de Nettuno¹⁹. Dans la même période, les cercles politiques de Belgrade s'inquiétaient de l'évolution de la situation en Albanie, de l'accroissement sensible de l'influence italienne. Irrité par cette attitude, le dictateur fasciste répliquait : « *Il Governo italiano non permetterà che Albania diventi una specie di appendice jugoslavo sottoposta al vigilante sospettoso controllo di Belgrado* »²⁰. La rivalité italo-yougoslave dans le problème albanais était déjà une réalité de plus en plus sombre.

La tension des rapports bilatéraux gagnait de nouvelles dimensions lorsqu'en août—septembre 1926 eurent lieu des manifestations anti-italiennes à Split en faveur de l'union à la Yougoslavie de l'Istrie et des ports Fiume et Zadar²¹. L'attitude intime de Mussolini nous apparaît en toute sincérité dans une note destinée au maréchal Pietro Badoglio, le chef de l'État-Majeur de l'armée : « *Bisogna preparare — senza perdere un minuto (souligné en texte — NdA) di tempo — le 20 Divisioni mobilitabili di cui al nostro programma. Bisogna dare ai nostri Ufficiali una mentalità offensiva ed aggressiva. Frustarli nel loro amore proprio, facendo conoscere le infamie calunniose dei S.H.S. Per fortuna, l'Italia d'oggi è*

¹⁷ *Ibidem*, 237, p. 168 : Mussolini—Bodrero, Rome, 7 février 1926.

¹⁸ Archives d'État Bucarest — Microfilms (cité par la suite AEB—M), Belgique, 35, c. 378 : rap. de Prague, 1016/257, 15 mars 1926, Raymond.

¹⁹ DDI, 7, IV, 323, p. 235—236 : Bodrero—Mussolini, Belgrade, 31 mai 1926.

²⁰ *Ibidem*, 333, p. 243 : Mussolini—Bodrero, Rome, 13 juin 1926.

²¹ *Ibidem*, 412, p. 317 : Grandi—Mussolini, Genève, 8 septembre 1926

capace di infliggere agli S.H.S. una di quelle lezioni che bastano a correggere le storture mentali e politiche di qualunque popolo »²².

La conclusion du traité italo-albanais de Tirana (27 nov. 1926) a provoqué une explosion à Belgrade. Ninčić exprimait sa vive opposition contre cet acte « contrario alla intesa esistente fra i due paesi »²³ et le roi Alexandre avouait au ministre anglais Howard Kennan que le traité de Tirana contenait un danger militaire et n'excluait pas la possibilité d'un proche conflit armé avec l'Italie²⁴. Le 6 déc. 1926 Ninčić démissionna, trois jours plus tard le premier Pašić décédait et le lendemain le gouvernement tombait. Le *Duce* essayait d'apaiser l'atmosphère à Belgrade faisant valoir l'opinion de Chamberlain sur le pacte de Tirana, apprécié comme « un importantissimo e felice avvenimento per la consolidazione della pace nei Balcani »²⁵.

L'évolution négative des relations italo-yougoslaves a atteint un nouveau aspect explosif en mars 1927 lorsque Mussolini s'adressait alarmé aux gouvernements occidentaux dénonçant les préparatifs militaires yougoslaves à la frontière albanaise. Le ministre yougoslave à Paris Miroslav Spalajković réfutait l'accusation et attirait l'attention sur la politique italienne « d'encerclement de la Serbie »²⁶. Après des discussions autour d'un projet britannique de l'envoi d'une commission d'enquête qui a finalement échoué, Chamberlain proposait l'éclaircissement du litige par des pourparlers directes entre Belgrade et Rome²⁷. Mussolini ne cachait sa position devant l'ambassadeur anglais Sir Ronald Graham : « 1) Sul patto di Tirana, io non ho spiegazioni da dare alla Jugoslavia/ . . . / ; 2) Tuttavia, io non mi rifiuterò a conversazioni sui rapporti italo-jugoslavi se la iniziativa di esse partirà da Belgrado, quantunque io preveda che non condurranno a nulla »²⁸. Le gouvernement yougoslave a accepté l'ouverture des négociations directes ; c'était aussi l'attitude du nouveau ministre des Affaires étrangères Voja Marinković dans le cabinet Velja Vukičević constitué en avril 1927²⁹. Mussolini s'est pourtant esquivé d'engager des pourparlers. Le 9 mai, le ministre yougoslave à Rome Milan Rakić sollicitait officiellement une audience chez le dictateur, mais Grandi soulignait que le gouvernement italien n'admettait aucune discussion sur le pacte de Tirana³⁰. La manière humiliante choisie par la diplomatie fasciste a ajourné le début du dialogue. Dans ces circonstances, à la conférence de la Petite Entente de Joachimov (13—15 mai 1927), Marinković déclarait que « dans la dispute avec l'Italie, il ne croit que

²² *Ibidem*, 446, p. 347 : Mussolini—Badoglio, Rome, 2 octobre 1926.

²³ *Ibidem*, 514, p. 401 : Bodrero—Mussolini, Belgrade, 2 décembre 1926.

²⁴ *Documents on British Foreign Policy, 1919—1939* (cité par la suite DBFP). Edited by W. N. Medlicot, Douglas Dakin, M. A. Lambert, Series IA, III, London, 1970, 321, p. 566 : Kennard—Chamberlain, Belgrade, 5 déc. 1926.

²⁵ DDI, 7, IV, 515, p. 404 : Mussolini—Bodrero, Rome, 3 décembre 1926.

²⁶ AEB — Maison Royale—Régence, D. 22/1927, f. 170 : tél. de Paris, 829/21 mars 1927, Diamandy.

²⁷ DBFP, IA, III, 51, p. 103 : Chamberlain—Kennard, Londres, 21 mars 1927

²⁸ DDI, 7, V, 110, p. 121 : Appunto sul colloquio Mussolini—Graham, 1^{er} avril 1927.

²⁹ *Ibidem*, 148, p. 155—156 : Bodrero—Mussolini, Belgrade, 20 avril 1927.

³⁰ *Ibidem*, 192, p. 199—200 : Appunto su colloquio Grandi—Rakić, 9 mai 1927.

la guerre soit exclue ; l'intervention de l'Italie déchainera notre intervention »³¹.

Lorsque les relations italo-yougoslaves paraissaient avoir la chance d'une explication — Mussolini avait formellement accepté à recevoir Rakić — un incident diplomatique (juin 1927) — l'arrestation du dragomane de la légation yougoslave de Tirana³², la protestation véhémement de Belgrade et la rupture des relations diplomatiques albano-yougoslaves — a provoqué des difficultés nouvelles dans les rapports Belgrade—Rome. L'incident fut clos en juillet par un compromis suggéré d'Occident³³.

L'atmosphère de méfiance et de tension s'est de nouveau accentuée en automne. La signature du traité d'amitié franco-yougoslave (11 nov. 1927) a paru aux yeux de Mussolini comme un affront à l'Italie. Les conséquences étaient graves selon le dictateur qui voyait éclatée « una ondata di italofochia imperversante in tutta la Jugoslavia. [...] Ora si parla a Parigi e a Belgrado di un vero tentativo di accerchiamento dell'Italia »³⁴. La réponse fasciste fut la conclusion du deuxième traité avec l'Albanie (22 nov. 1927) instituant un quasi-mandat italien³⁵. La réaction de Belgrade fut alors plus modérée, mais Marinković rappelait à Bodrero que le pacte de Rome du 27 janvier 1924, conclu pour 5 ans, pouvait être dénoncé une année avant le terme, observant également que le traité d'amitié « non ha avuto quella efficacia che i suoi stipulatori si attendevano »³⁶, allusion peu dissimulée à l'imminence d'une dénonciation. Toutefois, un protocole signé le 25 janvier 1928 prorogeait le traité pour 6 mois — donc jusqu'au 28 juillet 1928. Un renouvellement du pacte de Rome n'est pas intervenu en été, ainsi que l'amitié officielle italo-yougoslave cessait d'exister, celle-ci malgré la conviction de Mussolini sur « l'alta missione pacificatrice affidato all'Italia, unica grande potenza confinante cogli agitati Balcani »³⁷. Cependant, précisément en été 1928, le fascisme trouvait des occasions nouvelles pour appuyer le séparatisme croate après les événements tragiques de la *Skupština* dont la victime fut Stjepan Radić, le chef des agrariens croates.

Au milieu de l'année 1928, l'évolution des rapports italo-yougoslaves — excellents en janvier 1924 — enregistrait un bilan totalement négatif, même si, enfin, Rome obtenait la ratification des accords de Nettuno.

Mussolini avait-il réussi à transformer l'Adriatique dans une *mare nostrum*, à « encercler » la Yougoslavie, à démanteler la Petite Entente, à s'assurer la primauté dans l'Europe centrale et du Sud-Est dans la compétition avec la France ?

Ce sont des questions auxquelles nous essaierons de répondre en analysant la position de la Roumanie à l'égard de la politique fasciste

³¹ Archives du Ministère des Affaires Étrangères de la R. S. de Roumanie (cité par la suite AMAE), La Petite Entente, VIII. 1. 200—201 : procès verbal de la conférence de Joachimov.

³² DDI, 7, 233 p. 238 ; Mussolini—Bodrero, Rome, 3 juin 1927.

³³ AMAE, F 71 Albanie, 1922—1934, f. 15—16. rap. de Tirana, 403/24 juillet 1927, Traudafirescu.

³⁴ DDI, 7, V, 545, p. 519 · Mussolini—Bordonaro (Londres), Rome, 14 novembre 1927.

³⁵ Salvatorelli, Mira, *op. cit.*, II, p. 148—149.

³⁶ DDI, 7, V, 672, p. 611 : Bodrero—Mussolini, Belgrade, 12 décembre 1927.

³⁷ *Ibidem*, VI (1 gennaio—23 settembre 1928), Roma, 1967, 535, p. 475 : Mussolini aux ambassadeurs à Londres, Paris, Washington. Rome, 6 août 1928.

dans la zone, en général, et particulièrement vis-à-vis de la Yougoslavie. Le problème présente de l'intérêt vu que dans l'accomplissement de ses objectifs Mussolini a accordé un grand rôle à la Roumanie — l'alliée de la Yougoslavie — dans son projet de disloquer la Petite Entente et de forger sa propre constellation politique, un accord sous l'égide de l'Italie sur l'axe Rome—Budapest—Bucarest—Sofia, dont le caractère anti-yougoslave et anti-français était trop clair. Cette idée s'est dessinée dans la deuxième moitié de l'année 1926, pendant la négociation du traité italo-roumain, au cours des manœuvres déjouant le rapprochement entre Budapest et Belgrade et à l'occasion de l'entrevue de Mussolini avec Athanas Burov, le chef de la diplomatie bulgare (octobre), à Rome. Si le dictateur avait des raisons sérieuses pour espérer un accueil favorable à Budapest et à Sofia, alors sur quoi a-t-il misé quant à la réceptivité du gouvernement de Bucarest dans cette diversion destinée à saper la Petite Entente et, implicitement, l'influence de la France ?

Jusqu'en 1925, les relations roumano-italiennes ont été plutôt froides. Le premier libéral I. I. C. Brătianu n'avait pas de sympathies pour l'Italie, et dans l'effort de consolidation de l'indépendance économique du pays, le gouvernement n'était pas disposé à accepter toute une série de concessions réclamées par les milieux italiens. Toutefois, la Roumanie était intéressée dans la conclusion des accords politiques qui pouvaient offrir des garanties pour l'unité d'État et l'intégrité des frontières. À la fin de l'année 1925, lorsque les pourparlers pour un traité politique avec la France avançaient ³⁸, le ministre italien à Bucarest Carlo Durazzo plaidait pour le resserrement des relations avec la Roumanie, suggestion accueillie favorablement par Mussolini. Le diplomate attirait sérieusement l'attention du dictateur sur l'obstacle principal dans la réalisation d'un rapprochement, l'indifférence de l'Italie à l'égard du problème de la ratification du protocole de Paris (28 oct. 1920) concernant l'union à la Roumanie du territoire d'entre le Pruth et le Dniester. Durazzo ne cachait pas que cette question « è sentita da tutti i patrioti romeni, senza distinzione di partito, comme la questione più scottante dell'attuale vita politica romana e quasi come la pietra di paragone dei veri amici della Romania » ³⁹.

Les négociations politiques — dont l'initiative a appartenu à l'Italie ⁴⁰ — sont devenues plus faciles aux yeux de la diplomatie fasciste après l'avènement au pouvoir, au printemps de l'année 1926, du gouvernement du général Alexandre Averescu, connu à Rome pour son « italo-philie » (études militaires à Turin, mariage avec une italienne, ami personnel du maréchal Badoglio). Les premières conversations ont mis en lumière les repères d'une possible solidarité roumano-italienne ; le gouvernement de Bucarest comptait sur la ratification qui tardait, celui de Rome sur diverses concessions, y compris de nature politique. Vu les options générales de politique étrangère de deux États, des divergences pas du tout négligeables surgirent en bref délai. La cause en était l'attitude

³⁸ Voir : Constantin Iordau, *Lespre negocierile privind inchetarea alianței franco-române (10 iunie 1926)* (Autour des négociations concernant la conclusion de l'alliance franco-roumaine, 10 juin 1926), « Revista de istorie », t. 29, 1976, 2, p. 223—232.

³⁹ DDI, 7. IV, 197, p. 145 : Durazzo—Mussolini, Bucarest, 13 décembre 1925.

⁴⁰ AEB—M. Angleterre, 439, c. 347 · conversation Wellesley—Titulescu, 18 fév. 1926.

totale­ment différente des parties à l'égard de la France et implicite­ment de la Yougoslavie. La signature du traité d'amitié franco-roumain (10 juin 1926, mais publié à peine en janvier 1927) dont Mussolini avait eu vent a engendré du déplaisir à Rome. À l'observation de Averescu du juillet 1926 concernant le caractère platonique du projet du traité soumis à son attention par Palazzo Chigi, Mussolini soulignait clairement son mécontentement devant l'attitude du gouvernement roumain vis-à-vis de la France qui a « nociuto alla serietà e solidità del negoziato »⁴¹. La future rencontre Mussolini-Averescu devait offrir au dictateur l'occasion d'obtenir certaines concessions, enchérissant sur la carte de la ratification. L'avantage politique était pour Rome un pacte italo-bulgaro-roumain ou « un patto bulgaro-romeno concluso sotto l'egida d'Italia »⁴². Le 16 sept. 1926, les deux chefs des gouvernements signaient à Rome le pacte d'amitié italo-roumain ayant le caractère platonique du projet. Un échange de lettres contenait la promesse de la ratification, ajournée jusqu'à une date convenable aux intérêts généraux de l'Italie. Ce fait a provoqué une grande déception en Roumanie⁴³. Mussolini considérait que ce chantage donnera les résultats voulus, dans la période suivante définissant le projet de l'axe Rome-Budapest-Bucarest-Sofia.

En janvier 1927, le dictateur dévoilait ses vraies intentions, en réclamant des compensations pour les dommages hypothétiques supportés par l'Italie dans l'éventualité de la ratification, référence explicite à l'avenir des relations italo-soviétiques. Il écrivait dans ce sens à Durazzo, soulignant que cette compensation « deve esserci offerta dalla Romania sul tereno politico danubiano ; sotto l'egida ed eventualmente colla partecipazione della Italia, la Romania deve tendere a realizzare un accordo coll'Ungheria, da un parte, e colla Bulgaria, dall'altra »⁴⁴. Dans ce contexte, Mussolini réclamait d'un ton cominatoire la réponse de Averescu à l'idée du resserrement des rapports de la Roumanie avec la Hongrie et la Bulgarie, « facendo loro opportune concessioni di ordine economico e culturale »⁴⁵. Le premier roumain a esquivé une attitude précise⁴⁶ et les investigations faites par Durazzo dans les milieux politiques concernant la situation de la Roumanie dans le cadre de la Petite Entente lui imposaient la conclusion selon laquelle « oggi la probabilità di veder uscire la Romania fuori di questo sistema di alleanze sono ancora molto limitate »⁴⁷. L'achèvement des espoirs de Mussolini ne trouvait pas un terrain propice à Bucarest, malgré l'italophilie de Averescu, qui n'avait ni la force, ni le prestige d'imposer de nouvelles directions dans la politique étrangère du pays. D'ailleurs, cette réalité était connue à Paris, Aristide Briand saisissant la position du gouvernement de Bucarest : « Si la Roumanie se trouve ainsi liée aujourd'hui à la fois vis-à-vis de la France et de l'Italie, il semble bien cependant que l'entente avec la France demeure

⁴¹ DDI, 7, IV, 379. p. 287 : Mussolini—Durazzo, Rome, 23 juillet 1926.

⁴² *Ibidem*, 401, p. 310 : Appunto di Mussolini, Rome, 31 août 1926.

⁴³ AEB—M. Angleterre, 440, c. 287. rap. Bucarest, 310/28 sept. 1926, R. C'regg.

⁴⁴ DDI, 7, IV, 580, p. 453 · Mussolini—Durazzo, Rome, 16 janvier 1927

⁴⁵ *Ibidem*.

⁴⁶ *Ibidem*, 585, p. 456—458 : Durazzo—Mussolini, Bucarest, 25 janvier 1927.

⁴⁷ *Ibidem*, V, 28, p. 18 : Durazzo—Mussolini, Bucarest, 21 février 1927.

la base essentielle de sa politique et que le rapprochement avec l'Italie demeure jusqu'à un certain point artificiel »⁴⁸.

Palazzo Chigi tentait une évaluation de la situation dans la perspective de la ratification. Raffaele Guariglia notait que les discussions eues à Bucarest « hanno dimostrato, tuttavia, che nel momento attuale, e per lungo tempo ancora, non è da prevedersi la possibilità di un utile riavvicinamento tra la Romania, la Bulgaria e l'Ungheria ; mentre da un lato l'alleanza politico-militare fra la Romania e la Jugoslavia e considerata quasi unanimamente in Romania non solo utile, ma necessaria, e dall'altro la convenienza di restare nel quadro della Piccola Intessa, completato dall'alleanza politico-militare romeno-polacca resta per Bucarest un dogma politico fondamentale »⁴⁹. Le 8 mars 1927 l'Italie a ratifié le protocole de Paris, mais pour faire de nouvelles pressions sur la Roumanie afin d'obtenir les concessions désirées, Mussolini et Bethlen signaient le pacte d'amitié italo-hongrois du 5 avril 1927⁵⁰. Ce traité a déclenché de vives réactions à Prague, Belgrade et Bucarest. La menace révisionniste a renforcé la cohésion des États de la Petite Entente, le bilan de la conférence de Joachinov (mai 1927) en étant une preuve éloquente. Le fait était enregistré même à Budapest, le ministre des Affaires étrangères Walko Lajos déclarant au chargé d'affaires de Belgique Jacques Davignon : « La Petite Entente avait besoin d'une affirmation de sa vitalité et de l'accord existant entre ses membres ; cette manifestation s'est produite. C'est ce qu'il faut retenir de la réunion de Joachinov »⁵¹. D'ailleurs, pour dissiper les doutes concernant la position de la Roumanie — l'Italophilie de Averescu avait engendré de la nervosité à Belgrade — le ministre des Affaires étrangères I. M. Mitilineu déclarait sans ambages : « L'Italie est notre amie, mais la Yougoslavie est notre alliée »⁵².

Jusqu'à la chute du cabinet Averescu au début du juin 1927, les projets de l'Italie ont échoué, et le plan de l'entente italo-hongroise-roumano-bulgare s'est avéré illusoire. Le bilan de l'évolution des relations italo-roumains des derniers mois obligeait Durazzo à constater qu'en mars, après la ratification, « a Belgrade si guardò allora all'alleata Romania con non celato sospetto come se essa si prestasse al tentativo di accerchiamento italiano della Jugoslavia »⁵³. Le diplomate italien remarquait en même temps : « se la nostra azione politica vuole cui mantenersi sopra il terreno di un'attuale ed attuabile realtà e necessario riconoscerne obbiettivamente i limiti. [...] Tali limiti sono oggi costituiti : 1) Dalla ancor ferma ed insostituibile adesione agli interessi comuni di conservazione e di difesa contro gli Stati ex vinti (Ungheria e Bulgaria) che legano la Romania agli altri due Stati della Piccola Intesa ; 2) dalla stretta affinità di cultura, di tradizioni militari, di interessi politici che legano la Romania all'alleanza ed alla influenza francese »⁵⁴.

⁴⁸ AEB—M France, 183, c. 785 : Instructions à Clinchant, Paris, 22 janv. 1927

⁴⁹ DDI, 7, V, 54, p. 60 : Rome, sans date, mais probable avant 7 mars 1927.

⁵⁰ Juhász, G., *op. cit.*, p. 83—85.

⁵¹ AEB—M Belgique, 46, c. 455 · rap. de Budapest, 397/165, 25 mai 1927, Davignon.

⁵² *Ibidem*, c. 47 : rap. de Bucarest, 525/262, 2 juin 1927, Schneidauer.

⁵³ DDI, 7, V, 270, p. 267 · Durazzo—Mussolini, Bucarest, 12 juin 1927.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 268.

Dans ces circonstances, Nicolae Titulescu était appelé à la tête de la diplomatie roumaine (6 juillet 1927) dans le nouveau cabinet libéral présidé par I. I. C. Brătianu. Les manifestations du révisionnisme hongrois — la campagne Rothermere, l'affaire des optants⁵⁵ — et bulgare — les activités de l'O.R.I.M.⁵⁶ — jouissaient du soutien de l'Italie, et ces réalités préoccupaient le gouvernement roumain.

En automne on a véhiculé l'idée d'un voyage de Titulescu à Rome, étant sollicité dans ce sens par Grandi à Genève, en septembre. Les débats sur l'affaire des optants au Conseil de la S.D.N. ont mis de nouveau en relief la solidarité italo-hongroise. Devant le ministre de France à Bucarest, Titulescu motivait le refus de l'invitation remarquant qu'il voulait bien « de l'amitié italienne dans le cadre de la solidarité européenne », mais il ne voulait pas une politique « où l'Italie se substituerait à la France »⁵⁷. Louis Clinchant reproduisait une phrase de Brătianu : « L'Italie nous a demandé de sacrifier nos vrais amis » et le diplomate français entendait « qu'il y a eu de la part de l'Italie une tentative de débauchage »⁵⁸.

Toutefois, l'idée d'une rencontre avec Mussolini était finalement acceptée par Titulescu⁵⁹. Dans les semaines antérieures à la visite — projetée pour la fin de novembre — deux événements importants agitèrent de nouveau l'échiquier politique. La conclusion du traité d'amitié franco-yougoslave (11 nov.) a représenté un nouvel obstacle à la politique fasciste de « l'encercllement » de la Yougoslavie. La dégradation des rapports italo-yougoslaves fut l'une des conséquences immédiates, accentuée par la réaction de Rome : le deuxième traité italo-albanais (22 nov.), une nouvelle menace à l'adresse de la Yougoslavie. L'atmosphère était particulièrement tendue et la mission de Titulescu s'annonçait difficile. Son attention s'est concentrée alors vers la réalisation d'une détente dans les rapports italo-français, qui aurait eu des répercussions positives sur les relations Rome-Belgrade. La modalité trouvée fut la médiation, grâce aux efforts du ministre roumain à Paris, Constantin Diamandy, d'un *modus vivendi* franco-italien concernant l'établissement des sujets et des institutions respectives dans les deux pays, action développée dans un rythme alerte à la fin de novembre et achevée le 3 décembre 1927⁶⁰.

Contraint par la maladie et aussi par la situation créée à la suite de la mort de Brătianu, Titulescu ajournait le voyage à Rome⁶¹.

Aux premiers jours de l'année 1928, l'émotion provoquée par la découverte de l'« affaire des mitrailleuses » — un épisode du réarmement clandestin de la Hongrie — se faisait sentie dans les capitales des États

⁵⁵ Voir : Ozer Carmi, *La Grande Bretagne et la Petite Entente*, Haifa, 1972, p. 123 suiv.

⁵⁶ Ivan Mihailov, *Спомени, III, Освободителна борба, 1924—1934 г.* (Mémoires. III La lutte de libération. 1924—1934), Bruxelles. 1967. p. 81 suiv. ; Ильо Димитров, *България на Балканите и в Европа* (La Bulgarie dans les Balkans et en Europe). Sofia. 1983, p. 11 suiv.

⁵⁷ AEB—M. France. 183, c. 849 : tél. de Bucarest, 147—148/21 oct. 1927, Clinchant.

⁵⁸ *Ibidem*, c. 850.

⁵⁹ DDI, 7, V, 484, fp. 473 Durazzo—Mussolini, Bucarest. 24 oct. 1927.

⁶⁰ Voir Constantin Jordan, *La Roumanie et les relations franco-italiennes dans les années 1926—1927. Une page de l'histoire de la diplomatie roumaine.* « Revue Roumaine d'Histoire », XIV. 1975, 2, p. 327—340.

⁶¹ DDI. 7, V, note 3, p. 588.

de la Petite Entente. L'affaire a mis en cause — même si alors seulement d'une façon colatérale — l'Italie également ⁶².

À la fin de janvier, Titulescu commençait un long voyage en Occident, la première étape étant Rome. Dans la perspective de la rencontre avec Mussolini, Durazzo soulignait entre autres : « Sapevamo, prima della ratifica, come sappiamo ora che non era e non è il caso di contare sopra un cambiamento di fronte della Romania nel quadro delle sue attuali alleanze ed amicizie » ⁶³. Le 25 janvier 1928, Titulescu rencontrait Mussolini pour la première fois. La conversation, qui a duré deux heures, a mis en évidence — entre autres — d'une part, les efforts du dictateur de persuader son interlocuteur sur le danger de la politique yougoslave pour la paix du sud-est européen, la responsabilité du gouvernement de Belgrade pour la crise existant dans les rapports italo-yougoslaves, mais aussi sa conviction qu'il « è il momento in cui il centro politico di gravità dei Balcani può spostarsi da Belgrado a Bucarest », et, d'autre part, la conception de Titulescu sur le rôle de la Petite Entente, dont les membres « sono uniti quando si tratta di difendere i trattati di pace » et le niveau des relations avec la France : « Se vi si dicesse che la Romania può inaugurare una politica antifrancesa o di distacco dalla Francia, vi si direbbe una menzogna » ⁶⁴. Le séjour à Rome offrait au ministre roumain des Affaires étrangères l'occasion d'une entrevue avec Milan Rakić auquel il conseillait une reprise des négociations avec Rome sur des bases plus concrètes et lui évoquait la nécessité de la ratification des accords de Nettuno ⁶⁵. Dans une discussion privée avec l'ambassadeur Graham, Titulescu était préoccupé de l'avenir des relations italo-yougoslaves et assurait le gouvernement de Londres de son concours à Belgrade en vue d'une détente ⁶⁶.

Mussolini a beaucoup apprécié le bilan des conversations avec Titulescu. Une seule preuve : les missions diplomatiques italiennes ont reçu l'ordre exprès de faire toute la publicité possible aux déclarations de Titulescu à Rome ⁶⁷. Le dictateur a interprété la plupart des opinions du ministre roumain d'une manière strictement personnelle, voyant dans l'attitude de Titulescu une disposition aux concessions dans les directions voulues par la diplomatie fasciste. C'est ainsi que Mussolini aimait croire qu'il avait réussi à faire une brèche dans la solidarité roumano-yougoslave. Grave erreur ! Titulescu a constamment milité pour une solution pacifique des litiges italo-yougoslaves, et l'alliance entre Bucarest et Belgrade est sortie renforcée dans la lutte contre le révisionnisme. Le voyage de Titulescu à Belgrade (juin 1928) en fut une expression pregnante, « l'attestation — selon l'opinion du ministre français Émile Dard — d'une étroite solidarité que les deux gouvernements désirent rendre encore plus

⁶² *Ibidem*, VI, 23, p. 17. Mussolini—De Calboli (Genève), Rome, 16 janv. 1928.

⁶³ *Ibidem*, 25, p. 24 : Durazzo—Mussolini, Bucarest, 16 janvier 1928.

⁶⁴ *Ibidem*, 46, p. 51—54 : Appunto sul colloquio Mussolini—Titulescu.

⁶⁵ *Ibidem*, 53, p. 58 : Mussolini—Piacentini (Sofia), Rome, 26 janvier 1928.

⁶⁶ DBFP, IA, I, 128, p. 237—239. Graham—Tyrell, Rome, 3 février 1928.

⁶⁷ AMAE. Italie. Relations avec la Roumanie, 1926—1930, 62, f. 14 : rap. de Tirana, 89/13 février 1928, Popescu—Pascani.

intime »⁶⁸. Le chef de la diplomatie roumaine ne perdait pas l'occasion d'insister de nouveau sur l'utilité d'une amélioration des rapports italo-yougoslaves, un signe en étant la ratification des conventions de Nettuno, car « il ne fallait rien brusquer et laisser le temps opérer son œuvre de conciliation »⁶⁹.

Les mêmes conclusions se dégageaient du bilan de la conférence de la Petite Entente de Bucarest, toujours en juin. En remarquant le succès de la réunion, le ministre italien Gabriele Preziosi saisissait — après une entrevue avec Titulescu — le vrai état d'esprit vis-à-vis de Rome : « Ancora dunque una volta la Piccola Intesa ha cercato salvare le apparenze con dichiarazioni d'amicizia e di deferenza verso l'Italia »⁷⁰.

Quelques délimitations s'imposent en guise de conclusion. Les objectifs fondamentaux de la politique italienne dans le sud-est européen aux années 1926—1928 ont été « l'encerclement » de la Yougoslavie, le démembrement de la Petite Entente et la substitution de l'influence de la France par la réalisation d'une entente sur l'axe Rome-Budapest-Bucarest-Sofia. Pour l'achèvement de ces buts, Mussolini a fortement compté sur le concours de la Roumanie — l'alliée de la Yougoslavie, le moyen choisi étant le chantage. Mise à l'épreuve par les circonstances et les pressions de Rome, la solidarité roumano-yougoslave est sortie consolidée devant les menaces du révisionnisme fasciste.

⁶⁸ AEB—M. France, 184, c. 32 : tél. de Belgrade, 230/15 juin 1928, Dard.

⁶⁹ *Ibidem.* c. 38 : rap. de Belgrade, 117/16 juin 1928, Dard.

⁷⁰ DDI, 7, VI, 435, p. 378 · Preziosi—Mussolini, Bucarest, 24 juin 1928.

THE CONCEPT OF POLITICAL TRADING IN PEACETIME. THE BRITISH GOVERNMENT AND TRADE WITH SOUTH-EASTERN EUROPE, 1938—39

M. J. ROOKE
(Maidstone, Kent)

INTRODUCTION

The British official historian is of course correct when he writes of Britain's wartime ministry of economic warfare that in the three years before September 1939 "a considerable amount of detailed planning was done"¹ which enabled economic warfare to be put into effect. Such activities as denial of raw materials through pre-emptive deals, though planned, nevertheless were regarded by peacetime British governments as hostile 'strategic' measures in the tradition of blockade and to be implemented in wartime. However September 1939 was also preceded by, admittedly fumbling and in some quarters half hearted, attempts to get to grips with the question of whether the commercial practises of a non *dirigiste* parliamentary democracy could, or should, be so adapted as to challenge a totalitarian state on its own grounds.

The erratic development of policy can be traced in the scattered references in the cabinet, treasury, foreign office and board of trade papers held at the Public Record Office, London; from these sources it is clear that that policy can often best be understood in terms of the readiness of this or that overworked official or minister to press his own view in a new area.

THE PROBLEM: THE GERMAN ECONOMIC PENETRATION OF SOUTH-EASTERN EUROPE AND THE LIMITS ON BRITISH COUNTER ACTION

France had a largely agrarian economy so that French governments, even when politically sympathetic to states in south-eastern Europe, could offer relatively little in the economic sphere since imports, such as Balkan cereals, could only be at the expense of the domestic producer or, for example in the case of tobacco, the French colonies. Economic and geographic considerations dictated that the largely agrarian Balkan states, heavily dependent on a few exports, should find their largest

¹ N. H. Gibbs, *Grand Strategy Vol. I* (History of the Second World War, ed. J.R.M. Butler) (H.M.S.O., 1976), p. 677.

market in Germany and that Germany should also be the industrialised area from which these states imported manufactured goods; in the depression years from 1929, though the volume of their trade declined, the proportion of exports to and imports from Germany increased. The dependence on Germany was increased by the development of bilateral clearing agreements under which what for convenience will be called the 'Balkan' * importer met the cost of his German purchases in his own currency, paying into an account credited to Germany in his national bank; the German importer paid *Reichsmarks* to the agreed value of his Balkan raw materials into a German bank and the exporters of the two countries drew their customers' payments from the same accounts in their own country. This disguised barter was forced on Germany by her lack of hard currency, such as sterling or dollars, but the nazis did not fail to exploit the way in which the clearings locked the Balkan partner into the position of client state, given that partner's lack of either an alternative outlet for its goods or hard currency with which to purchase in other markets. Thus a favourable balance of trade for the Balkan state only resulted in German credits which could not be spent elsewhere, while the Germans within an artificial bilateral exchange rate could establish reciprocal prices high in "world price" terms. These would price the Balkan state's exports out of the world's markets unless it could barter its exports to "pay" for imports from alternative sources and the additional complementary trade partner in the west would clearly have to be not France but Britain.

However comparable measures were not open to a British government even if it had been prepared to use them. When "Britain" imported or exported it was private finance and private companies which were involved. It was deceptively easy to argue, for example, that 2% or 3% of tobacco from Greece (or Turkey or Bulgaria) blended in British cigarettes would give these states sufficient sterling with which to purchase in other markets, probably Britain, and so allow them room for manoeuvre in negotiations with Germany. In practice the British consumer could detect, and reject, the tobacco which could be grown in the Balkans and no single brand would drop its "pure Virginia" label and ruin its trade. Objections to e.g. Romanian wheat or Yugoslav bacon were equally strong; quite simply the British trade considered that better and cheaper products, with fewer transport difficulties, were to be had elsewhere. (The Balkan governments and their sympathisers who criticised Whitehall's apparent indifference to Balkan products did not, of course, make equally heavy weather of the fact that in the same liberal democratic system the defaulted Balkan bonds, left in *private* British hands, did not officially influence government trade negotiations.)

The British government of course regulated trade in the sense that Britain was no longer a free trade nation; protective duties and sometimes quotas were imposed on imports, with lower rates of duty constituting imperial preference and special arrangements made, for commercial reasons, for certain other imports or trade partners. In addition, certain

* In the political sense of 'Balkan Entente' (Greece, Romania, Turkey, Yugoslavia) plus Bulgaria

other controls applied such as the licensing of arms exports by the armed services ministries.

One departure from this pattern had been the British government's participation in the League of Nations economic sanctions applied against Italy in 1935–36 as a result of Mussolini's invasion of Abyssinia. Arising from these essentially negative sanctions had been the question of whether positive economic aid should be afforded to smaller states. The British government had agreed to take extra quotas from Yugoslavia, 20% of whose export market was in Italy, for the duration of sanctions only. However, despite foreign office persistence, other interested ministries had remained opposed to any further privileges for applicants as various as France, Norway and Bulgaria.

There was no general intention on the part of government and little ability to use trade as an adjunct of foreign policy, i.e. to sell without regard to subsequent payment, to purchase without regard to price or quality or demand for the product, to withhold sales and purchases pending a political favour. Quasi-clearings were, reluctantly, negotiated with Romania and Turkey in 1935–36, as they had been with other states, including Germany, in a treasury attempt to attach a proportion of those states' sterling earnings to pay off debts² but such arrangements depended on the co-operation of British importers.

Britain had no economic overlord, no "Four Year Plan" to guide a trade policy in 1938. At the foreign office the permanent under secretary was the correct *Sir Alexander Cadogan*, who did not attempt to impose his own policy on this or on any other matter. He was, however, harried by his predecessor, *Sir Robert Vansittart*, who was a passionate advocate of measures to reduce German influence and who had been "promoted" to a position of impotence at the end of 1937 as chief diplomatic adviser. The assistant under secretary superintending, *inter alia*, the "Southern" department, which dealt with central/south-eastern Europe and Italy, was *Sir Orme Sargent* and that department was headed by *Maurice Ingram*. The foreign office also had its own economic relations department, under *Frank Ashton-Gwatkin*, but this department had less influence than its title suggested and had been formed in 1933 only after a vain attempt by Ashton-Gwatkin to integrate commercial and financial negotiations with diplomacy.

Ashton-Gwatkin's views, put forward by his superiors, had provoked clashes with the permanent head of the treasury, *Sir Warren Fisher*, and the board (ministry) of trade and eventually a bridge had been created between the latter and the foreign office in the jointly administered department of overseas trade which the foreign office never succeeded in subordinating to itself³.

An autonomous department of the board of trade itself was the exports credits guarantee department (ECGD) whose function was to insure British business against losses incurred through bad overseas debts in return for a premium. The availability of an ECGD "cover" was

² e.g. Cmd. 4802 8/2/35, *Roumania No: 1 1935* (H.M.S.O.).

³ F. Ashton-Gwatkin, *The British Foreign Service* (Syracuse, U.S.A. 1950), pp. 19–20, 70.

of crucial importance to a company and if the ECGD declined to consider an enterprise credit-worthy there was slim chance of any other source of cover in the City. The guarantee was, moreover, a negotiable instrument which could be discounted with a bank for immediate cash payment. The decisions of the ECGD were completely non-political and were based on the findings of a board of businessmen judging by commercial criteria. This department was also barred, on moral grounds, from financing the export of "munitions of war", the definition of which had proved surprisingly elastic.

Special mention should be made of two senior civil servants whose views and services could be sought by the government. The chief economic adviser to the government, *Sir Frederick Leith-Ross*, was attached to the treasury; the chief industrial adviser, *Sir Horace Wilson*, had been seconded for service at 10, Downing Street.

Apart from this cumbersome basic set-up other government departments might be involved in specific sales: e.g. the ministry of agriculture and the dominions and colonial offices where the import of cereals was envisaged or the air ministry if the sale of aircraft were under discussion. Even when government policy had been agreed, its *laissez faire* relations with industry and finance often necessitated further rounds of negotiations with representatives of one British industry, or of a single company or bank.

RESISTANCE TO POLITICAL TRADING BEFORE JUNE 1938

Before mid-1938 there had been sporadic attempts from within the foreign office to meet requests for British markets or credits and British goods, particularly arms, but Vansittart or Ingram alone had been able to do little within the loose British system. Occasionally the treasury could be persuaded to make known to the Bank of England that a merchant bank, in seeking to borrow in order to loan to an exporter selling on credit, would be acting in the national interest. Usually pressure had to be applied at ministerial level and though before 1938 the foreign office had an active combination in its foreign secretary, Anthony Eden (who resigned in February 1938) and Vansittart, the two frequently faced the more formidable one of Neville Chamberlain, the chancellor of the exchequer, and Warren Fisher at the treasury.

Chamberlain was a doughty opponent even alone. On one occasion in 1936 Eden and Swinton, the secretary of state for air, had even had the support of Fisher for a project to fund a bogus "independent" airline which was to have taken over a new and unprofitable Greece-Egypt route in order to keep out *Lufthansa*. This did not prevent Chamberlain from scotching such unorthodox and loss-making trading⁴. Often the chancellor's opposition hinged not so much on the financial risk proposed out of political considerations as to the very intrusion of 'politics' into a 'business' area. Thus in February 1937 he opposed in cabinet any suggestion

⁴ Public Record Office, Cab. 23/84 43 (36), 17/6/36; F.O. 371, 20446 A.S.M. (36) 1st Mtg., etc. (Further references to ministry archives refer to P.R.O.).

that the government should use the board of trade's ECGD to promote trade for political reasons.⁵ Vansittart subsequently obtained the support of the president of the board of trade (Runciman) for a narrowing of the definition of "munitions", which by 1937 included such items as tents and flasks, to enable manufacturers to export more of such equipment to rearming states on credit and with government export credit cover⁶; however Chamberlain, to the disgust of the board's officials, invented the doctrine that the treasury could define "munitions"⁷. Subsequent admiralty efforts to embody a narrow definition of munitions in legislation, though backed by the foreign office, were defeated by treasury and board opposition.

Yet by 1938, despite determined British efforts to come to terms with Mussolini, even the orthodox, sensitive to the whole question of Britain's Mediterranean communications and her position in the middle east, were prepared to do something for Turkey. The thin end of a foreign office wedge was inserted in March 1938 which eventually resulted, in May, in special legislation, with attendant publicity, enabling Turkey to place orders, on credit, in Britain for "munitions of war": warships and coastal guns totalling £ 6 million⁸, even though Chamberlain, now prime minister, acknowledged to his colleagues that the Turks might never be in a position to pay.

This was regarded as exceptional. For example, the senior treasury official responsible for external affairs, S. D. Waley, opposed any policy of "non-commercial" loans, on the grounds of cost, of course, but also because he questioned the political desirability of saying "yes" or "no" to applicants on political grounds⁹. Leith-Ross, more sympathetic, raised a further political objection, that nazi Germany was as likely to over-run the Danubian Countries as buy elsewhere if her supply of cereals, oil and raw materials dried up¹⁰.

At the foreign office among senior officials only Vansittart himself, angered, frustrated and ignored, continued to assert that a whole belt of Baltic, central and south-eastern European states could all be saved from German control by urgent British action. The only "action" in this region remotely likely to be acceptable to the government was subsidy, but even this implied manipulating trade for political ends.

For his colleague Sargent the vitally important area within what was termed "central and south-eastern Europe" was the Mediterranean seaboard of Turkey and Greece. Although Germany's influence was growing in other states of the area—Hungary, Romania, Yugoslavia, Bulgaria—in Sargent's view it was of *strategic* importance to Britain that Greece should not fall under direct or indirect German control. Because it was held by the armed service ministries that an alliance would offer nothing to Britain and only impose a further strain on Britain's military resources

⁵ Cabinet 23/87 5 (37) : 9 3/2/37

⁶ Foreign Office 371/21194 R1494 13/3/37.

⁷ Board of Trade 11/695 CRT 6005/36 ECGD *passim*.

⁸ F.O. 371/21917 E1516 24/3/38, etc.

⁹ F.O. 371/21917 E1845 Waley (Treas.) to Oliphant (F.O.) 31 3/38.

¹⁰ F.O. 371/22341 R3318 L-Ross to Lord De La Warr 25/3/38.

he had by 1938 come to seek to provide a "firm political and economic basis" in Greece for Britain through the medium of guaranteed tobacco imports.

At the other extreme Ashton-Gwatkin, far more concerned with the Japanese threat in the Far East, likened this wish to check the German economic advance in south-eastern Europe to "the effort of King Canute". However even Ashton-Gwatkin favoured economic support for Turkey to strengthen Britain's position in the middle east and wrangles with the treasury meant that it was Ashton-Gwatkin, inclined to appeasement of Germany, who suggested the creation of a fighting fund, without treasury checks on its tactical use, for particularly desirable loans¹¹, a suggestion, potentially useful to those who agreed with Vansittart.

Cadogan's views most closely followed those of Ashton-Gwatkin in that, while favouring legitimate efforts to retain British markets and political sympathies, he wished to avoid any action which could be represented as "encirclement" of Germany and warned that no economic arrangement could counter balance the effects of the German *Wehrmacht*¹².

Following the German annexation of Austria on 12th March 1938 Chamberlain and Lord Halifax, his foreign secretary, met their French opposite numbers at Downing Street on April 28th—29th to discuss, at French request, among other topics the possibility of co-ordinated aid to central and south-eastern Europe. It was the need to brief the British team before these talks which led to the production of a single coherent formulation of the British objections to the sort of western 'political' trade initiative which the French were advocating.¹³ The British case, in essence, was that none of the governments of the states in question would dare to incur German wrath and that it would be best for the British and French to avoid giving Hitler a grievance through overt co-operation in the area; each should adopt their own policies to build up economically and, where possible, politically individual countries. Britain would "probably decide" only Greece and Turkey were worth economic aid, it was stated, but even here it would be no use in the face of German domination.

The British justification for this inertia (which presupposed peace in Europe) was that the power system would itself now operate against Germany in the area, tending to push the governments there towards Italy and the west. The French in vain sought to meet British objections to "encirclement" by talk of leaving the door open for German and Italian collaboration.

It transpired by May 1938 that what the French envisaged was the establishment of an Anglo-French consortium in Danubia, concentrating on Czechoslovakia, Romania, and Yugoslavia, with government controlled trade and an end to British and French competitive tenders; both

¹¹ F.O. 371/21917 E1845 6/4/38. cf. *Ibid.* Oliphant to Ankara Embassy 21/4/38.

¹² F.O. 371/22342 R5045 22/5/38.

¹³ F.O. 371/22348 R4494 *Objections to the Organisation of a Political Anti-German Bloc n.d.*; *Position in Central and S. E. Europe* 21/4/38.

countries — but principally Britain — would purchase at the prevailing high prices and sell at high prices, all payments passing through a government trade account on the lines of the German clearing. Sir John Simon, now the chancellor, Halifax and Chamberlain all disapproved on both political and economic grounds¹⁴ and later, in July, the British formally rejected the idea of Anglo-French co-operation in south-eastern Europe.¹⁵

However, though it was policy to avoid admitting in Parliament that ways of expanding trade in the area were being considered,¹⁶ behind the generalities,¹⁷ Leith-Ross was not uninterested in Romania, where he saw potential new markets for declining British manufactures, such as woollen goods, at any price if payment could, in effect, be made in Romania's raw materials and cereals. French and Italian collaboration he saw as an unnecessary complication.

THE ESTABLISHMENT OF THE COMMITTEE ON TRADE IN CENTRAL AND SOUTH-EASTERN EUROPE

In April 1938 while Lord Halifax was attending the League of Nations at Geneva he was lobbied by the Romanian foreign minister, Comnène, on trade as aid. The foreign office was immediately cabled by Maurice Ingram, who had accompanied Halifax, and told to prepare a memorandum to Chamberlain within the week on the possibility of political, economic and cultural action by Britain in the Balkans and the reasons for building up the Balkans as a bulwark against Germany. Halifax's private secretary noted that it was Halifax "prompted by Maurice Ingram" who was putting forward the plan¹⁸ and, indeed, as soon as he had returned Ingram had begun to minute on despatches from the Balkans the necessity of speedy and resolute action to halt the German economic penetration of the Balkans and the solution of an interministry committee, reporting directly to the prime minister, which could reject financial orthodoxy, over-ride ministries and have direct access to the City;¹⁹ for its head Ingram suggested Vansittart.²⁰

As it emerged the plan for the proposed committee had Halifax's stamp, for he redefined its task as making proposals available to the cabinet; he also struck out the suggestion that Vansittart chair the committee before submitting it to Chamberlain.

At the same time Halifax presented to the cabinet a lengthy memorandum²¹ reflecting Ingram's arguments. A few years before such papers

¹⁴ Cab. 24/277 C.P. 127(38) 24/5/38.

¹⁵ F.O. 371/22343 R6232 Campbell (Paris) to Halifax 8/7/38, etc.

¹⁶ F.O. 371/22342 R4928 16/5/38.

¹⁷ e.g. *Hansard's Parl. Deb. 5th. S. II, Lords Deb.* Vol 109 Halifax 18/5/38 col 99. It was "not the time" to discuss S.E. Europe (Foreign Affairs debates.)

¹⁸ John Harvey (ed) *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey, 1937* 40 (1970) p 149 5/6/38.

¹⁹ e.g. F.O. 371/22475 R4721 20/5/38.

²⁰ F.O. 371/22342 R4755 Ingram (Geneva) to F.O. 11/5/38.

²¹ Cab. 24/277 C P 127(38) *British Influence in Central and South Eastern Europe* 24/5/38

had been able to describe German influence in the Balkans as economic and commercial "rather than" political; now the report spoke of a rapid extension not necessarily of German sovereignty but of German economic and commercial "and therefore political" influence. Much of this, it was conceded, was unavoidable short of war but it was proposed that efforts be made to counteract this spread of influence as far as possible on the grounds that it was still important, and perhaps vital, to Britain's national interests that Germany should not obtain "European hegemony".

This impressive and ominous preamble prepared the way for relatively modest proposals. Nevertheless they reflect the great shift in emphasis since the legislation on credits for Turkey, then being enacted, which had been justified by Halifax on the grounds that Turkey was a special case. Britain was now alleged to have prevented Turkey from falling under German influence by these financial measures and this success, it was stated, could be repeated with other states who would be grateful for the prevention of their subservience to a German market — providing it did not entail German hostility. Greece, Romania, Yugoslavia and Bulgaria were specifically mentioned.

This represented a very different attitude from the French approach of April. There was no question of creating an anti-German bloc or pact but only to provide for any country "exploited" by Berlin a *point d'appui*. Attention was then drawn to the lack of special machinery which would enable the government to co-ordinate a political and economic policy and the new committee was suggested. The question avoided was the ultimate control of such machinery since, if the committee were to have real power, it would have reopened the battle waged by Fisher against Ashton-Gwatkin's ideas.

When the foreign policy sub-committee of the cabinet (hereafter 'F.P.C.') considered the matter on 1st June²² the points at issue were whether Germany's policy now justified Britain in playing a role in south-eastern Europe which could damage Anglo-German relations and, if so, whether that policy was so dangerous as to justify the manipulation of trade and finance for political ends without reference to orthodox criteria. Hitherto Chamberlain and cabinet colleagues such as Oliver Stanley, the president of the board of trade, had considered Germany's trade and Anglo-German trade topics in the context of the search for a settlement with Germany which would ensure her stability on the international scene by accepting her need for colonies and raw materials. It was axiomatic with Chamberlain that, since Germany's drive for economic autarky was an aspect of Hitler's political isolation of Germany and his obsession with encirclement, helping Germany with her economic problems so as to involve her more fully in international trade would similarly be paralleled by progress in other international problems of a political nature. Chamberlain now criticised his foreign secretary's paper as speculative and exaggerated. The prime minister doubted the likelihood of a German monopoly or domination in south-eastern Europe and considered it quite natural for Germany to seek such markets, suggesting that the streng-

²² Cab 27 623 F.P. (36) 30th Mtg 1,6 38. (P M and 7 cabinet ministers plus R. S. Hudson, M P. of the D O. F)

thening of her economic position might make her quieter and less interested in political adventures. R. S. Hudson, the non-cabinet minister overseeing the department of overseas trade, was present and declared that what was being proposed was a departure from the principle that Britain ought normally to purchase in the cheapest market in favour of a new principle that she would purchase in the market which gave political advantages. This, presented as a clinching argument against, was in fact a fair summary of just what the foreign office was indeed proposing, on a limited scale, for south-eastern Europe.

That all the ministers did not fully grasp the case was demonstrated by the comment of Hudson's superior, Stanley, that the Balkan states would always sell to the highest bidder, who would not be Britain; a statement which took no account of the distinction between hard currency and credits. All Halifax's colleagues regarded the likely effectiveness of such a committee with scepticism and otherwise for the most part concentrated on the implications for British agriculture or colonial trade.

It was on this inauspicious note that the Interdepartmental Committee on Trade in Central and South-Eastern Europe (frequently referred to as C.S.E.E.) was set up.²³ The chairman was Sir Frederick Leith-Ross and its members other officials representing the foreign office (Sargent, Ingram, Ashton-Gwatkin), treasury (Waley), bank of England, board of trade and its ECGD and the department of overseas trade. Sir Horace Wilson, now working closely with Chamberlain, sometimes attended — it was not clear in what capacity. With Sir Frederick Leith-Ross in the chair and Sir Horace Wilson in the background the C.S.E.E. was a very different animal from that envisaged by Ingram, for unless its recommendations were *unanimous* they were to go back to the F.P.C. Vansittart had no early access to its minutes.

In principle the necessity of counteracting German political and economic influence in south-eastern Europe did now seem to have been accepted at cabinet level. In June when the government renewed its invitation to Carol II of Romania to pay a state visit to George VI, following its cancellation at the time of the Austrian crisis, it was noted in the foreign office that it was a part of the policy of providing "a *point d'appui* other than Berlin". However it was greatly to the dismay of Chamberlain and his colleagues that news of the new committee was leaked in the British and foreign press. Initially the establishment of the committee had been accompanied by a public denial in the Commons that Britain would sacrifice her Danubian trade to Germany²⁴ but following the leak the emphasis was quickly changed and Stanhope, a junior foreign office minister, made a statement in the House of Lords reiterating that the Turkish credits had been a special case, retreating to the orthodox line that however much the British government might wish to aid particular countries the question was one of price and whether the same product could be obtained more cheaply elsewhere.²⁵ Indeed Leith-Ross

²³ cf. Harvey, *loc. cit.*

²⁴ Hansard. *H. C. Deb.* Vol. 336 R. A. Butler 1/6/38 col. 2013.

²⁵ *H. L. Deb.* Vol. 110 Stanhope 18/7/38 cols 901—903.

the chairman of the committee which was causing the agitation, had declared to Sargent that he was "coming round to the view that if anything effective is to be done we will have to get in touch with Germany about it", and had wanted Stanhope to refer to a willingness to consult and if possible co-operate with Germany in the Balkans; Sargent had had this sentiment omitted.

No step was taken to provide Britain's representatives abroad with an official explanation of the committee's work. In August the minister in Athens was told something of talks with the Imperial Tobacco Company, though only as a result of his complaints that he had no idea of British policy towards Greece (sic). Two months later the ambassador in Ankara was still not certain of the committee's existence.²⁶

If the committee did not herald any dramatic change of course it was in theory at least supposed to provide a framework for the hitherto piecemeal gestures of support towards the various states of central and south-eastern Europe. In fact its deliberations halted all independent consideration of partial schemes for economic aid to individual states and so took the initiative from foreign office personnel, such as Sargent, anxious to concentrate initially on Greece. The C.S.E.E. produced a paper in July 1938²⁷ which mentioned (alphabetically) Bulgaria, Czechoslovakia, Greece, Hungary, Romania, Turkey and Yugoslavia as countries to be aided even if financial loss were involved. Of all the states listed Hungary was the one state already "written off" by the foreign office and Sir Geoffrey Knox, the British minister in Budapest, had reported as recently as May 1938 that Hungary was so lost to German influence that to try to buttress her economically was to throw good money away. Yet by July, in opposition to the views of Halifax and his senior officials, the C.S.E.E. began its work by considering a reduction in duty on certain Hungarian exports to Britain. Knox, completely baffled, argued before the C.S.E.E. in July for economic support for Greece, Romania and Yugoslavia instead. The C.S.E.E., however, seemed more influenced by the views of an Englishman at the National Hungarian Bank who acted as a liaison with the governor of the Bank of England and who passed a detailed memorandum straight to the department of overseas trade. Eventually, for political reasons, Hungary was allowed to take fewer British goods relative to her exports to Britain under the Anglo-Hungarian compensation trade agreement.²⁸ This disappointed the Hungarians but amounted to more than had been achieved for neighbouring states by the foreign office.

Otherwise most committee members were obstructive, stressing the complementary nature of German-Balkan trade and the need for the Balkan governments to subsidise their countries' exports to the west. The very possibility of either Anglo-Balkan barter or compensation trade on a large scale was only glancingly dealt with.²⁹

²⁶ F. O. 371/22351 R6225 *passim*; 23738 R175 Loraine (Ankara) to Cadogan 22/10/38

²⁷ F. O. 371/22343 R6089 CSEE 1 n d.

²⁸ F. O. 371/22383 R6571 Niemeyer (Bank of England) to Leith-Ross 26/7/38.

²⁹ F. O. 371/22343 R6092 Board of Trade Memo. 30/6/38.

There was, admittedly, little scope for direct government purchase under the British political system. Vansittart was finding that the services ministries ruled out Balkan states as suppliers of the few bulk purchases regularly made by the British government itself — armed service contracts — and while the “chief diplomatic adviser” occupied himself in attempting to interest the war office in Romanian shells and Yugoslav ferro-chrome in 1938 the service chiefs refused to place orders even for blankets in south-eastern Europe on the grounds that communications were too uncertain in time of war.

One possibility lay in legislation passed in 1937 which had enabled the ministry of agriculture to spend £15 million on “defence plans” food supplies, £1½ million of it earmarked for rations for the populations of evacuated towns. This latter sum was regarded in the foreign office as a promising fund from which to purchase Romanian cereals for political motives but, as the committee of imperial defence was discovering with reference to the stockpiling of oil for war reserves, the government itself had no storage capacity; the “government” wheat reserves were purchased through the grain trade and stored in the usual way by the major millers, none of whom handled Balkan grain.³⁰

In July the C.S.E.E. also considered Greek tobacco. It was eventually agreed that Lord Dulverton, chairman of the Imperial Tobacco Company, should be informed that for political reasons Britain should now be taking £1½ million worth of Greek tobacco annually, but that if Dulverton “only offered £200,000 or £300,000 it might have to be accepted”. No reason was given why Dulverton should offer one penny.³¹

By August tension in Europe mounted over the German pressure for the strategically important but predominantly German-speaking Sudetenland to be detached from Czechoslovakia and annexed by Germany. The C.S.E.E.’s objects became overshadowed, though Jan Masaryk, Prague’s minister in London, constantly stressed that British economic aid for her Little Entente partners, Yugoslavia and Romania, would be more help to Czechoslovakia than direct economic assistance, and Maisky, the Soviet ambassador, repeated the argument. The French too were interested in the C.S.E.E. but were told plainly that the Anglo-French co-operation in Romania which they proposed was neither feasible nor desirable.³²

ROMANIAN WHEAT: A TEST CASE OF POLITICAL TRADING

In August 1938 a low level board of trade mission had visited Bucharest but had proved to be chiefly interested in repayment of debts and servicing of bonds. A Romanian memorandum on opportunities for British investment in Romanian industry had merely been filed at the board of trade, on the grounds that since investment in Romania amount-

³⁰ F. O. 371/22344 R7606 CSEE 2nd Mtg 25/7/38

³¹ *Ibid*

³² F O. 371/22465 R6997 18/8/38.

ed to political subsidy it was not worth submitting to the C.S.E.E. — a unilateral judgment on both Romania and the function of the committee. ³³

In September the Romanian minister of the national economy, Constantinescu, after failing to “place” 400,000 tons of wheat — one third of his surplus — in Britain, had travelled to Geneva for the express purpose of warning the British and French delegations to the League that the time had come for him to choose economically between Germany with Italy or Britain with France. He declared that in the absence of any alternative market he had to sell quickly to Germany, since the Danube froze in November, and that he wanted a decision before the visit of Funk, the German economics minister, on 20th October. ³⁴

A concrete proposal for a Balkan trade arrangement as a form of political support against German influence had thus finally arisen in 1938 not from the committee established to consider such schemes, let alone from the foreign office, but from an approach by a foreign government. At a time of political crisis in Europe the British government had to consider the possibility of what the German government would undoubtedly dub a hostile act. King Carol in fact stressed that he was confident that Germany would not attack Romania; what he feared was the overwhelming economic penetration of his country by Germany.

In the treasury opinion was hazy and divided and the object of providing Romania with hard currency was being lost sight of. One of Warren Fisher's two deputies, Barlow, considered that the purchase of Romanian cereals was a justifiable gamble in case war broke out over Czechoslovakia but the other, Hopkins, misinterpreted the proposal as an ineffectual form of ‘encirclement’ of Germany, asking “Is wheat a thing they are short of?” and adding the economic-cum-political objection that other states would then demand British purchases as a condition of their good behaviour. ³⁵

It was by no means certain that such proposals could now be contemplated. Confronted by the prospect of war Chamberlain had travelled to see Hitler at Berchtesgaden on 15th September and at Bad Godesberg on 22nd September, meetings which were to culminate in the four power conference at Munich which gave Hitler what he wanted on the 29th. The prime minister's personal method of dealing with the Czech crisis introduced a new factor to complicate the conflicting attempts of the C.S.E.E. and the foreign office to assert a policy on political trading. Horace Wilson had drafted a statement for the prime minister to make to Hitler which Leith-Ross considered went very far towards committing Britain to take no further economic interest in central and south-eastern Europe and which Sir Frederick and the treasury rejected; not however on political grounds but for the orthodox reasons that the requisite drastic measures would be technically impossible to impose in Britain and would

³³ B. T /11/906 File 1 *Report by Mr A. Lee* 13/9/38.

³⁴ *Ibid.* 26/9/38; F. O. 371 22452 R7814 De La Warr (Geneva) to F. O 26/9/38.

³⁵ Treasury 161 Box 935 File S43752/1 J. A. Barlow 26/9/38; R. Hopkins 27/9/38.cf. F. O. 371/22462 R7878 Palaret (Bucharest) to Halifax 30/9/38, etc.

expose the government to very sharp criticism from British exporters.³⁶ In a sense Wilson's approach, like Vansittart's, was too radical for Leith-Ross. Instead the chief economic adviser attempted to reconcile the two prevalent views: that Britain's day as a trading nation was not over in central and south-eastern Europe and that Britain should not antagonise Germany by her actions there. He did not contest German predominance; he was prepared to waive Britain's existing treaty rights where these hindered German-Balkan trade; to undertake not to extend credits on the Turkish lines to other states in the area or, alternatively, to support the award of British credits or loans to the Balkan states to be used for the purchase of German goods, as a way of helping the Balkan states and Germany at some economic disadvantage to Britain; his doctrinal sticking point was the continuation of some form of "open door" in the area.

Only on 29th September, the day of Chamberlain's air journey to Munich, did Ingram and Sargent, allegedly dealing with central and south-eastern Europe, learn from a comment made by Leith-Ross of both the latter's and Wilson's proposals. Sargent reacted sharply and obliged Cadogan to disclose that before Chamberlain had departed for Berchtesgaden ministers had seen a paper indicating the answers which the prime minister might give to possible German questions; these included a section on the economic assistance given to Turkey supplied practically word for word by Leith-Ross. Now at the end of September Cadogan himself could only reply to Sargent that he had no information as to whether the question of the Balkans had been raised at either Berchtesgaden, Godesberg or Munich.³⁷

As events transpired Hitler brushed aside Chamberlain's suggestion of expanding Anglo-German talks to cover south-eastern Europe.³⁸

Following the Munich conference, which so decisively strengthened the German position throughout Danubia, Sargent obtained confirmation from the prime minister that government purchases of Romanian wheat and Greek tobacco and the possibility of export credit guarantees for Bulgaria could all continue to be considered.³⁹ More specifically Ingram was able to report to his colleagues that Leith-Ross had learned from Wilson that nothing had passed between Chamberlain and Hitler which could prevent the proposed Romanian wheat deal,⁴⁰ a chain of information whose composition is in itself informative. The C.S.E.E. therefore continued to sit. From the sidelines Vansittart commented on Wilson's suggestions: "now that Germany has completely destroyed Czechoslovakia, and is bursting with loot, I presume that there is no need to be thinking of further 'compensation' for her".⁴¹ Though the language was too intemperate to reflect any general mood it was true that after "Mu-

³⁶ F. O. 371/22344 R8044 Memorandum *The Facts* n. d. (early Sept. 1938), Leith-Ross to H. Wilson 12/9/38.

³⁷ *Ibid.* Cadogan 30/9/38

³⁸ F. O. 371/21782 C11970 6/10/38 (summary).

³⁹ F. O. 371/22344 R8044 10/10/38.

⁴⁰ F. O. 371/22459 R7948 3/10/38.

⁴¹ F. O. 371/22344 R8044 14/10/38.

nich" less was heard from Leith-Ross and others of "economic co-operation" with Berlin at least in south-eastern Europe as Germany rapidly consolidated her economic presence there and between October and December 1938 the British government really began to tackle the question of introducing politically motivated trade support into south-eastern Europe.

Opposition in Whitehall to politically motivated trade still fell into two categories: objections from economic orthodoxy and objections on political grounds.

In the former category came, first, a refusal to alter the *laissez faire* state relationship with industry and 'finance' by organising trade, extending government purchasing or abandoning independently assessed export credit guarantees but also, secondly, a refusal to reduce the degree of trade protection introduced for the benefit of the empire and for home agriculture. A zeal for not wasting taxpayers' money may also be mentioned here.

The latter category covered the desire to be on good terms with Italy as much as a desire to keep the word 'encirclement' out of the German press. In view of German dynamism in Europe, Japanese dynamism in the Far East and Britain's naval weakness and vulnerability, particularly in the eastern Mediterranean, Chamberlain was determined to keep on good terms with Mussolini and the *duce's* sensitivity to British influence in Turkey, Greece and Yugoslavia counted for more with the prime minister than it had done before 1938 with either Eden or Vansittart.

For Leith-Ross, with his nose for trade opportunities for Britain, the issue was not the "Mediterranean" one of aiding Greece. Sir Frederick was impressed by Romania's potential mineral wealth and her abundant cereals; the result was that he did not scruple to press the priority of that country in south-eastern Europe contrary to foreign office policy just as he had once favoured Hungary. Since the foreign office could not now circumvent the C.S.E.E. this led to Leith-Ross, as its chairman, dutifully putting the case for Greek tobacco imports to Dulverton⁴² while personally sympathising with the tobacco companies and arguing to the foreign office that the importance of Greece must be overstated since otherwise the British government would offer Greece arms or a defence agreement.⁴³

Not everyone, Briton or foreigner, appreciated the strict limits to what "the government" could do in this trade sphere. Lord Lloyd, a former high commissioner in Egypt and an outspoken advocate of a Balkan "first line of defence", visited Bucharest on 9th October 1938; the Romanian and German governments thought his visit significant and Lloyd telegraphed the foreign office to urge a purchase of at least 600,000 tons of wheat, at an estimated loss of £ 500,000 compared with world prices, before Funk's arrival on the 20th.⁴⁴

⁴² F. O 371/22343 R7771 BoT to F. O. 23/9/38. 22352 R7894 Halifax to Simon 29/9/38.

⁴³ F. O. 371/22363 R8368 Leith-Ross to Ingram 24/10/38. *etc.*

⁴⁴ 22459 R8152 Lloyd to Halifax 10/10/38 cf. C. Forbes Adam *The Life of Lord Lloyd* (1948) p. 289.

But there was no direction of trade in a western liberal-democratic state. J. V. Rank, the biggest miller, only responded to foreign office pressure — like Dulverton — by suggesting government purchases. The president of the board of trade, Stanley, fully supported by Simon, took the position that he could not justify payment to Romania of any prices above world prices to Parliament, the public auditor, the empire's wheat producers or the millers since he had no authority to make a political subsidy. The president had his own problems — he was inundated with offers of wheat surpluses from Canada, France and elsewhere.

The matter eventually turned on personalities. At the treasury Warren Fisher now pronounced on the issue and declared that he still thought the effort to influence Romania worthwhile even though "The recent German victory (sic) reduces of that hope eventuating". This meant having the millers put the war reserve grain from Canada and Argentina on the market so as to replace existing stocks with the relatively inferior and expensive Danubian grain. Finding Fisher and Leith-Ross both in favour, Simon, typically, abandoned any decision on the subject, writing to Halifax that if the ministry of agriculture adopted what Stanley had called an unbusinesslike and wasteful procedure "the Treasury might turn a blind eye and the justification would not rest with me".⁴⁵ Stanley, however, would not budge and, with only a week left, Halifax was obliged to urge on Chamberlain himself the importance of giving "evidence of our existence" in south-eastern Europe. Chamberlain decided in Halifax's favour on the 14th, and, with six days to go, a decision to purchase 200,000 tons of Romanian wheat for *political* reasons had been made. A price had not even been negotiated.

The millers had to accept for the war reserves at one stroke stocks of Romanian grain almost equivalent to the maximum Britain had ever imported from Romania over a twelve month period (itself exceptional). Amid uproar from grain shippers, brokers and merchants Stanley insisted on a public statement that such a government deal would not be repeated. Halifax refused and found an ally in Leith-Ross. Certainly in Bucharest both the government and the British minister saw the deal as the first step in a programme of substantial aid to Romania.⁴⁶

In this they were wrong. Ingram soon suffered a reverse to offset the wheat deal in his inability to add to this precedent a similar "government" (i.e. agency) purchase of Romanian petroleum for stocks. This was, in any case, but one more piecemeal attempt at head of department level while Halifax and his officials waited for the C.S.E.E. to produce a blueprint.⁴⁷

DEFINING THE "POINT D'APPUI"

Halifax, unlike Lord Lloyd, never intended the cereals purchase to be more than symbolic. Yet it proved impossible for the government thus to depart from normal British trading methods without other soli-

⁴⁵ Treasury 161/935/S43752/1 Fisher 12 10/38 . 22459 R822> Simon to Halifax 11/10/38.

⁴⁶ F. O. 371/22459 R8231 Halifax to Chamberlain 13 10/38 ; R8278, R8333. R83'8.

⁴⁷ F. O. 371/22450 R8202 18/10/38.

citations and over the next few weeks messages poured in to the effect that unless the government financed various transactions this or that state would fall under German domination. Therefore, Halifax informed his colleagues, — reasserting the foreign office's role in the matter — he was preparing to examine what action Britain could take in the whole area and the probable effect of such action on Anglo-German relations.⁴⁸

For by mid-October 1938 the Leith-Ross Committee had drafted its own blueprint, an *Interim Report*⁴⁹ which emphasised the inevitability of Germany's economic influence in south-eastern Europe. Greece was certainly accorded an empty precedence among the states considered but hard currency loans to her were still ruled out on orthodox grounds of past default, while from the treasury the political-point was made that a guaranteed loan to Greece would certainly be regarded in Italy and Germany as inspired by hostile motives. (The terms of the second of two Anglo-Italian agreements aimed at reducing tension in the Mediterranean had been agreed on 16th April 1938.) The other states of south-eastern Europe were dealt with in similar fashion and for Turkey also no credit — beyond those already given in May 1938 — was contemplated. Instead it was re-emphasised that over 1935—38 most of the states under discussion had increased the value of their exports to Britain and, except for Greece, had a favourable balance of trade with Britain.

However the C.S.E.E.'s long deliberations had been overtaken by the events of September 1938. Cadogan was still groping his way to a "post-Munich" attitude towards the area which could be presented as the foreign office viewpoint: Britain must stop wanting to police Europe; she could not altogether abandon her "position" in south-eastern Europe but Britain and France must consolidate in western Europe and the Mediterranean, including Greece and Turkey, and cut all losses in other Balkan states.⁵⁰ On the specifically economic aspect Ashton-Gwatkin advised Cadogan that although he did "not yet" see Germany monopolising trade in south-eastern Europe, Poland and the Baltic states, Britain was powerless to stop the process by normal competition. Ashton-Gwatkin in any case still considered, like Chamberlain, that economic development of the Balkan states by Germany would probably increase their prosperity and that any reduction in German autarky would be to Britain's advantage.⁵¹

This view weighed more heavily with Halifax and Cadogan than the proposals for economic aid now regularly received from British and foreign legations, Members of Parliament and pressure groups; most of these involved the establishment of Anglo-Balkan trade organisations whose object would be to ensure that Britain took large quantities of Balkan produce as part of the policy of fostering the solid Balkan bloc of which Vansittart, Lloyd and others⁵² were now talking, often with little reference to inter-Balkan political rivalry.

⁴⁸ Cab. 23/96 49(38): 7 19/10/38.

⁴⁹ F. O. 371/22344 R8362 14/10/38. Final version Cab. 24/280 CP 25(38) Annex 26/10/38.

⁵⁰ D. Dilks (ed) *The Diaries of Sir Alexander Cadogan* (1971) pp. 116—20.

⁵¹ F. O. 371/22344 R8487 Strang to Ashton-Gwatkin 12/10/38, etc.

⁵² e.g. F. O. 371/22327 R8390 G. Rendel (Sofia) to Halifax 20/10/38.

The concept of Britain as a Balkan *point d'appui* thus remained imprecise, probably even in Halifax's mind. In his own paper⁵³ for the F.P.C. to accompany the *Interim Report* he did declare himself in favour of modifying the limitations placed on the government's export credit guarantees. Otherwise, though he favoured encouraging Anglo-Balkan trade, the onus was still to be placed on private enterprise if modification of tariffs and preferences proved impossible. What Halifax envisaged was a government guarantee against financial loss to encourage British business to establish reciprocal high price buying and selling arrangements on German lines. This went beyond what any other minister or the prime minister seemed prepared to consider but it was still a palliative measure and in one key area he still felt able only to come down weakly in favour of "persuading" industry to buy more Balkan tobacco, oil and wheat, without going into details.

Above all Halifax's paper did not stress, as Cadogan and, more emphatically, Sargent had wished him to, the need to *choose* between Greece and Romania — and to choose Greece.

The British government rebutted French visions of military aid for Romania in a war of static fronts. The logic of the Leith-Ross case for influence and investment in Romania, therefore, was that the years ahead would be years of peace and trade competition. Sargent's arguments for securing Greece assumed it was prudent to prepare for war.

Yet, despite the weight of professional foreign office advice, Halifax too favoured increasing British influence in Romania by implementing Carol's long cherished plans for a Black Sea naval base and port at a cost to the British taxpayer of £10 million in "credits". The admiralty view was that in wartime such a base would fall straight into German hands but, for this reason, Halifax saw a way of making an impact on south-eastern Europe without arousing German hostility to danger point. For Halifax was not proposing preparation for war but a gesture, still firmly in the "pre-Munich" foreign office tradition of seeking to direct arms exports on political grounds and with scant regard to their strategic utility; what was new was the proposal that, as in the case of the wheat deal, the British government should itself now engage in heavy and profitless expenditure to increase its peacetime influence.

While the British tinkered with ideas of political trading Funk, the German economics minister, embarked on a post-Munich tour of Balkan capitals to warn of the twin "dangers" of rapid industrialisation and economic dependence on the west, speaking publicly of south-eastern Europe as Germany's *Grosswirtschaftsraum*.⁵⁴ Some of the governments with which he dealt, particularly those of Romania and Greece, now had inflated hopes of British action. Despite the application of heavy pressure the German economic negotiations therefore met with only patchy success but Chamberlain, in defending the Munich settlement, was led to defend Funk's activities in the Balkans publicly by insisting on the government's old distinction that they were "economic" but not "political" and by

⁵³ Cab. 24/280 C. P. 257(38) 10/11/38 esp. paras. 26—29, 37—39.

⁵⁴ F. O. 371/22479 R8228 Campbell (Belgrade) to Halifax 10/10/38.

conceding that Germany needed economic predominance there, though with room still for British trade.⁵⁵ A statement from the department of overseas trade by R. S. Hudson that British industry should organise in order to provide more effective competition with Germany was actually modified following protests from the German embassy, for Dr. Schacht, Funk's predecessor, was due to visit London in December for Anglo-German trade talks.⁵⁶ First, however, the capital was to receive the postponed state visit of Carol II.

A ROMANIAN INTERLUDE

The visit of the Romanian party, from the 15th to 19th November 1938, was, from the British angle, peculiarly mis-timed. Either the British government was resigned to Germany's increasing economic supremacy in south-eastern Europe and opposed to manipulated trade (*Interim Report*) or it was about to finance "political" credits and purchases at a loss to the taxpayer (the foreign office proposal) and the F.P.C. was to be asked to rule on this in the next few days. The possible extension of credit guarantees was also highly relevant since without such cover in the 1938 sellers' market arms manufacturers in particular would be highly unlikely to sell to a past defaulter. Even if cabinet ministers decided to adopt these new policies there was still no unanimity on the priority which should be accorded to Romania. None of this could the Romanians be told.

Away from the diplomatic *tours d'horizon* the Romanians were principally concerned to set their need for British credits, investment and arms in a political context, linking Germany's economic penetration with her political influence. Privately, Chamberlain let Halifax and Leith-Ross know that he would like to see some of the Romanians' commercial schemes "put through" and for the want of anything better would soon approve a commercial mission to Bucharest⁵⁷ but to the Romanians Leith-Ross stonewalled, insisting that credits could only be given on a businesslike basis and that Romanian prices must come down, the version of events reflected in the published sources.⁵⁸

POLITICAL TRADING, 1938: LEGISLATION AND LIMITATIONS

The Romanians departed complaining on 19th November and the F.P.C. met to consider political trading on the 21st.⁵⁹ It will be seen that from such diverse elements as the indiscriminate calls for Vansittartite 'action' throughout the Balkans, Leith-Ross' belief in the orthodox trade possibilities of Romania and a prime ministerial intervention something

⁵⁵ *H.C. Deb.* Vol. 340 1/11/38 Col. 80.

⁵⁶ *Ibid.* Vol. 342 30/11/38 Col. 502.

⁵⁷ F. O. 371/23736 R504 Leith-Ross to O. Harvey 19/1/39 (retrosp.).

⁵⁸ E. L. Woodward and R. Butler (ed) *Documents on British Foreign Policy 1919-39* 3rd. series (1949); N. Comnène *Preludi del grande dramma* (Rome, 1947).

⁵⁹ Cab. 27/623 F. P. (36) 33rd. Mtg. 21/11/38

of a Romanian 'lobby' was building up, aided by Halifax's disinclination to choose finally between a wide or a narrow focus for economic activity.

By contrast, so far as Greece was concerned, even Halifax in confronting his colleagues could not at first get beyond a point where Lord Dulverton assumed the stature of a key figure in British policy making, and suggested Chamberlain approach Dulverton on behalf of the cabinet. R. A. Butler, a junior minister at the foreign office, had already flown a kite when addressing Conservatives by referring to the "vital necessity of patriotic self-sacrifice" where Greece was concerned on the part of commercial interests.⁶⁰ Halifax's colleagues now rejected any such proposals, rehearsing all the consequences for Anglo-American and Imperial relations and foreseeing "uncontrollable . . . uproar" from the British public if 3% Greek tobacco were blended compulsorily. Yet this latter proposal had itself been offered by Halifax as the government's alternative to the offer of a military commitment.

Sargent remained determined that in the long term the matter should not rest here and obtained Halifax's agreement that the starting point had to be that it was also in the national interest somehow to import Greek tobacco at the taxpayers' expense; could such a scheme be suggested, Halifax asked his officials, "and in any way dressed up?"⁶¹ For Lord Halifax these were deep and unfamiliar waters.

In the short term the only chance of doing something for Greece lay in a more positive F.P.C. decision, to agree to introduce export credits "in the national interest" into law. The Exports Credits Guarantee Bill, which became public knowledge in December 1938, still provided (clause 1) for commercial credits but in addition (clause 4) provided for credits which did not have to meet the usual tests of financial security. In addition, such credits could now, for the first time, be spent on arms — an extension of the *ad hoc* legislation on Turkish credits in 1938. The C.S.E.E., in a widened role, decided⁶² that £10 million was to be made available under clause 4, to be apportioned: £3m to China (then engaged in war with Japan); £2m to Greece; £1m each to Egypt, Iraq, Portugal (Britain's only three allies) and Romania; £250,000 to Afghanistan; £250,000 shared between Iran and Saudi Arabia with a £500,000 reserve. States mentioned as eligible for the reserve included Yugoslavia and Bulgaria but Turkey was considered to have benefited enough in the past.

The C.S.E.E.'s political 'ranking' of Romania with Britain's allies had been Leith-Ross' doing; her £1 million was simply a compromise between the £2 million which he had regarded as an absolute minimum and Sargent's wish to offer her nothing at all. However since May 1937 the armed services ministries had ranked the strategic importance of these south-eastern states among the world's states in a different order, and though, for the purposes of the Export Credits Bill, the chiefs of staff were specifically required to rank the strategic importance of thirteen states requiring arms⁶³ their new list of December 1938 still did not

⁶⁰ F. O. 371/22348 R9086 R A. Butler "Notes for a speech at the 1900 Club" Nov. 1938.

⁶¹ F. O. 371/22345 R10332 22/12/38; Halifax 25/12/38 (Christmas Day).

⁶² F. O. 371/23990 W5404 31/3/39 gives one account.

⁶³ Cab 24/278 C. P. 289(38) 19/12/38 Annex 1.

agree with the implicit priority of the political credits allocation — and a difference of one place by now meant years of extra waiting where the restricted supplies of e.g. shipyards or aircraft factories were involved. (It was not to be until February 1939 that a special sub-committee of the committee of imperial defence resolved matters.)

<i>Strategic Priorities</i>		<i>C.S.E.E.: Political Credits C.I.D. Ranking</i>	
<i>May 1937</i>	<i>December 1938</i>	<i>November—December 1938</i>	<i>February 1939</i>
Turkey (6th)	1. Turkey	Greece £2m	1. Turkey
Yugoslavia (8th)	2. Greece	Romania £1m	2. Greece
Greece (9th)	3. Yugoslavia	Turkey/Yugoslavia NIL	3. Romania
Romania (17th)	4. Romania		4. Yugoslavia

“Political” credits quickly disappointed. The proposed recipients wished to spend the credits — many times over — on armaments down to the most basic war materials. Yet arms sales for Romania were still ruled out by the armed services ministries on the grounds of her low priority; a naval base or warships by cost; a competitive merchant fleet at board of trade insistence. The £1 million “political” credits, it was decided in Whitehall, were to be spent on “productive” projects, silos built in Britain with *repayment* secured against the grain stored. Similarly, it was decided to offer the Greeks unsolicited “productive” credits — but even these were to be conditional on a settlement with British bondholders.

Even allowing for the restraints imposed by domestic rearmament, as recommendations these were still a substitute for a policy, a committee synthesis of disparate ministry views on subordination of economic policy to political goals and of contradictory views on the relative importance of the states concerned. At the end of 1938 the British government had finally decided to introduce “political” trade into law but there had been no British gesture in south-eastern Europe and, as with frozen *Reichsmark* credits, the governments involved had to ask what one could do with British credits. The conclusion drawn by one interested onlooker — the German ambassador in London — was that the British government had no “concrete policy” and that authoritative circles in Britain would accept a German expansionist policy in eastern Europe.⁶⁴

THE FOREIGN OFFICE LOSES THE INITIATIVE

By January 1939, however, the Romanian government, negotiating a new commercial agreement with Germany, was pressing for a sign that Britain had some such policy⁶⁵. Leith-Ross pushed for a major mission to Bucharest led by himself, arguing that trade and investment in Romania would benefit Britain directly while the very discussion of

⁶⁴ *Documents on German Foreign Policy* (Washington 1949–60), Series “D” IV 287. 4/1/39. cf. Dr. P. Einzig *International Affairs* XVIII, 2, 1939, p. 165.

⁶⁵ F. O. 371/22460 R9856 Hoare (Bucharest) to Halifax 10/12/38.

such topics would itself strengthen the hand of those Romanians who were 'westerners' in economic terms. In his view this consideration still outweighed the fact that "Greece might be more important strategically".⁶⁶ It can be said that the chief economic adviser was tendering political as much as economic advice but how far two such separate spheres could be distinguished was really the point at issue.

When the use of political export credits to guarantee the Imperial Tobacco Company against loss on *imports* from Greece had been ruled out, the same ambiguity between "political" and "economic" policy became apparent. Halifax, in January, sought to have the cabinet "instruct" the relevant ministries that they must work out schemes enabling Britain to purchase both Greek and Romanian products even if it involved a loss borne by the government but he ran foul of the chief economic adviser's orthodox hostility to direct government trading and allowed his own advice to the F.P.C. to be diluted, to a virtually meaningless request for "continued examination".⁶⁷ This "horse trading" was a fact of life for officials such as Sargent, for they could not simply over-rule Leith-Ross and indeed his support for the principle of political credits was a great advantage to the foreign office.⁶⁸

There were further brakes on any foreign office action in support of Greece when Waley complained that in the treasury's view the British legation was failing to put the bondholders' case firmly enough in Athens and that Greece could easily find the requisite sterling — if she refrained from importing munitions and similar items.⁶⁹ Leith-Ross, preoccupied with Romania, supported Waley and Lord Bessborough of the Council of Foreign Bondholders insisted that the bondholders would not make sacrifices where the tobacco interests had resisted.

These varying interests outside the foreign office succeeded in blowing Sargent off course. He tried, and failed, to convince Leith-Ross, Cadogan and Halifax of the importance of ignoring the C.S.E.E.'s obstructiveness and despatching a mission, certainly to Athens and possibly other capitals, since he considered that in the acutely sensitive weeks of early 1939 the arrival of a British commercial mission in any Balkan state would at least in itself be a political event. He too eventually, and with resignation, supported the call for a mission to Bucharest.⁷⁰

The matter was soon put to the test for on 1st February 1939 the new Romanian minister in London, Tilea, told Cadogan his government called on the British to help Romania save herself from the clutches of Germany.⁷¹ Halifax raised in cabinet the same day⁷² as a matter of urgency the question of despatching "commercial" missions to both Greece and Romania. At the department of overseas trade R. S. Hudson had pursued the "Sargent" line, and had argued in December 1938 for a mission to

⁶⁶ F. O. 371/23736 R395 Leith-Ross to Sargent 16/1/39. *etc.*

⁶⁷ *Ibid.* R551 (Draft) 19/1/39 cf. FP(36)79.

⁶⁸ F. O. 371/23831 *passim*.

⁶⁹ F. O. 371/23760 R31, R184, R299; 23736 R504 Jan. 1939.

⁷⁰ F. O. 371/23736 R706, R750 cf. R551 (marginalia): 23831 R533, 20—24 Jan. 1939.

⁷¹ F. O. 371/23831 R858 Cadogan 1/2/39.

⁷² Cab. 23/97 3(39). 1 1/2/39.

Greece, Romania and possibly Bulgaria on the grounds that "psychologically" British interest in south-eastern Europe influenced German attitudes elsewhere and would help forthcoming Anglo-German trade talks.⁷³ However since then the hopes of Chamberlain and some of his colleagues that Hitler might be coming round to concentrating on economic activity had been revived by the German decision to sign a coal agreement with Britain and then by Hitler's speech to the Reichstag on 30th January 1939 which included the phrase "we must trade or die".⁷⁴ It was in response to this apparent overture that the British had arranged for Stanley to visit Berlin for trade talks scheduled for March 17th—18th. Since Stanley had no wish for any definite conclusion or publicity regarding a Balkan mission until after these Anglo-German talks this meant no such mission would be possible before April. When Halifax met Tilea, however, the latter in any case turned down the idea of a British mission which could not offer at least £3 million on the grounds that his government had already rejected £30 million from Germany.⁷⁵ This caused surprise in the foreign office; the diplomats were too prone to lose sight of the fact that economic talks were about money and a prestigious mission to Romania, if it could be squeezed out of the treasury and board of trade and steered through the F.P.C., like the earlier gesture of Carol's state visit, was coming to be discussed as a policy in itself.

That a government commercial mission would have political impact became clear. The beginning of 1939 also heralded a series of attempts by the Romanian government to obtain private British capital for a corporation intended to stimulate trade between Romania and the west. In part the scheme was yet another attempt to yoke the new *British* political export credits to the export trade of a Balkan state. However, although Leith-Ross and some merchant bankers showed some qualified support, there was a lack of enthusiasm from the board of trade and treasury on several scores, not least because the scheme introduced the concept of the British government showing preferential treatment for one commercial enterprise — the proposed Anglo-Romanian corporation — which would be competing with others, an idea which ministers and officials still greatly disliked. Nevertheless the British government could not control the activities of private entrepreneurs and others were keen to benefit from the new political credits. In addition to the Romanian plans there were in the City by January 1939 at least four detailed schemes for financing Romanian silos, one a project of Lord Sempill who visited Bucharest with a private "mission" from 22nd January to 11th February 1939, to the regret of the British government. This visit was seen by the Germans, and by some British commentators, as presaging a great economic offensive by the British government under Sempill's direction, a continuation of "negotiations" allegedly begun by Lord Lloyd.⁷⁶

⁷³ F. O. 371/22353 R10207 Hudson to Halifax 21/12/38.

⁷⁴ see C. A. MacDonalld "Economic Appeasement and the German 'Moderates' 1937-39" in *Past and Present* No 56, August 1972, p. 123.

⁷⁵ F. O. 371/23831 R827 2/2/39.

⁷⁶ DGFP (O) V 295 15/2/39, 309 3/3/39.

British policy was to stay obstinately pragmatic with political, as opposed to "pure", trade still kept as a last resort. Tilea was told that the timing and nature of any official visit would depend on the

"demands now or shortly to be made to Roumania by Germany. If these were excessive an essentially political mission at an early date seemed to be indicated, if they were reasonable an essentially economic mission at a later date . . ." ⁷⁷

This was presumably the motive for Tilea's subsequent version of the German commercial negotiations, published in the British documents ⁷⁸ and since a subject of conjecture.

While the British government hovered over political trading those most interested could now discern no pattern owing to the double system of "political" and "commercial" credits which now existed. The Bulgarian minister in London, Momtchiloff, shrewdly won a good deal of sympathy in Whitehall ⁷⁹ by producing a detailed plan for a central Bulgarian trade organisation processing exports to western requirements and, in time, financed by British merchant banks. It was just the type of scheme of which the board of trade and treasury approved — modest and growing by stages with no provocative propaganda and introducing no financing by the British government. The E.C.G.D. now decided that Bulgaria's repayment record justified a £500,000 credit on a commercial basis and quite separately the Bulgarians were given to understand that they could now expect to receive "something" — up to £500,000 — from the reserve political credits. ⁸⁰ Yet in the tense political climate of south-eastern Europe early in 1939 to show favour to the openly irredentist Bulgarians was a sure way to antagonise the governments of Greece, Turkey, Yugoslavia and Romania at one blow. By contrast, because of the foreign office's increasing political disillusionment with the Belgrade government no firm political credit was on offer to Yugoslavia; even so a £1 million commercial credit had been agreed in December 1938, to be spent on "sound" and non-military Yugoslav schemes. ⁸¹

While the two Balkan states judged on political grounds by the C.S.E.E. itself to be least eligible for aid, Bulgaria and Yugoslavia, qualified for credits on commercial grounds, not until March 1939 could the ECGD's independent advisers be persuaded, with difficulty, to allow £750,000 commercial credits to Romania ⁸² to add to her £1 million political credit, while even then no grounds could be found for the award of credits on a commercial basis to Greece, for whom the foreign office was trying to mobilise all available aid.

All that Sargent could do was so to apply the thinking behind political credits that the board of trade was persuaded to veto expenditure

⁷⁷ F. O. 371/23832 R1342 BoT Memo 22/2/39.

⁷⁸ DBFP 3 IV 395 Halifax to Sir R Hoare (Bucharest) 17/3/39

⁷⁹ e.g. F. O. 371/23736 R302 7/1/39, etc; 23718 R1128 15/2/39, etc

⁸⁰ F. O. 371/23740 R962 8/2/39

⁸¹ F. O. 371/22473 R9780 2/12/38, 23736 R21 23/12/38 cf Cab. 24 280 CP257(38) 10/11/38.

⁸² F. O. 371/23832 R1306 ECGD to Ingram March 1939

of any credits on arms for Bulgaria and eventually to have any "political" credits for that country cancelled.

In February 1939, as the new export credits bill became law, the F.P.C., with Horace Wilson and Leith-Ross, considered further the question of economic aid in south-eastern Europe, for the C.S.E.E. produced a *Second Interim Report*.⁸³ Leith-Ross now considered £10 million could well be spent on schemes in Romania; however Stanley's objections again led to the idea of a Greek mission being shelved pending the resolution of the tobacco problem, a decision more easily accomplished since Chamberlain, unlike Halifax, did not favour the despatch of a mission to Athens.

Yet even the orthodox Chamberlain was now prepared to contemplate the purchase and destruction of Greek tobacco by the tobacco companies with government compensation, though the onus was still to be on private enterprise to submit the schemes under which Greek tobacco would be imported for consumption, re-export "or for disposal in some other way". In addition, the board of trade was at least to examine the question of setting up a special organisation to foster trade with south-eastern Europe — though nothing was to be said to the governments of the dominions or the U.S.A.

The immediate sequel was an unsurprising anti-climax. Halifax again spoke to Dulverton to no avail, his task made no easier by the fact that Lord Lloyd had recently been to see Dulverton to tell him that Turkish and Bulgarian tobacco had to be purchased. Eventually, perhaps exasperated, Dulverton despatched to the foreign office a memorandum of his own suggesting that the government might itself purchase and destroy Greek tobacco.

POLITICAL TRADING OVERTAKEN BY ECONOMIC WARFARE

By March 1939, however, the extinction of the Czechoslovak state by Germany on the 15th (two days before the proposed Anglo-German trade talks) produced renewed foreign office pressure for economic aid and less and less could the question be considered in any department as a side issue. It was agreed that without further delay an economic mission should be sent to Romania. On 20th March the British cabinet decided on a joint Anglo-French-Polish statement to reduce the tension which the occupation of Prague had created around Romania, to be followed by appeals to the smaller states, and on the 21st a new "interdepartmental committee on special [financial] guarantees" held its first meeting and immediately decided that the ECGD should consider taking Greek tobacco, hitherto-treated as valueless, as collateral.⁸⁴ This was a recognition at last that, notwithstanding scruples about concealed preference, to be of use to Greece the economic aid represented by political export credits would have to be deployed to provide a market for Greek tobacco, even if such "market" were the storehouse or the incinerator.

⁸³ F. P. (36) 37th Mtg 8/2/39.

⁸⁴ F. O. 371/23990 W5498 C.S.G. 7 21/3/39.

Political credits were now being treated by the foreign office as straightforward, and more traditional, political subvention, so that £5 million could be requested for Belgium. Requests for political credits after March came from as far afield as New Zealand and as high as Poland's bid for £60 million while the entire fund available for political credits still stood at £10 million. At the end of March, though the sum available under the new E.C.G. Act to cover credits on a commercial basis was expanded from £50 million to £75 million, the foreign office was unable to increase political credits; the treasury warned that if Britain committed too much she would exhaust her staying power for a long war.⁸⁵ Behind the political bustle the ECGD's businessmen advisers, (properly) indifferent to high policy, actually withdrew their recent sanction of the £750,000 "commercial" credit for Romania on the grounds that her political situation had deteriorated.

This did not suggest that much would come of an economic mission to Bucharest but before any consideration of the objects of the mission the signature of a German-Romanian commercial treaty was announced on 23rd March and after momentary confusion, when an unauthorised request by Tilea for immediate aid in the form of arms was seriously considered,⁸⁶ it became clear that Carol's government had been obliged to put Romania in the position of an economic client of Germany. From this point even Leith-Ross' enthusiasm for trade and investment there waned, even as Romania, like Greece, came under the Anglo-French political guarantees which were given in April 1939.

Little more was accomplished in the field of economic aid before the outbreak of war in September, when deliberations by the C.S.E.E., which the foreign office had at least been inside, were in effect immediately superseded by the creation of a separate ministry of economic warfare. At the onset of a period of war and rapid government participation in the economy at home the rigid attitudes of years were cast aside in weeks. In November 1939 the chancellor, still Simon, agreed to the expenditure of £2¹/₄ million on tobacco from Greece and Turkey, now important neutrals, and soon discussion of British government blending factories or even a government tobacco monopoly were in the air,⁸⁷ while the board of trade was busy countering foreign office suggestions that the government introduce legislation making a fixed proportion of Balkan tobacco in all cigarettes compulsory.⁸⁸ By January 1940 the British government as part of its war effort was in any case now ready to purchase the greater part of the Greek tobacco crop. The British were also offering to grant £7¹/₂ million "credits" to Romania alone while urgently embarking on that policy of seeking to pre-empt Germany's supplies of Romanian oil which lies outside the scope of this article.⁸⁹

⁸⁵ F. O. 371/23832 R1955 22/3/39

⁸⁶ F. O. 371/23832 R1970 *passim*.

⁸⁷ B. T. 11/1085 CRT 10937 *passim*

⁸⁸ B. T. 60/61 40255 *passim*.

⁸⁹ Apart from the *History of the Second World War* (above) see Maurice Pearton *Oil and the Romanian State* (Oxford 1971)

See also David Britton Funderburk. *Politica Marii Britaniei față de România (1938—1940)*, Bucharest, Editura științifică și enciclopedică, 1983 (Editor's note).

**ÉCONOMIES MÉDITERRANÉENNES : ÉQUILIBRE
ET INTERCOMMUNICATION (XIII^e—XIX^e SIÈCLES), ATHÈNES,
18—25 SEPTEMBRE 1983**

Le II^e Colloque International d'histoire réunissait à Athènes, sur l'initiative du Centre de Recherches Néohelléniques de la Fondation Nationale de la Recherche Scientifique, un grand nombre de spécialistes européens et sud-est européens. Le Pr. Nicolas Svoronos en présidait le Comité d'organisation, dont Spyros Asdrachas fut le vice-président et Loukia Drouha le secrétaire général.

Une fois de plus les recherches historiques devaient démontrer le rôle de la Méditerranée dans l'histoire universelle. Dans l'espèce, il s'agit de l'importance de son trafic et de ses échanges pour l'apparition et le développement du capitalisme, non seulement dans les zones limitrophes, mais dans le « hinterland » également. Le système d'intercommunications et de contacts qui firent de la Méditerranée un creuset des civilisations depuis les temps les plus reculés ne manqua pas de se faire ressentir, à l'aube du capitalisme aussi, en Italie, en Espagne, en Algérie, en Grèce, dans les pays roumains ou en Bulgarie. Le facteur ottoman imposa à son tour des formes d'adaptation à la conquête des peuples assujettis, des solutions semblables aux problèmes socio-économiques, qui expliquent bien des similitudes, accentuant les traits communs du monde méditerranéen et balkanique.

Une première étape du féodalisme tardif et des débuts du précapitalisme forma l'objet de plusieurs thèmes du Colloque. *Les liaisons commerciales et le mouvement des navires entre la Méditerranée Orientale et Occidentale, XV^e—XIX^e siècles* — thème présidé par Robert Mantran offrit, dès le rapport d'Ugo Tucci, suivi de nombreuses communications, un large éventail des échanges économiques. José-Gentil Da Silva anima par son rapport le thème présidé par Bariša Krekić. Au cœur de l'économie marchande: les monnaies et autres moyens de paiement et de crédit, thème auquel participa notre collègue Olga Cienei. Particulièrement riche s'avéra être le thème dirigé par le Pr. Nicolas Svoronos, que le rapport de Maurice Aynard et de Spyros Asdrachas, ainsi que plusieurs communications illustrèrent de façon convaincante: *Réalisation et répartition du surplus dans les économies méditerranéennes: XIII^e—XVIII^e siècles*.

Le thème présidé par Traian Stoianovich, *Artisanat, organisation du travail et marché aux Balkans, XV^e—XIX^e siècles*, eut pour rapporteur Vassilis Panayotopoulos, qui exposa les résultats d'assidues recherches.

En pénétrant davantage dans les problèmes techniques du capitalisme, le thème dirigé par Georges Lcontaritis, dont l'intéressant rapport fut donné par Georges Dertilis, s'adressait uniquement aux Grecs (*États, Banque et stratégie des capitaux en Grèce aux XIX^e—XX^e siècles: politique monétaire: biens fonciers et capitaux. industrialisation*). Les conséquences de la révolution économique a eues sur le milieu qui la subit, formèrent l'objet de deux thèmes. Le premier, *Les incidences du capitalisme sur les structures urbaines traditionnelles* (président Jerzy Topolski) eut pour rapporteur André Nouschi, qui brossa un tableau suggestif des réalités de la Méditerranée Occidentale, ressemblant sur plus d'un point (ainsi que le démontrèrent les communications aussi) à l'état de choses de notre zone sud-est européenne. L'histoire des idées fut attaquée dans le second. *Discordances entre structures socio-économiques et comportements socio-idéologiques*, par le rapport de Philippe Ihou, qui porte l'empreinte de son pénétrant esprit critique.

C'est sous la direction du Pr. Constantin Th. Dimaras que fut développé un thème-élé des problèmes de la Turcocratie. *Les mécanismes d'une conquête: adaptations politiques et statut économique des conquis dans le cadre de l'Empire Ottoman*. Le rapport détaillé de Dimitris Apostolopoulos insista surtout sur les aspects juridiques. C'est à ce thème que participa Cornelia Danielopolu.

L'impact des changements décisifs marqués par la vie économique dans la mentalité des peuples balkaniques ne pouvait échapper aux organisateurs du Colloque. Aussi Loukia Drouha nous présenta-t-elle un grand rapport sur le thème *Mentalité et réceptivité de l'économie dans l'Europe du Sud-Est*. Notons entre autres idées intéressantes, le rôle des négociants, qui

assument « une œuvre sociale plus étendue », dont l'aspect le plus important est leur immixtion dans un domaine comme celui de l'éducation « traditionnellement confiée à la compétence du clergé et directement contrôlée par l'église » jusque là. Le rapport de L. Droulia ne néglige pourtant pas l'apport des intellectuels : « Savants et commerçants donc, représentants essentiels de l'éducation, transportent l'image de l'Europe des Lumières et sont les chefs de file pour créer un nouveau modèle de vie sociale et économique ». En citant ensuite les indices essentiels du changement socio-économique et mental que nous proposait Alexandru Duțu dans sa communication (*Mentalités et exigences économiques à la fin de l'Ancien Régime*), L. Droulia présente un ample tableau de la vie intellectuelle, telle que l'a forgé cette nouvelle mentalité et dans laquelle le rôle des Phanariotes n'est pas négligeable.

Le dernier thème du Colloque, *Risque et sécurité: course et assurances entre Levant et Ponent du Bas Moyen Age à l'époque moderne*, bénéficia du rapport compétent et précis de Alberto Tenenti, ainsi que de quelques communications (dont celles de Robert Mantran, Richard Clogg, Michel Fontenay) qui eurent surtout pour sujet les problèmes du risque corsaire et pirate aux XVI^e—XVII^e siècles.

Le Colloque fut clos par une brillante Table Ronde, coordonnée par Ruggiero Romano, qui présenta le rapport introductif de ce beau thème : *L'histoire entre Folklore et Anthropologie*. Les participants à la Table Ronde, spécialistes bien connus comme Jean-Pierre Vernant, Mirko Grmek, John Murra, Giuseppe Papagno, Alki Kyriakidou-Nestoros, Dominique Albertini, Stelios Papadopoulos (auxquels s'ajoutèrent les interventions du Pr. N. Svoronos, de Spyros Asdrachas et Philippe Iliou, ainsi que celle de notre collègue Alexandru Duțu), ont longuement et brillamment analysé le statut de ces disciplines, en remettant en question la manière trop traditionnelle dans laquelle on aborde le folklore et en proposant en même temps une vision nouvelle des liens qui rattachent les sciences humanistes.

La zone sud-est européenne ne fut représentée au Colloque (à part nos collègues grecs), que par Marie N. Todorovna et Evgheni Radushev, pour la Bulgarie et par Alexandru Duțu, Olga Căncă et Cornelia Danelopolu pour la Roumanie, qui illustrèrent d'exemples pris à l'histoire de leurs pays, quelques-uns des thèmes du Colloque.

On ne pourrait pas clore ce bref compte rendu sans souligner l'excellente organisation, la qualité des contributions, la présence si active des collègues grecs, l'atmosphère de collaboration et d'estime réciproque qui ont fait du Colloque International d'histoire consacré aux Economies méditerranéennes une grande réussite scientifique.

Cornelia Papacostea-Danielopolu

The Road to Independence. Edited by ILIE CEAUȘESCU *War, Revolution and Society in Romania*. Social Science Monographs, Boulder, distributed by Columbia University Press, New York, 1983, VI + 288 p. + index (East European Monographs, n. CXXXV. Brooklyn College Studies on Society in Change, n. 34. War and Society in East Central Europe, volume XV).

Bien connue déjà, la série « War and Society in East Central Europe » (sous la rédaction de Béla K. Király) nous offre dans son récent volume ce qu'on pourrait nommer le « dossier roumain » dans la recherche comparative d'un domaine fascinant : « the interdependence of changes in society and changes in warfare, and the proposition that military institutions closely reflect the character of the society of which they are a part » (Béla K. Király, *Foreword*, p. VI).

Réunissant 18 contributions dues notamment aux historiens roumains — on remarque également la présence d'un historien américain — ce volume représente le résultat des efforts déployés par son éditeur, le meilleur spécialiste roumain du problème, Ilie Ceaușescu, qui a poussé les analyses de ses collaborateurs vers le facteur révolutionnaire — permanence de l'évolution historique roumaine — dans la discussion de l'impact guerre-société. C'est ainsi qu'on déchiffre les interactions de ces trois composantes dans « the road to independence » des Roumains.

Travail pionnier dans une langue occidentale — selon la remarque de l'éditeur de la série même — le volume a comme objectifs « to evaluate the political, social and military dimensions of war and revolution in the process of unification of all the provinces inhabited by Romanians into the independent Greater Romania established at the end of World War I » (p. VI).

La première étude, *Independence and Unity in the History of the Romanian People* (p. 1—15) due à Mihnea Gheorghiu, met en valeur la constance de l'interaction entre les deux objectifs fondamentaux des guerres et des révolutions roumaines, le fait que « the permanent elements of the history of the Romanian people : justice, liberty, independence and unity have been based on the consciousness of the ethnical, linguistic, cultural, economic unity of the entire Romanian people » (p. 1).

La contribution de Ilie Ceaușescu, *The "Entire People's War": its historic significance* (p. 17—27) commente la valeur de cette conception essentielle dans la vie de la société roumaine à travers les siècles, menacée fréquemment par la rivalité entre les grandes puissances voisines et confrontée directement avec leur politique d'expansion ou d'établissement des sphères d'influence.

La conclusion de l'étude saisit le fait que la doctrine militaire actuelle « of the entire people's war for the defense of the homeland » (p. 26) promue par le Parti Communiste Roumain est une synthèse harmonieuse des réalités et des expériences historiques.

Florin Constantiniu réussit une analyse digne de tout l'intérêt du contenu du terme « of asymmetric conflict » employé par Andrew Mack pour certains phénomènes du monde contemporain, et appliqué aux rapports militaires des Roumains avec la Porte ottomane (*The asymmetrical conflict in the military history of the Romanian People*, p. 29—41). Les délimitations de l'auteur sont convaincantes. Retenons : « Marked by military victories and defeats, the Romanian — Ottoman asymmetric conflict ended with the Romanian's political victory embodied in the Romanian Countries' statute of autonomy in the fifteenth-nineteenth centuries until the proclamation of state independence in 1877 » (p. 37).

L'étude de Nicolae Stoicescu, *Military aspects of the Defense of Romanian territories in the fourteenth, fifteenth and sixteenth centuries* (p. 43—57) présente d'une manière synthétique la portée européenne de la résistance roumaine devant l'offensive ottomane, la valeur politique, militaire et morale des luttes du peuple roumain pour l'Occident — longtemps assez ignorant du danger représenté par la Porte — et auquel on a offert le délai nécessaire pour l'organisation de ses lignes de défense.

L'analyse de Ștefan Ștefănescu, *Defense of the integrity of the Romanian State in the sixteenth and seventeenth centuries* (p. 59—79) met en relief les modalités spécifiques utilisées par les Etats féodaux roumains — Moldavie, Valachie et Transylvanie — où les moyens diplomatiques et les vertus militaires se sont constamment complétés — pour la réalisation de l'impératif

fondamental de cette période le resserrement de l'unité et la défense de l'autonomie d'État, la valeur de symbole de la première union des Roumains, achevée par Michel le Brave (1600).

Romanian armed forces and national defense in the eighteenth century (p. 81—97) est le sujet abordé par Sergiu Iosipescu, qui met en lumière l'impact décisif de la « Question Orientale » sur l'évolution historique du peuple roumain à l'aube de l'âge moderne. Dans ce contexte, par un emploi réaliste des forces militaires, les facteurs de décision ont réussi « to defend, and preserve the existence of the Principalities of Moldavia and Wallachia » (p. 96).

Mihail E. Ionescu and Ioan Talpeș s'arrêtent aux *Military Factors in the development of Romanian National Consciousness in the eighteenth and nineteenth centuries* (p. 99—115). L'idée fondamentale de l'étude est que dans cette période extrêmement complexe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le facteur militaire s'est développé en accord avec la dynamique de l'évolution de la conscience nationale, de la lutte de libération nationale, que l'armée n'a pas agi d'une façon autonome, mais elle a constamment milité pour l'accomplissement des objectifs du mouvement national.

L'étude de David Prodan, *The Uprising of Horea, Cloșca and Crisán, 1784* (p. 117—131) représente la quintessence des recherches du savant roumain. L'auteur met de nouveau en valeur l'essence « obviously social » de la révolution, mais observe également les implications nationales profondes et inséparables du soulèvement. Les arguments de la dernière assertion sont irréfutables; en fait, l'insurrection fut l'expression d'un moment important de l'évolution générale du problème des Roumains de Transylvanie. Les déterminations sociales, nationales, religieuses se sont intégrées dans un « simple but radical vision, definitely revolutionary » (p. 124).

Constantin Antip analyse *The Revolution of Tudor Vladimirescu* (p. 133—149) mettant en discussion surtout les objectifs sociaux et nationaux, le ferment catalyseur représenté par le soulèvement des Roumains de Valachie pour le renforcement de la conscience des nationaux du Nord et de l'Est des Carpates. L'auteur insiste sur la solidarité de tous les Roumains avec l'esprit dominant de la révolution de Tudor Vladimirescu, mettant les accents nécessaires sur les conséquences immédiates et de perspective du mouvement pour l'avenir de la société roumaine moderne en pleine effervescence.

Constantin Căzânisteanu s'arrête à *The Revolution of 1848—1849* (p. 151—163), qui a essayé de résoudre les problèmes fondamentaux de la Roumanie moderne dans un moment décisif de son évolution. L'achèvement du programme de la révolution — dont l'indépendance et l'unité ont représenté les buts essentiels — a dominé les efforts de la société roumaine pendant un siècle. L'auteur définit les composantes de la « doctrine militaire » des révolutionnaires qui intégrait les traditions de l'organisation militaire et les idées spécifiques de la révolution bourgeoise-démocratique.

The Military Reforms of Alexandru Ioan Cuza and the modernization of the Romanian Army (p. 165—182) sont analysées par Dan Berindei qui fait ressortir l'attention accordée par le prince aux problèmes de l'organisation et la dotation de l'armée nationale, à l'instruction et l'éducation militaire. La modernisation a réclamé de grands efforts et ceux-ci ont été possibles grâce au patriotisme de la population, les fruits de ces sacrifices étant visibles pour la première fois pendant la guerre de l'indépendance.

Florian Tucă (*Romanian Society during the War for Independence, 1877—1878*, p. 183—199) et John E. Jessup (*Romanian Society and the Independence War of 1877—1878*, p. 201—221), dont les analyses se complètent réciproquement, nous donnent une image bien esquissée des motivations profondes du choix de la voie des armes pour la conquête de l'indépendance, de la situation extérieure — les attitudes des grandes puissances à l'égard de la « crise orientale » et l'essor des mouvements de libération nationale du Sud-Est européen, du rôle du facteur militaire proprement dit dans l'effort de guerre et pas moins de la solidarité de tous les Roumains manifestée fortement dans les années 1877—1878.

Dans son *Epilogue: the Historic Perspective of the gaining of Independence* (p. 223—224), Gheorghe Zaharia brosse le tableau des conséquences de la conquête de l'indépendance d'État, en soulignant la valeur d'un des traits dominants de l'esprit public roumain après 1878 — la lutte pour l'union de tous les Roumains.

L'étude de Nicolae Ciachir, *Military Cooperation between Romanians and the Peoples of the South of the Danube during the Ottoman Period* (p. 225—240) présente les moments les plus significatifs de la solidarité des peuples du Sud-Est européen dans leur lutte pour l'autonomie et l'indépendance dès le XIV^e siècle jusqu'en 1878, mettant en lumière le rôle important joué par les Roumains dans l'organisation de la résistance armée devant les forces envahissantes. Dans cette action, la conservation du statut d'autonomie des Pays Roumains a eu une valeur particulière.

Dans son étude, *The Romanian Army and Society, 1878—1920* (p. 241—259), Ștefan Păscu analyse l'impact eu par l'idée de l'unité de tous les Roumains sur l'évolution de la société

en général, et sur le développement de l'armée nationale, particulièrement, surtout pendant la première guerre mondiale. Par l'option fondamentale d'août 1916, par les grands sacrifices humains et matériels subis par le peuple, et par les actes plébiscitaires des années 1917—1918, la Roumanie a réussi l'achèvement de l'idéal national.

L'analyse des *Military Factors and National Development. the impact of Foreign Pressures* (p. 261—271) offre à Mircea Mușat la possibilité de surprendre le rôle joué par le facteur extérieur — très fréquemment hostile à l'indépendance et à l'unité des Roumains — dans l'évolution historique du peuple roumain. Les adversités, les ingérences et les pressions étrangères n'ont pas réussi à abattre la volonté des Roumains de vivre libres et unis — voilà l'idée centrale de l'étude qui insiste sur les implications militaires de l'effort réclamé par l'achèvement du programme national.

Constantin Olteanu définit *The Concept of Military Power in Romanian History: its impact on Society* (p. 273—286), en soulignant l'évolution de cette idée jusqu'à la naissance d'une authentique doctrine concernant le contenu, le rôle et la mission de la puissance militaire. Dans les conditions de la Roumanie contemporaine — remarque l'auteur — la contribution théorique du Parti Communiste Roumain dans l'élaboration de cette œuvre a été décisive et créatrice.

La *Conclusion* (p. 287—288) de Stephen Fischer-Galați met en lumière une vérité évidente : « Many a lesson of history is to be learned from the study of the manner in which the inhabitants of the historic lands of the Romanians have attained their historic goals. The interaction of war, revolution, and society, so thoroughly and carefully analyzed in this volume, provides the most meaningful explanation of the problems and solutions which have determined the course of the history of the Romanian people » (p. 288).

Le volume édité par Ilie Ceaușescu s'impose à notre attention par la qualité des informations et surtout par la valeur des interprétations, son utilité et également sa nécessité étant incontestables.

Constantin Jordan

NICOLAE STOICESCU, *Continuitatea românilor. Privire istoriografică. Istoricul problemei. Dovezile continuității* (La continuité des Roumains. Aperçu historique. Histoire du problème. Preuves à l'appui de la continuité). București, Editura științifică și enciclopedică, 1980, 245 p *

Le problème de la continuité des Roumains en Dacie carpto-danubienne, toujours actuel depuis plus de deux siècles, continue de l'être, à en juger d'après l'ampleur de sa bibliographie. La mise au point d'un répertoire bibliographique devrait un jour tenter un spécialiste de cette discipline. Et un esprit original ne manquera pas d'élaborer même un *Handbuch*, un *Lexicon* ou une *Encyclopédie* de la continuité. Mais puisse une telle entreprise devenir inutile avant longtemps, car l'historiographie a dit son mot, en dissipant les incertitudes et en levant les confusions et les contre-vérités. En attendant, le distingué et infatigable médiéviste qu'est Nicolae Stoicescu a rendu aux historiens le plus insigne service. Dans une sorte de *vade-mecum* de proportions humanistes et d'un maniement efficace, il a condensé l'érudition d'un *Lexicon*, la clarté et l'honnêteté scientifique d'un historien et l'esprit de synthèse qui seul pouvait en venir à bout d'une telle masse de problèmes imbriqués, et de sources interdisciplinaires, controversés et directement ou apparemment énigmatiques.

Le plan de l'auteur transpose le programme qu'indique le sous-titre de l'ouvrage. L'introduction souligne avec raison les motivations politiques de ceux qui, à chaque étape, ont maintenu en état d'alerte le mécanisme historique de la discontinuité, avec ses effets traumatisants que l'on ne peut déplorer assez. Quant au remède, il réside dans une autre mentalité socio-culturelle que celle qui, à la fin du XVIII^e s., a forgé la discontinuité. et dans une autre conception de l'histoire que celle qui ne l'a fait que trop durcir.

Une première partie (p. 9—86) consacrée à l'histoire du problème est un modèle d'histoire critique de l'historiographie d'une grande question. Les étapes principales du processus

* Voir aussi Nicolae Stoicescu, *The Continuity of the Romanian People*, București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1984, 312 p.

historiographique sont replacées dans leur contexte historique et expliquées par les impératifs de tout ordre qui en découlent. D'autre part, une bonne analyse dialectique dévoile la démarche interne et relationnelle des processus historiographiques dont nous suivons le tournant des motivations et l'entrechoquement des contradictions et des apories. L'historien se trouve devant un bon nombre de variantes de la discontinuité, susceptibles d'une véritable typologie fort éloquente. La vérité fondamentale a été fixée sans réplique et avec bon sens, non pas par un grand historien, mais par le paysan roumain du côté de Sibiu (p. 20, n. 39, cité par Ștefan Pascu, 1944) qui répondait à un Saxon fier de la commémoration à laquelle il venait de participer : « Nous n'avons, nous autres, pas quelque centenaire à commémorer, parce que c'est d'ici même que nous sommes ».

La seconde partie (p. 87—244) apporte « Les preuves de la continuité ». Ici, l'ordre chronologique ne se fût pas prêté à une exposition claire et fluide. Mais il n'est pas tout à fait absent de la démarche logique des processus historiques que l'auteur a suivie, car les faits et les idées, ainsi que la présentation des thèses qui se heurtent, ont été groupés autour de quelques grands événements qui jalonnent structurellement la continuité en Dacie. Quelques-uns de ces groupements se sont organiquement transformés en chapitres susceptibles d'accueillir les résultats de toute une discipline : folklore et linguistique (ch. 4), histoire du christianisme (ch. 5), archéologie, épigraphie (ch. 6), numismatique (*ibid.*), sources littéraires (ch. 7), ethnographie (ch. 8), organisation socio-politique (ch. 9, donc histoire des institutions), toponymie (ch. 10), sans oublier la logique historique (ch. 11), si rebelle à se résigner aux traitements que lui font subir ceux que déçoit la continuité. Cette technique permet à l'auteur d'apporter des réponses documentées et éclairantes à onze aspects fondamentaux du débat : I. Les Daces n'ont pas été exterminés (89—101); II. La romanisation de la Dacie (102—111); III. L'abandon de la Dacie et l'évacuation de l'administration romaine (112—127); IV. L'espace où se sont formés la langue et le peuple roumain. Les influences étrangères. Les arguments philologiques de la continuité (128—147); V. La christianisation des Daco-Romains (148—158); VI. Les témoignages archéologiques, numismatiques et épigraphiques de la continuité (159—178); VII. Les Roumains dans les sources historiques littéraires médiévales (179—202); VIII. Les Roumains peuple sédentaire (Les arguments de l'ethnographie (203—218)); IX. La continuité de l'organisation socio-politique (219—226); X. La toponymie et la continuité (227—237); XI. Arguments de logique historique en faveur de la continuité (238—244); En guise de conclusion (245—246); Abréviations utilisées (247).

Ce tableau remarquable n'en est pas moins susceptible de quelques améliorations. L'apport de l'archéologie, de la linguistique et de la toponymie est illustré par les données les plus importantes, par une précieuse littérature de spécialité. L'apport de l'ethnologie et de l'ethnographie pourrait être davantage mis à contribution. Le ch. IX devrait être franchement ouvert à l'histoire des institutions, peu utilisée en général, peut-être surtout en raison des difficultés d'ordre méthodologique qu'elle comporte. C'est pourquoi j'ai tenu à signaler en 1978 la nécessité d'élaborer au préalable la méthodologie de l'insertion de cette discipline dans les débats sur la continuité. A cette méthodologie correspondent des contributions récentes comme celle de Valeriu Șotropa, qui en analysant l'origine illyrienne du Tirgul de fete du mont Găina, a ouvert une voie féconde de recherche. Le problème du *ius Valachicum* (sur lequel nous n'avons pas encore la monographie monumentale qui s'impose) y trouverait sa place, quoiqu'il méritât aussi les honneurs d'un chapitre distinct, où l'on corrigerait le regrettable quiproquo du grand historien tchèque du droit, Karel Kadlec (1916). Celui-ci a dénaturé le *ius Valachicum* à partir de la discontinuité, au lieu de mettre celle-ci ou la continuité à l'épreuve indispensable d'une correcte analyse et interprétation du *ius Valachicum*.

Il reste à utiliser également les résultats des deux Symposiums de Sarajevo sur les Katuns et les Vlaques (1963, 1973), ainsi que les recherches de Nicolară Beldiceanu et d'Irène Steiner-Beldiceanu sur les Vlaques-vojnucs sous la domination ottomane. On ne peut omettre le fait que dans la riche littérature du *ius Valachicum* abondent les thèses tendancieuses, forgées à dessein en vue d'une extrapolation favorable à la discontinuité (nomadisme des Vlaques, équivalence vlaque = bérger, père sans caractère d'ethnikon).

On ne comprend rien au problème simple et naturel de la continuité si l'on ne part pas d'une réalité élémentaire et fondamentale: la supériorité démographique des Daco-Roumains dans l'espace roumain, à toutes les époques de leur histoire. Sans cette donnée, qui ne peut rester une simple affirmation ou hypothèse, l'assimilation des Slaves nord-danubiens, des Coumans, des Grecs, tout comme le rejet victorieux de toute absorption par le peuple dominant en Transylvanie, deviennent incompréhensibles. Sans combler nos vœux et nos besoins, la démographie historique, dont Ștefan Pascu et Ștefan Ștefănescu ont compris toute l'importance, met actuellement à notre disposition, des statistiques, ou des éléments statistiques à traiter selon les nouvelles méthodes, qu'il serait important de ras-

sembler, systématiser et incorporer objectivement au problème de la continuité. Leur présence dans un chapitre spécial changerait le discours qui se déroule sur bien des points de notre problème. Si la bibliographie générale est adaptée à cette fonction, le poids des notes peut être allégé par des références réduites au nom de l'auteur, à l'année d'apparition de l'ouvrage cité (avec exposant en cas d'apparition de plusieurs ouvrages du même auteur au cours de la même année) et à la page en question. Pour désarmer les susceptibilités et pour illustrer statistiquement la réalité historiographique avec ce qu'elle a de significatif, sans plus, on peut joindre en annexes des listes, par nationalités, des principaux tenants des deux positions contrastantes, avec de brèves indications sur les variantes importantes. Pour la bibliographie de langue allemande, l'utile travail de J. Hurdubeiu, cité à plusieurs reprises, n'a besoin que de quelques compléments. Ces listes fournissent un aperçu statistique dont la valeur a été démontrée justement pour la bibliographie de langue allemande.

Nous ne priverons pas le lecteur du plaisir de découvrir ou de redécouvrir seul toutes les surprises du bilan de N. S.¹ Mais l'on reste confus en mesurant les avantages mutuels et européens que les peuples intéressés auraient pu atteindre dans la voie de la paix, de l'amitié et de la culture, si l'énergie, les capitaux et l'imagination que les couches dominantes ont dépensés dans les arguties et l'agressivité de la discontinuité, avaient pu être supérieurement détournés de l'emploi qui en a été fait. Si le raisonneur impénitent voulait trouver dans le bilan dressé par N. S. un argument en quelque sorte péroratoire en faveur de la continuité, on pourrait lui en proposer les deux suivants: a) Dans le monde romain, ce n'est qu'en Dacie nord-danubienne que le lat. *picula* pouvait devenir le roum. *păcură*, l'huile minérale utilisée comme substance grasseuse dans les transports, combustible ou onguent médicinal. Transférés tous dans les Balkans, les Daco-Romains, au bout de tant de siècles, auraient à coup sûr oublié ce mot latin, devenu sans support sans la réalité locale. Et à leur retour supposé dans le pays d'origine possédant des sources de *păcură*, rien n'aurait pu les conduire à inventer pour la dénommer, un mot dérivé du lat. *picula*. Certes, on n'a pas manqué de rétorquer (J. Galdi) que tout cela ne concerne pas la Transylvanie, où il n'y avait pas dans l'Antiquité des sources de *picula* > *păcură*. Mais avec une fondamentale continuité prouvée en Valachie et en Moldavie, la discontinuité limitée à la Transylvanie devient absurde et en désaccord avec la généralité des prémisses posées par les discontinuistes. Quant à la conquête, dès l'époque romaine, des deux versants des Carpathes par la formation *picula* > *păcură*, Const. C. Giurescu n'a pas manqué de la mettre en lumière (voir la discussion p. 145 et n. 69 où l'on souligne l'existence au XVI^e s. de toponymes en Transylvanie se rattachant à *păcură* et relevés par l'historien cité en 1976). Et puis il y a les particularités et l'intensité de la romanisation dans l'ouest de la Transylvanie, révélées par l'Atlas linguistique roumain (voir p. 144 les conclusions de Sextil Pușcariu et Emile Petrovici, avancées aussi par K. Jaberg et Ernst Gamillscheg), inexplicables en dehors de la continuité. Rappelons que dans le cadre de ce vaste processus, Romulus Vuia² insistait avec raison sur une particularité ethnographique. Dans le nord-ouest de la région de Hațeg et dans les montagnes environnantes, l'autochtone *vatră* (âtre, foyer, cheminée, maison, famille), terme fondamental et quasi indéfinissable sur tout le territoire roumain, avec correspondant (illyrien ou thraco-dace) en albanais, avait exceptionnellement été chassé par *caloni*, d'origine latine (*calco*, *calidus*). Avec la continuité,

¹ Il serait inélégant de relever les dizaines de points importants que l'auteur n'ignore pas, mais dont sélectivement il n'a pu faire état in extenso et parfois même pas par un bref rappel. On signale un seul: La position récente de D. St. Marin concernant les *provinciales*, Vopiscus, reprend celle de J. Jung et Mathias Friedwagner, étant approuvée par F. Schurr (A. N., München, X, 1972, p. 86-88). L'idée de Jung et Friedwagner, que les *Goths (foederati)* étaient loin d'être de « wilde Barbaren » a été évoquée lors des débats du 27 février 1981 à la Section d'histoire de l'Académie (Acad. Em. Condurachi, Șt. Păscu, débats à propos de la communication de Zamfira Mihail). L'idée d'une évacuation exhaustive de la Dacie, combattue par les deux auteurs cités, par l'analogie lumineuse de l'ordre d'Odoacre (488) dans le Novicum et Vindelicia (« universos iussit ad Italiam migrare Romanos »), texte sûr et précis, qui n'empêche pas qu'au IX^e siècle les domaines de St. Emmeram (Regensburg) et St. Peter (Salzburg) soient peuplés de descendants des « romani » qui n'avaient pas déserté leurs terres pour se rendre en Italie. La réalité serait niée grossièrement par l'interprète littéral de l'ordre officiel de déplacement en Italie. Pauvres Vopiscus et Entropius, que n'a-t-on pas commis en votre nom!

² *Dovezi etnografice pentru vechimea și continuitatea românilor în Transilvania*, in *Studii de etnologie și folclor*, Bucarest (1975), p. 76-100 (84). Voir, aussi, d'intéressantes données dans « Ethnologia », Bucarest, 1979-1980.

tout est normal, clair, raisonnable. Avec la discontinuité, il faut accepter l'absurde et l'impossible, à savoir qu'au sud du Danube, un petit groupe de Daco-Romains transférés en 276, aurait abandonné *vatră* pour un équivalent latin (ou l'aurait conservé), et que dans le hasard des infiltrations vers le nord aux XI^e–XIII^e – siècles, il s'est obstiné à faire plaisir aux continuistes et à embêter des discontinuistes, en se donnant la peine et la chance de choisir leur nouvel habitat dans la même région où aurait pu et dû se produire le même phénomène avant l'abandon « total » de la Dacie.

Avec une bonne diffusion de l'ouvrage de N. S., les chercheurs étrangers désireux de mettre au point leurs dossiers par une correcte connaissance des résultats indispensables de l'historiographie roumaine n'auront presque plus d'effort de détection et de première orientation critique à fournir. Le nombre des grandes thèses souvent méconnues, que N. S. remet à la place qui leur est due, ainsi que celui des grands textes par lesquels les principaux spécialistes de la continuité, de B. P. Hașdeu, A. D. Xenopol, N. Iorga (comme toujours inégalable), à Gh. Brătianu, P. P. Panaitescu, Const. C. Giurescu, A. Sacerdoțeanu, Ștefan Pascu, Șt. Ștefănescu, sans oublier Vasile Pârvan et sa brillante école, ont marqué l'historiographie de la continuité, constituent à la fois le mérite et l'attrait de l'ouvrage recensé. L'absence de tout style apologétique et d'aveuglement chauvin rassure le lecteur et lui permet une approche sereine et féconde de tant de problèmes complexes et délicats. L'auteur nous fait l'honneur de déclarer (p. 84) que dans la discussion de ces problèmes il est parti de la constatation que le signataire de ces pages (« Rev. de ist. », 31, 1978, p. 1909) énonçait comme suit : « la continuité est à tel point naturelle, logique et sérieusement prouvée, que seuls ses défenseurs peuvent se permettre de recourir à la simple discussion scientifique et sereine, dans l'esprit d'un voisinage constructif et d'une cohabitation semblable des peuples intéressés ». Puissent les lecteurs de l'ouvrage de N. S., nombreux et venant des horizons les plus divers, convenir que l'auteur a tenu sa promesse.

Sans paradoxe nous pouvons rappeler aux sud-est-européistes que l'ouvrage recensé les concerne directement et dans une mesure qu'il est impossible d'ignorer. Il serait vain de vouloir étudier l'ethnogenèse des peuples du Sud-Est, sans connaître le problème de la continuité et sans y avoir pris parti avec une profonde motivation. Qui plus est, toute adhésion aux thèses discontinuistes introduit dans l'ethnogenèse sud-est européenne une distorsion sans issue.

Rejeter la continuité nord-danubienne sans préciser la région considérable où a pu se former un peuple roumain qui, par sa migration (non enregistrée par aucune source) au nord du Danube, y est devenu la nation roumaine actuelle de plus de 22 millions d'âmes, serait de la non-histoire. La réponse à ce problème devient une tâche inéluctable de chaque historiographie nationale du Sud-Est. Les résultats auxquels on est arrivé sur ce point jusqu'à présent constituent un échec significatif pour les discontinuistes : leurs efforts ont abouti à l'invention d'un peuple à la fois réel, oh, combien réel !, mais fantomatique, puisqu'il n'a pas de terre natale et les historiens bulgares, yougoslaves et grecs refusent d'accueillir sur leur territoire national la « perpétration » du phénomène historique dont on veut bien les gratifier. De la sorte, l'un des vices majeurs de la continuité consisterait... dans le refus de se résigner à cette utopique ethno-parthénogenèse des Roumains. C'est là un problème sud-est européen fondamental.

Valentin Al. Georgescu

DUŠAN LUKAČ, *Treći Reich i zemlje Jugoistočne Evrope pri deo 1933–1936, drugi deo 1937–1941*, Beograd, 1982.

The Institute for Balkan Studies of the Serbian Academy of Arts and Sciences in collaboration with the Military Publishing House Prosveta and Rad of Beograd and with Partizanska Knjiga of Ljubljana have recently edited a monograph set up by dr. Dušan Lucač on "The Third Reich and the South-East European Countries 1933–1941". The monograph provides a large-scale analysis on the penetration of the Third Reich in the Balkan area starting from 1933 up to 1941. Obviously the interval of concern starts with Hitler's ascension and ends up in the fall of Yugoslavia in 1941.

The first volume (pp. 434) is made up of seven chapters. After the foreword of the author (pp. 5–12) and the Introduction (pp. 13–40) in which the author deals with the conditions which facilitated Hitler's ascension there comes the analysis proper. The author

does not solely focus on Germany's policy towards Czechoslovakia and Austria which he deems two penetration-gates to the Balkans. Chapter 1 (pp.41 —87), called "The orientation of the First Steps to the South-East Area and the First Successes and Failures of Hitler's Diplomacy", draws the guide-lines of the conditions which allowed the extension of the 3rd Reich and the prestige it acquired in the following three years. The fact is relevant for the first victories and failures of the new regime in Germany, also for the reaction it caused both in Germany and in Europe, in Italy. It is also telling for the impact on Germany's relations with the Agreement of the Four Big Powers and with the Little Entente.

Chapter 2 (pp. 129 —188), called "The Preparation of the Invasion", treats once more of the conditions which facilitated the extension of the Third Reich in the following period. The directions and methods used for South-East Europe are underlined. Special attention is paid to the persistence with which Germany sought to establish relations with the countries in South-East Europe. Chapter 2 ends up in defining these relations with the Balkan Agreement.

Chapter 3 (pp. 129 —188), called "The Attack on the Near Neighbours", treats of the expansion procedures used by Germany. A special place is held by the activity of the Sudet group in weakening Czechoslovakia. There is reference in the end to the collaboration with Hungary.

Chapter 4 (pp 189 —251), entitled "The Submination and the Weakening of the Little Entente", deals firstly with the manner in which the way was smoothed to the conquest of Yugoslavia, a source of raw materials which interested German industry. Reference is made afterwards to the Nazi settling accounts with the Romanian Minister for Foreign Affairs Nicolae Titulescu, after whose dismissal from power Germany's penetration to Romania was insured.

Chapter 5 (pp. 323 —350), "The Strengthening and Broadening of the Relations and Collaboration with Other Balkan Countries", presents the tightening of the relations with Boris of Bulgaria and the German insistence to gain positions in Turkey. Albania was being left to Mussolini's fascist Italy.

The last chapter (pp 323 —350) is called "The First Rich Crop" and provides analysis of the German penetration in the Balkan area on the account of Great Britain, France and Italy. It also focuses on the outcomes of the 3rd Reich activity within the framework of two-sided collaborations with some countries in South-East Europe. The volume ends up with a rich bibliography (pp. 351 —430) comprising edited and uncited sources, memoirs, monographs, articles on which the book relies.

Volume II has 5 chapters. Chapter 1 (pp. 5 —51), "The Introduction", treats of the broad economic and political conditions which allowed the German penetration in the Balkan area.

Chapter 2 (p. 53 —167), "The Weakening of the Collective Security System in South-Eastern Europe and the Abolishment of the Austrian Republic", presents several documents signed by the countries of this area and the totalitarian states, as well as the prelude to the annexation of Austria.

Chapter 3 (p. 169 —304), "The Isolation of Czechoslovakia, the Munich Dictate and its Consequences", deals with European foreign policy at the eve of the outbreak of World War II. An important place is afforded to the transformation of the Sudet issue into a European problem and to the crisis of the German-Czechoslovakian relations which ended up in the Munich Dictate. Special attention is paid to the relations of Czechoslovakia with its neighbours during the period of the republic's decay. The author deals further on with the Nazis conquest of Poland, their attempt to conquer Romania and Yugoslavia during the preparation of the attack against Poland and the Bulgarian, Greek and Turkish attitude towards Germany.

Chapter 4 (p. 305 —420), "Links and Relations of Germany with South-East Europe during the Battle for Poland and Western Europe — an Epoch of Arbitrations", describes the first year of the war as a moment of triumph for the 3rd Reich, mainly since the Nazis succeeded in shifting the weigh-centre of their policy to the Orient and since a series of events led to the appearance of a "new system".

Chapter 5 (p. 421 —532) presents the fascist Italy attack against Greece and the failure of the Italian policy of expansion. It was the period during which pressure was put on Bulgaria and the kingdom of Yugoslavia to join the Pact of Three which lost its importance afterwards.

The volume ends with the author's conclusions (p. 533 —544) which represent a summary of his main ideas and interpretations. This text has also an English version

(pp. 545—555). An index of names is provided at the end of volume most useful for the readers. Both volumes contain a rich illustrative material connected to the epoch.

The author succeeded to treat in a plastic manner the events which led to the German penetration to South-East Europe in the decades which preceded the outburst of World War II. The book is worth attention not only for specialists but also for the common reader because the tackling of the problem has so many things in common with history and its related disciplines.

All affirmations are supplemented by a rich documentary stuff gathered with outstanding accuracy.

Milan Vanku
(Belgrade)

Stat, societate, națiune. Interpretări istorice (Etat, société, nation. Interprétations historiques).

Sous la redaction de Nicolae Edroiu, Aurel Răduțiu, Pompiliu Teodor. Cluj-Napoca, Ed. Dacia, 1982, 418 pp.

Ce dense volume qui jouit de la participation de 27 spécialistes appartenant à plusieurs centres universitaires roumains rend hommage à l'académicien David Prodan à l'occasion de son 80^e anniversaire. Chercheur passionné de l'histoire roumaine, David Prodan a publié plusieurs livres qui ont fait date dans l'historiographie, en tant que synthèses dédiées à des problèmes d'une importance insignifiante, tels le serfage en Transylvanie au XVI^e siècle (*Iobăgia în Transilvania în secolul al XVI-lea*, 3 volumes, 1967—1968), la révolte de Horea, de 1784 (*Răscoala lui Horea*, 2 volumes, 1979) ou à des questions actuelles de l'historiographie, telle la Théorie de l'immigration des Roumains des Principautés Roumaines en Transylvanie au XVIII^e siècle (*Teoria imigrației românilor din Principatele Române în Transilvania în veacul al XVIII-lea. Studiu critic*, Sibiu, 1944), ou la lutte des Roumains pour obtenir des droits politiques en Transylvanie: *Supplex Libellus Valachorum* (Cluj, 1948; édition révisée en 1967 et version anglaise en 1971). L'activité du savant est récapitulée dans l'étude substantielle de Pompiliu Teodor (L'historien David Prodan) et présentée aux lecteurs dans une riche *Bibliographie de l'œuvre (1930—1981) de David Prodan* (pp. 35—47), élaborée par N. Edroiu.

La première partie du volume, intitulée *Stat* (État) comprend neuf contributions dues à Radu Popa, Victor Spinei, Constantin Cihodaru, Șerban Papacostea, Ion Caproșu, Dan Berindei, Gheorghe Platon, Vasile Vesa et Gheorghe Buzatu, abordant des questions de méthode et de contenu, de l'histoire de l'État, à commencer par les formations étatiques roumaines de Transylvanie des XII^e—XIII^e siècles (comme le « cnezat » de Riu Bărbat — recherche profonde et incitante due à R. Popa), ou la constitution de l'État féodal indépendant de Moldavie (V. Spinei y donne une contribution de valeur sur la terminologie politique de l'espace de l'est des Carpates) et terminant avec les études qui, basées sur des recherches d'archives, mettent en lumière quelques aspects de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale et du Sud-Est (V. Vesa, *L'activité diplomatique de l'Entente dans le Sud-Est de l'Europe en 1914* (pp. 140—147) et Gh. Buzatu, *Nicolae Titulescu — la théorie et la pratique du respect de la souveraineté d'État* (pp. 148—157). D'une importance particulière s'avère être l'étude consacrée au problème de la frontière entre la Moldavie et la Valachie au XV^e siècle, analysé en détail par C. Cihodaru (p. 80—92), ou au rapport entre fiction et réalité historique dans les traités conclus par les pays roumains avec l'Empire ottoman aux XIV^e—XVI^e siècles (Ș. Papacostea, pp. 93—106). Très importantes sont les observations de I. Caproșu sur le crédit en Moldavie au temps de Pierre le Boiteux (pp. 107—117), la vision de l'État roumain chez les réalisateurs de l'union des Principautés tracée par Dan Berindei (pp. 118—127) et les réflexions de Gheorghe Platon sur le caractère spécifique du développement de la Roumanie vers la fin du XIX^e siècle (pp. 128—139).

La deuxième partie du volume, sur les problèmes de la *Société*, comprend autres neuf études, écrites par Șt. Ștefănescu, A. Pippidi, S. Jakó, D. Radoslav, Fl. Constantiniu, A. Răduțiu, J. Kovács, St. Inreh et D. Hurezeanu, couvrant la période qui s'étend du XII^e siècle (la contribution de Șt. Ștefănescu analysant les relations sociales par rapport à la propriété foncière dans les Pays Roumains des XII^e—XVI^e siècles) jusqu'au XX^e siècle (D. Hurezeanu s'occupe des révoltes paysannes en tant que moments spécifiques de l'histoire moderne de la Roumanie). Les autres contributions sont aussi d'un grand intérêt et

prennent en charge différents aspects de l'histoire de la société roumaine durant les époques médiévale et moderne. Par exemple, A. Pippidi s'attarde sur deux images espagnoles de la Transylvanie, celles qui ressortent d'une comédie de Lope de Vega et des mémoires de Diego Duque d'Estrada (pp. 173—186). Il faut remarquer les réflexions originales et pénétrantes du professeur S. Jakó sur les origines de l'intelligentsia transylvaine (pp. 187—200). On ne saurait oublier non plus, les résultats des recherches de D. Radoslav sur l'humanisme dans la région du Banat et de la Transylvanie du Sud abordé à travers deux composantes : le livre et la lecture (pp. 201—212). L'interprétation pénétrante des données historiques permet à Florin Constantiniu de reconstituer la politique sociale d'un prince « préphanariote », Radu Mihnea, pendant que la découverte de quatre documents importants soutient l'argumentation d'Aurel Răduțiu qui décèle dans le mouvement paysan du moine Sofronie (1759—1761) les éléments d'un vrai programme de réformes. Iosif Kovács s'occupe des « agitations » qui ont continué, dans les Carpates occidentaux, après la révolte de Horea et Stefan Imreh refait les mœurs des habitants de la région de Cristur habitée par les Sicules au XVIII^e siècle.

La troisième partie du recueil comprend des études concernant la nation roumaine. Les auteurs ont abordé, dans ce cadre, soit les relations des intellectuels roumains avec les mouvements culturels (comme, par exemple, dans l'étude de J. Wolf consacrée aux sources européennes des historiens de l'École transylvaine, dans la reconstitution de l'écho de la guerre civile des Etats-Unis dans la presse transylvaine — due à Camil Mureșan ou dans les réflexions d'Alexandru Zub sur l'impact de H. T. Buckle sur la culture roumaine moderne), soit des aspects de l'évolution des mentalités et des idéologies dans la culture roumaine (Alexandru Dușu pose le problème de la formation de la conscience nationale dans les milieux paysans, en partant de l'expansion du livre dans la société roumaine, au XVIII^e siècle, pendant que Nicolae Boșan met en discussion les présences politiques et culturelles du libéralisme dans le cadre du mouvement national du Banat; Vasile Cristian étudie les impératifs de la lutte nationale des Roumains à la veille de la révolution de 1848 et leur reflet dans les écrits historiques). Suivent, ensuite, trois études concernant la réunion de Sibiu du 28 décembre 1848, moment de réaffirmation du programme de la révolution roumaine en Transylvanie (L. Maior), les préoccupations historiques d'Alexandru Sterca-Suluțiu (avec références spéciales sur ses contributions concernant la révolte de Horea — N. Edrou) et, finalement, la contribution du village roumain au mouvement national des Roumains de Transylvanie dans la période du libéralisme autrichien (S. Retegan).

Par ces intéressantes et précieuses *Interpretations historiques*, les éditeurs s'adressent aussi aux spécialistes étrangers, compte tenu de la réputation internationale de David Prodan. A l'appui de ces desiderata contribuent aussi les résumés en allemand (J. Wolf, pp. 372—391) et l'index (D. Boșan, pp. 393—412).

Ce volume met en relief trois grandes séries de problèmes qui fuient, au fond, les coordonnées des recherches de l'académicien David Prodan. ce sont des problèmes qui se trouvent aujourd'hui au centre des débats historiques qui se proposent souvent de saisir les rapports multiples entre société, Etats et nations. Aussi bien par leur démarche méthodologique et leurs résultats, que par leurs contributions à ces débats contemporains, les études réunies dans le bel volume publié par les Editions Dacia s'imposent à l'attention de tous ceux qui analysent le passé pour mieux comprendre le devenir des sociétés, des Etats et des nations.

Jacob Mârza

PRINTED IN ROMANIA

www.dacoromanica.ro

**TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE**

- GEORGE MURNU, *Studii istorice privitoare la trecutul românilor de peste Dunăre* (Etudes historiques sur le passé des Roumains d'outre-Danube), 1984, 203 p.
- ANDREI PIPPIDI, *Tradiția politică bizantină în țările române în secolele XVI—XVIII* (Tradition politique byzantine des pays roumains aux XVI^e—XVIII^e siècles), 1983, 274 p.
- NICOLAE STOICESCU, *Unitatea românilor în evul mediu*, (L'unité des Roumains au Moyen Age), 1983, 182 p.
- GHEORGHE NICOLAE CAZAN, ȘERBAN RĂDULESCU-ZONER, *Rumänien und der Dreihund*, 1878—1914, Collection „Bibliotheca Historica Romaniae”, 1983, 303 p.
- ILIE CORFUS, *Documente privind istoria României eulise din arhive poloneze, secolul al XVII-lea* (Documents sur l'histoire de la Roumanie, recueillis des archives polonaises, le XVII^e siècle), 1983, 366 p.
- D. M. PIPPIDI, *Inscripțiile din Scythia Minor, I, Histria și împrejurimile* (Inscriptions de la Scythie Mineure, I, Histria et les alentours), 1983, 544 p. + 427 figs.
- MUSTAFA A. MEHMET, *Documente turcești privind istoria României* (Documents turcs sur l'histoire de la Roumanie), II, 1774—1791, 1983, 350 p.
- * * * *Mihai Viteazul în conștiința europeană* (Michel le Brave dans la conscience européenne) 1, *Documente externe* (Documents de l'étranger), 1980, 238 p. ; 2, *Texte alese — secolele XVI—XVIII* (Textes choisis — les XVI^e—XVIII^e siècles), 1983, 350 p.
- * * * *Fontes Historiae Daco-Romanae*, IV, Ed. par H. Mihăescu, Radu Lăzărescu, N. Ș. Tanașoca, Tudor Teoteoi, 1982, 581 p.
- VAL. AL. GEORGESCU et P. STRIHAN, *Judecata domnească* (Le jugement princier), I^{er} vol., II^e partie, 1979, 232 p. ; II^e vol., I^{er} partie, 1981, 232 p., II^e vol., II^e partie, 1982, 243 p.
- ALEXANDRU DUȚU, *European Intellectual Movements and Modernization of Romanian Culture*, Collection « Bibliotheca Historica Romaniae », 1981, 198 p.
- MARIA HOLBAN, *Din cronică relațiilor româno-ungare în secolele XII — XIV* (De la chronique des relations roumano-hongroises aux XII^e — XIV^e siècles), Collection « Biblioteca istorică », LVII, 1981, 312 p.
- * * * *Documenta Romaniae Historica*, B. *Tara Românească*, V (1551—1565). Sous la direction de Damaschin Mioc, 1983, 456 p.
- VIRGIL MIHĂILESCU-BÎRLIBA, *La monnaie romaine chez les Daces Orientaux*. Collection « Bibliotheca Historica Romaniae », Monographies XXIII, 1980, 312 p.

IRM — ISSN 0035—2063



I. P. Informația c. 2148

43 456

Lei 50

www.dacoromanica.ro